

Conférence de La Haye de droit international privé
Hague Conference on private international law

Convention on International Access to Justice

Convention tendant à faciliter l'accès international à la justice

Convention adopted by the Fourteenth Session
and Explanatory Report by Gustaf Möller

Convention adoptée par la Quatorzième session
et Rapport explicatif de M. Gustaf Möller

Tirage à part des Actes et documents
de la Quatorzième session (1980)
Tome IV, Entraide judiciaire
Judicial co-operation

Edité par le Bureau Permanent de la Conférence
Javastraat 2c, 2585 AM La Haye (Pays-Bas)
Imprimerie Nationale / La Haye / 1983

Avertissement

1 Le contenu de la présente brochure est repris des Actes et documents de la Quatorzième session (1980), tome IV, Entraide judiciaire.

Cette dernière publication contient en plus des pages ci-après reproduites, les documents préliminaires, rapports et procès-verbaux, relatifs aux travaux de la Deuxième commission de la Quatorzième session. Ce volume pourra être commandé par l'intermédiaire des librairies ou, directement, à l'Imprimerie Nationale des Pays-Bas, Boite postale 20014, 2500 EA La Haye.

2 Le Rapport explicatif de M. Gustaf Möller commente la Convention adoptée par la Quatorzième session et figurant dans l'Acte final du 25 octobre 1980. Ce Rapport a été traduit en français pour le Bureau Permanent par M. Raymond de Menasce du Centre français de droit comparé à Paris.

3 La pagination entre crochets est propre au présent document, l'autre pagination est celle du volume susmentionné des Actes et documents de la Quatorzième session.

4 La Convention a été ouverte à la signature le 25 octobre 1980 et immédiatement signée par les Représentants de la République fédérale d'Allemagne, de la France et de la Grèce et porte donc cette date. Elle a également été signée le 13 avril 1981 par le Luxembourg, le 16 septembre 1981 par le Maroc et ratifiée par la France le 22 décembre 1982.

5 Le Bureau Permanent de la Conférence, 2c Javastraat, 2585 AM La Haye, fournira très volontiers aux intéressés tous renseignements sur les travaux de la Conférence.

La Haye, octobre 1983.

Preface

1 The contents of this pamphlet have been drawn from the Acts and Documents of the Fourteenth Session (1980), Book IV, Judicial co-operation.

This latter publication contains in addition to the pages hereinafter reproduced the preliminary documents, reports and summaries of discussions relating to the work of the Second Commission of the Fourteenth Session. The full volume can be ordered either through booksellers or, directly, from the Netherlands Government Printing Office, Post-box 20014, 2500 EA The Hague.

2 The Explanatory Report of Mr Gustaf Möller serves as a commentary on the Convention adopted by the Fourteenth Session, which is set out in the Final Act of 25 October 1980. The French translation of this Report was prepared for the Permanent Bureau by Mr Raymond de Menasce of the Centre of Comparative Law at Paris.

3 The page numbers placed within brackets refer to the pages of this document, the other page numbers being those of the bound volume mentioned above of the Acts and Documents of the Fourteenth Session.

4 The Convention was opened for signature on October 25, 1980 and was first signed on that date by Representatives of France, the Federal Republic of Germany and Greece. It therefore bears that date. The Convention has also been signed by Luxembourg on April 13, 1981, Morocco on September 16, 1981 and ratified by France on December 22, 1982.

5 The Permanent Bureau of the Conference, 2c Javastraat, 2585 AM The Hague, will be glad to furnish to interested persons any information desired concerning the work of the Conference.

The Hague, October 1983.

Convention

Convention adoptée par
la Quatorzième session et signée
le 25 octobre 1980¹

Convention adopted by
the Fourteenth Session and signed
on the 25th of October 1980¹

CONVENTION TENDANT A FACILITER L'ACCÈS
INTERNATIONAL A LA JUSTICE

Les Etats signataires de la présente Convention,
Désirant faciliter l'accès international à la justice,
Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et
sont convenus des dispositions suivantes:

CONVENTION ON INTERNATIONAL ACCESS TO JUSTICE

The States signatory to this Convention,
Desiring to facilitate international access to justice,
Have resolved to conclude a Convention for this pur-
pose and have agreed upon the following provisions –

¹ Extrait de l'Acte final de la Quatorzième session, signé le 25 octobre 1980; pour le texte complet de l'Acte final, voir *Actes et documents de la Quatorzième session (1980)*, tome I, *Matières diverses*.

¹ Extract from the Final Act of the Fourteenth Session, signed on the 25th of October 1980; for the complete text of the Final Act, see *Acts and Documents of the Fourteenth Session (1980)*, Book I, *Miscellaneous matters*.

Article premier

Les ressortissants d'un Etat contractant, ainsi que les personnes ayant leur résidence habituelle dans un Etat contractant, sont admis au bénéfice de l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale dans chaque Etat contractant dans les mêmes conditions que s'ils étaient eux-mêmes ressortissants de cet Etat et y résidaient habituellement.

Les personnes auxquelles les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas, mais qui ont eu leur résidence habituelle dans un Etat contractant dans lequel une procédure judiciaire est ou sera engagée, seront néanmoins admises au bénéfice de l'assistance judiciaire aux conditions prévues à l'alinéa précédent, si la cause de l'action découle de cette ancienne résidence habituelle.

Dans les Etats où l'assistance judiciaire existe en matière administrative, sociale ou fiscale, les dispositions du présent article s'appliquent aux affaires portées devant les tribunaux compétents en ces matières.

Article 2

L'article premier s'applique à la consultation juridique, à la condition que le requérant soit présent dans l'Etat où la consultation est demandée.

Article 3

Chaque Etat contractant désigne une Autorité centrale chargée de recevoir les demandes d'assistance judiciaire qui lui sont présentées conformément à la présente Convention et d'y donner suite.

Les Etats fédéraux et les Etats dans lesquels plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ont la faculté de désigner plusieurs Autorités centrales. En cas d'incompétence de l'Autorité centrale saisie, celle-ci transmet la demande à l'Autorité centrale compétente du même Etat contractant.

Article 4

Chaque Etat contractant désigne une ou plusieurs autorités expéditrices chargées de transmettre les demandes d'assistance judiciaire à l'Autorité centrale compétente dans l'Etat requis.

Les demandes d'assistance judiciaire sont transmises, sans intervention d'aucune autre autorité, à l'aide de la formule modèle annexée à la présente Convention. Chaque Etat contractant a la faculté d'utiliser aux mêmes fins la voie diplomatique.

Article 5

Lorsqu'il n'est pas présent dans l'Etat requis, le demandeur à l'assistance judiciaire peut, sans préjudice de toute autre voie par laquelle il pourrait soumettre sa demande à l'autorité compétente de cet Etat, présenter sa demande à une autorité expéditrice de l'Etat contractant où il a sa résidence habituelle.

La demande est établie conformément à la formule modèle annexée à la présente Convention. Elle est accompagnée de tous les documents nécessaires, sous réserve du droit pour l'Etat requis de demander des informations ou des documents complémentaires dans les cas appropriés.

Chaque Etat contractant a la faculté de faire connaître que son Autorité centrale réceptrice peut être saisie par toute autre voie ou moyen.

Article 1

Nationals of any Contracting State and persons habitually resident in any Contracting State shall be entitled to legal aid for court proceedings in civil and commercial matters in each Contracting State on the same conditions as if they themselves were nationals of and habitually resident in that State.

Persons to whom paragraph 1 does not apply, but who formerly had their habitual residence in a Contracting State in which court proceedings are to be or have been commenced, shall nevertheless be entitled to legal aid as provided by paragraph 1 if the cause of action arose out of their former habitual residence in that State.

In States where legal aid is provided in administrative, social or fiscal matters, the provisions of this Article shall apply to cases brought before the courts or tribunals competent in such matters.

Article 2

Article 1 shall apply to legal advice provided the person seeking advice is present in the State where advice is sought.

Article 3

Each Contracting State shall designate a Central Authority to receive, and take action on, applications for legal aid submitted under this Convention.

Federal States and States which have more than one legal system may designate more than one Central Authority. If the Central Authority to which an application is submitted is not competent to deal with it, it shall forward the application to whichever other Central Authority in the same Contracting State is competent to do so.

Article 4

Each Contracting State shall designate one or more transmitting authorities for the purpose of forwarding applications for legal aid to the appropriate Central Authority in the requested State.

Applications for legal aid shall be transmitted, without the intervention of any other authority, in the form of the model annexed to this Convention.

Nothing in this Article shall prevent an application from being submitted through diplomatic channels.

Article 5

Where the applicant for legal aid is not present in the requested State, he may submit his application to a transmitting authority in the Contracting State where he has his habitual residence, without prejudice to any other means open to him of submitting his application to the competent authority in the requested State.

The application shall be in the form of the model annexed to this Convention and shall be accompanied by any necessary documents, without prejudice to the right of the requested State to require further information or documents in appropriate cases.

Any Contracting State may declare that its receiving Central Authority will accept applications submitted by other channels or methods.

Article 6

L'autorité expéditrice assiste le demandeur afin que soient joints tous les documents et informations qui, à la connaissance de cette autorité, sont nécessaires à l'appréciation de la demande. Elle vérifie leur régularité formelle.

Elle peut refuser de transmettre la demande au cas où celle-ci lui paraît manifestement mal fondée.

Le cas échéant, elle assiste le demandeur pour une traduction sans frais des documents.

Elle répond aux demandes de renseignements complémentaires qui émanent de l'Autorité centrale réceptrice de l'Etat requis.

Article 7

Les demandes d'assistance judiciaire, les documents à l'appui, ainsi que les communications en réponse aux demandes de renseignements complémentaires, doivent être rédigés dans la langue ou dans l'une des langues officielles de l'Etat requis ou accompagnés d'une traduction faite dans l'une de ces langues.

Toutefois, lorsque dans l'Etat requérant l'obtention d'une traduction dans la langue de l'Etat requis est difficilement réalisable, ce dernier doit accepter que ces pièces soient rédigées en langue française ou anglaise ou accompagnées d'une traduction dans l'une de ces langues.

Les communications émanant de l'Autorité centrale réceptrice peuvent être rédigées dans la langue ou dans l'une des langues officielles de cet Etat, en anglais ou en français. Toutefois, lorsque la demande transmise par l'autorité expéditrice est rédigée en français ou en anglais ou accompagnée d'une traduction dans l'une de ces langues, les communications émanant de l'Autorité centrale réceptrice sont également rédigées dans l'une de ces langues.

Les frais de traductions entraînés par l'application des alinéas précédents demeurent à la charge de l'Etat requérant. Toutefois, les traductions opérées, le cas échéant, par l'Etat requis demeurent à sa charge.

Article 8

L'Autorité centrale réceptrice statue sur la demande d'assistance judiciaire ou prend les mesures nécessaires pour qu'il soit statué sur celle-ci par l'autorité compétente de l'Etat requis.

Elle transmet les demandes de renseignements complémentaires à l'autorité expéditrice et l'informe de toute difficulté relative à l'examen de la demande, ainsi que de la décision prise.

Article 9

Lorsqu'il ne réside pas dans un Etat contractant, le demandeur à l'assistance judiciaire peut, sans préjudice de toute autre voie par laquelle il pourrait soumettre sa demande à l'autorité compétente de l'Etat requis, transmettre sa demande par la voie consulaire.

Chaque Etat contractant a la faculté de faire connaître que son Autorité centrale réceptrice peut être saisie par tous autres voie ou moyen.

Article 10

Les documents transmis en application du présent chapitre sont dispensés de toute légalisation et de toute formalité analogue.

Article 6

The transmitting authority shall assist the applicant in ensuring that the application is accompanied by all the information and documents known by it to be necessary for consideration of the application. It shall ensure that formal requirements are met.

If it appears to the transmitting authority that the application is manifestly unfounded, it may refuse to transmit the application.

It shall assist the applicant in obtaining without charge a translation of the documents where such assistance is appropriate.

It shall reply to requests for further information from the receiving Central Authority in the requested State.

Article 7

The application, the supporting documents and any communications in response to requests for further information shall be in the official language or in one of the official languages of the requested State or be accompanied by a translation into one of those languages.

However, where in the requesting State it is not feasible to obtain a translation into the language of the requested State, the latter shall accept the documents in either English or French, or the documents accompanied by a translation into one of those languages.

Communications emanating from the receiving Central Authority may be drawn up in the official language or one of the official languages of the requested State or in English or French. However, where the application forwarded by the transmitting authority is in either English or French, or is accompanied by a translation into one of those languages, communications emanating from the receiving Central Authority shall also be in one of those languages.

The costs of translation arising from the application of the preceding paragraphs shall be borne by the requesting State, except that any translations made in the requested State shall not give rise to any claim for reimbursement on the part of that State.

Article 8

The receiving Central Authority shall determine the application or shall take such steps as are necessary to obtain its determination by a competent authority in the requested State.

The receiving Central Authority shall transmit requests for further information to the transmitting authority and shall inform it of any difficulty relating to the examination of the application and of the decision taken.

Article 9

Where the applicant for legal aid does not reside in a Contracting State, he may submit his application through consular channels, without prejudice to any other means open to him of submitting his application to the competent authority in the requested State.

Any Contracting State may declare that its receiving Central Authority will accept applications submitted by other channels or methods.

Article 10

All documents forwarded under this Chapter shall be exempt from legalization or any analogous formality.

Article 11

L'intervention des autorités compétentes pour transmettre, recevoir ou statuer sur les demandes d'assistance judiciaire en vertu du présent chapitre est gratuite.

Article 12

L'instruction des demandes d'assistance judiciaire est effectuée d'urgence.

Article 13

Lorsque l'assistance judiciaire a été accordée en application de l'article premier, les notifications et significations, quelle qu'en soit la forme, relatives au procès du bénéficiaire et qui seraient à faire dans un autre Etat contractant, ne peuvent donner lieu à aucun remboursement. Il en va de même des commissions rogatoires et enquêtes sociales, à l'exception des indemnités payées aux experts et aux interprètes.

Lorsqu'une personne a été admise, en application de l'article premier, au bénéfice de l'assistance judiciaire dans un Etat contractant à l'occasion d'une procédure ayant donné lieu à une décision, elle bénéficie, sans nouvel examen, de l'assistance judiciaire dans tout autre Etat contractant où elle sollicite la reconnaissance ou l'exécution de cette décision.

CHAPITRE II – CAUTION *JUDICATUM SOLVIET EXEQUATUR* DES CONDAMNATIONS AUX FRAIS ET DÉPENS

Article 14

Aucune caution ni aucun dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être exigé en raison de leur seule qualité d'étranger ou de leur seul défaut de domicile ou de résidence dans l'Etat où l'action est intentée, des personnes, physiques ou morales, ayant leur résidence habituelle dans l'un des Etats contractants qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux d'un autre Etat contractant.

La même règle s'applique au versement qui serait exigé des demandeurs ou des intervenants pour garantir les frais judiciaires.

Article 15

Les condamnations aux frais et dépens du procès, prononcées dans l'un des Etats contractants contre toute personne dispensée de la caution, du dépôt ou du versement en vertu soit de l'article 14, soit de la loi de l'Etat où l'action est intentée, seront, à la demande du créancier, rendues gratuitement exécutoires dans tout autre Etat contractant.

Article 16

Chaque Etat contractant désigne une ou plusieurs autorités expéditrices chargées de transmettre les demandes d'exequatur visées par l'article 15 à l'Autorité centrale compétente dans l'Etat requis.

Chaque Etat contractant désigne une Autorité centrale chargée de recevoir les demandes et de prendre les mesures appropriées pour qu'une décision définitive soit prise à cet égard.

Les Etats fédéraux et les Etats dans lesquels plusieurs systèmes de droit sont en vigueur ont la faculté de désigner plusieurs Autorités centrales. En cas d'incompétence de l'Autorité centrale saisie, celle-ci transmet la demande à l'Autorité centrale compétente dans l'Etat requis.

Article 11

No charges shall be made for the transmission, reception or determination of applications for legal aid under this Chapter.

Article 12

Applications for legal aid shall be handled expeditiously.

Article 13

Where legal aid has been granted in accordance with Article 1, service of documents in any other Contracting State in pursuance of the legally aided person's proceedings shall not give rise to any charges regardless of the manner in which service is effected. The same applies to Letters of Request and social enquiry reports, except for fees paid to experts and interpreters.

Where a person has received legal aid in accordance with Article 1 for proceedings in a Contracting State and a decision has been given in those proceedings, he shall, without any further examination of his circumstances, be entitled to legal aid in any other Contracting State in which he seeks to secure the recognition or enforcement of that decision.

CHAPTER II – SECURITY FOR COSTS AND ENFORCEABILITY OF ORDERS FOR COSTS

Article 14

No security, bond or deposit of any kind may be required, by reason only of their foreign nationality or of their not being domiciled or resident in the State in which proceedings are commenced, from persons (including legal persons) habitually resident in a Contracting State who are plaintiffs or parties intervening in proceedings before the courts or tribunals of another Contracting State.

The same rule shall apply to any payment required of plaintiffs or intervening parties as security for court fees.

Article 15

An order for payment of costs and expenses of proceedings, made in one of the Contracting States against any person exempt from requirements as to security, bond, deposit or payment by virtue of Article 14 or of the law of the State where the proceedings have been commenced shall, on the application of the person entitled to the benefit of the order, be rendered enforceable without charge in any other Contracting State.

Article 16

Each Contracting State shall designate one or more transmitting authorities for the purpose of forwarding to the appropriate Central Authority in the requested State applications for rendering enforceable orders to which Article 15 applies.

Each Contracting State shall designate a Central Authority to receive such applications and to take the appropriate steps to ensure that a final decision on them is reached.

Federal States and States which have more than one legal system may designate more than one Central Authority. If the Central Authority to which an application is submitted is not competent to deal with it, it shall forward the application to whichever other Central Authority in the requested State is competent to do so.

Les demandes sont transmises sans intervention d'aucune autre autorité. Cependant, chaque Etat contractant a la faculté d'utiliser aux mêmes fins la voie diplomatique.

A moins que l'Etat requis n'ait déclaré s'y opposer, les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à ce que la demande d'exequatur soit présentée directement par le créancier.

Article 17

Les demandes d'exequatur doivent être accompagnées:

a d'une expédition conforme de la partie de la décision faisant apparaître les noms et qualités des parties, ainsi que le dispositif se rapportant aux frais et dépens;

b de tout document de nature à prouver que la décision ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire dans l'Etat d'origine et qu'elle y est exécutoire;

c d'une traduction certifiée conforme de ces documents dans la langue de l'Etat requis, lorsqu'ils ne sont pas rédigés dans cette langue.

L'autorité compétente de l'Etat requis statue sur les demandes d'exequatur sans entendre les parties. Elle se borne à vérifier que les pièces ont été produites. A la requête du demandeur, elle évalue le montant des frais d'attestation, de traduction et de certification, qui sont assimilés aux frais et dépens du procès. Aucune légalisation ou formalité analogue ne peut être imposée.

Les parties n'ont d'autres recours contre la décision rendue par l'autorité compétente que ceux qui leur sont ouverts par la législation de l'Etat requis.

CHAPITRE III – COPIES D'ACTES ET DE DÉCISIONS DE JUSTICE

Article 18

En matière civile ou commerciale, les ressortissants d'un Etat contractant, ainsi que les personnes ayant leur résidence habituelle dans un Etat contractant, peuvent, dans les mêmes conditions que les nationaux, se faire délivrer et, le cas échéant, faire légaliser des copies ou des extraits de registres publics ou de décisions de justice dans un autre Etat contractant.

CHAPITRE IV – CONTRAINTE PAR CORPS ET SAUF-CONDUIT

Article 19

La contrainte par corps, soit comme moyen d'exécution, soit comme mesure simplement conservatoire, ne pourra pas, en matière civile ou commerciale, être appliquée aux ressortissants d'un Etat contractant ou aux personnes ayant leur résidence habituelle dans un Etat contractant dans le cas où elle ne serait pas applicable aux ressortissants de cet Etat. Tout fait qui pourrait être invoqué par un ressortissant ayant sa résidence habituelle dans cet Etat pour obtenir la levée de la contrainte par corps doit produire le même effet au profit d'un ressortissant d'un Etat contractant ou d'une personne ayant sa résidence habituelle dans un Etat contractant, même si ce fait s'est produit à l'étranger.

Applications under this Article shall be transmitted without the intervention of any other authority, without prejudice to an application being transmitted through diplomatic channels.

Nothing in this Article shall prevent applications from being made directly by the person entitled to the benefit of the order unless the requested State has declared that it will not accept applications made in this manner.

Article 17

Every application under Article 15 shall be accompanied by –

a a true copy of the relevant part of the decision showing the names and capacities of the parties and of the order for payment of costs or expenses;

b any document necessary to prove that the decision is no longer subject to the ordinary forms of review in the State of origin and that it is enforceable there;

c a translation, certified as true, of the above-mentioned documents into the language of the requested State, if they are not in that language.

The application shall be determined without a hearing and the competent authority in the requested State shall be limited to examining whether the required documents have been produced. If so requested by the applicant, that authority shall determine the amount of the costs of attestation, translation and certification, which shall be treated as costs and expenses of the proceedings. No legalization or analogous formality may be required.

There shall be no right of appeal against the decision of the competent authority except in accordance with the law of the requested State.

CHAPTER III – COPIES OF ENTRIES AND DECISIONS

Article 18

Nationals of any Contracting State and persons habitually resident in any Contracting State may obtain in any other Contracting State, on the same terms and conditions as its nationals, copies of or extracts from entries in public registers and decisions relating to civil or commercial matters and may have such documents legalized, where necessary.

CHAPTER IV – PHYSICAL DETENTION AND SAFE-CONDUCT

Article 19

Arrest and detention, whether as a means of enforcement or simply as a precautionary measure, shall not, in civil or commercial matters, be employed against nationals of a Contracting State or persons habitually resident in a Contracting State in circumstances where they cannot be employed against nationals of the arresting and detaining State. Any fact which may be invoked by a national habitually resident in such State to obtain release from arrest or detention may be invoked with the same effect by a national of a Contracting State or a person habitually resident in a Contracting State even if the fact occurred abroad.

Article 20

Lorsqu'un témoin ou un expert, ressortissant d'un Etat contractant ou ayant sa résidence habituelle dans un Etat contractant, est cité nommément par un tribunal ou par une partie avec l'autorisation d'un tribunal à comparaître devant les tribunaux d'un autre Etat contractant, il ne peut être poursuivi, détenu ou soumis à une restriction quelconque de sa liberté individuelle sur le territoire de cet Etat pour des condamnations ou des faits antérieurs à son entrée sur le territoire de l'Etat requérant.

L'immunité prévue à l'alinéa précédent commence sept jours avant la date fixée pour l'audition du témoin ou de l'expert et prend fin lorsque le témoin ou l'expert, ayant eu la possibilité de quitter le territoire pendant sept jours consécutifs après que les autorités judiciaires l'aurent informé que sa présence n'était plus requise, sera néanmoins demeuré sur ce territoire ou y sera revenu volontairement après l'avoir quitté.

CHAPITRE V – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 21

Sous réserve des dispositions de l'article 22, aucune disposition de la présente Convention ne sera interprétée comme limitant les droits relatifs aux matières réglées par celle-ci qui pourraient être reconnus à une personne conformément aux lois d'un Etat contractant ou conformément à toute autre convention à laquelle cet Etat est ou sera partie.

Article 22

La présente Convention remplace, dans les rapports entre les Etats qui l'auront ratifiée, les articles 17 à 24 de la *Convention relative à la procédure civile*, signée à La Haye le 17 juillet 1905, ou les articles 17 à 26 de la *Convention relative à la procédure civile*, signée à La Haye le premier mars 1954, pour les Etats qui sont Parties à l'une ou l'autre de ces Conventions, même si la réserve du deuxième alinéa de l'article 28, lettre *c* est faite.

Article 23

Les accords additionnels aux Conventions de 1905 et de 1954, conclus par les Etats contractants, sont considérés comme également applicables à la présente Convention, dans la mesure où ils sont compatibles avec celle-ci, à moins que les Etats intéressés n'en conviennent autrement.

Article 24

Tout Etat contractant peut, au moyen d'une déclaration, faire connaître la ou les langues autres que celles prévues aux articles 7 et 17 dans lesquelles les documents qui seront adressés à son Autorité centrale peuvent être rédigés ou traduits.

Article 25

Tout Etat contractant qui a plusieurs langues officielles et qui ne peut, pour des raisons de droit interne, accepter pour l'ensemble de son territoire les documents visés aux articles 7 et 17 d'assistance judiciaire dans l'une de ces langues, doit faire connaître au moyen d'une déclaration la langue dans laquelle ceux-ci doivent être rédigés ou traduits en vue de leur présentation dans les parties de son territoire qu'il a déterminées.

Article 20

A person who is a national of or habitually resident in a Contracting State and who is summoned by name by a court or tribunal in another Contracting State, or by a party with the leave of the court or tribunal, in order to appear as a witness or expert in proceedings in that State shall not be liable to prosecution or detention, or subjected to any other restriction on his personal liberty, in the territory of that State in respect of any act or conviction occurring before his arrival in that State.

The immunity provided for in the preceding paragraph shall commence seven days before the date fixed for the hearing of the witness or expert and shall cease when the witness or expert having had, for a period of seven consecutive days from the date when he was informed by the judicial authorities that his presence is no longer required, an opportunity of leaving has nevertheless remained in the territory, or having left it, has returned voluntarily.

CHAPTER V – GENERAL PROVISIONS

Article 21

Without prejudice to the provisions of Article 22, nothing in this Convention shall be construed as limiting any rights in respect of matters governed by this Convention which may be conferred upon a person under the law of any Contracting State or under any other convention to which it is, or becomes, a party.

Article 22

Between Parties to this Convention who are also Parties to one or both of the *Conventions on civil procedure* signed at The Hague on the 17th of July 1905 and the 1st of March 1954, this Convention shall replace Articles 17 to 24 of the Convention of 1905 or Articles 17 to 26 of the Convention of 1954 even if the reservation provided for under paragraph 2c of Article 28 of this Convention has been made.

Article 23

Supplementary agreements between Parties to the Conventions of 1905 and 1954 shall be considered as equally applicable to the present Convention, to the extent that they are compatible therewith, unless the Parties otherwise agree.

Article 24

A Contracting State may by declaration specify a language or languages other than those referred to in Articles 7 and 17 in which documents sent to its Central Authority may be drawn up or translated.

Article 25

A Contracting State which has more than one official language and cannot, for reasons of internal law, accept for the whole of its territory documents referred to in Articles 7 and 17 drawn up in one of those languages shall by declaration specify the language in which such documents or translations thereof shall be drawn up for submission in the specified parts of its territory.

Article 26

Un Etat contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent aux matières régies par cette Convention pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, déclarer que la présente Convention s'appliquera à toutes ses unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

Ces déclarations seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas et indiqueront expressément les unités territoriales auxquelles la Convention s'applique.

Article 27

Lorsqu'un Etat contractant a un système de gouvernement en vertu duquel les pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif sont partagés entre des Autorités centrales et d'autres autorités de cet Etat, la signature, la ratification, l'acceptation ou l'approbation de la Convention, ou l'adhésion à celle-ci, ou une déclaration faite en vertu de l'article 26, n'emportera aucune conséquence quant au partage interne des pouvoirs dans cet Etat.

Article 28

Tout Etat contractant pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion se réserver le droit d'exclure l'application de l'article premier aux personnes qui ne sont pas ressortissantes d'un Etat contractant, mais qui ont leur résidence habituelle dans un Etat contractant autre que celui qui a fait la réserve ou qui ont eu leur résidence habituelle dans l'Etat qui a fait la réserve, s'il n'existe aucune réciprocité entre l'Etat qui a fait la réserve et l'Etat dont le demandeur à l'assistance judiciaire est le ressortissant.

Tout Etat contractant pourra, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, se réserver le droit d'exclure :

a l'usage de l'anglais, du français, ou de ces deux langues, tel que prévu à l'alinéa 2 de l'article 7;

b l'application des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 13;

c l'application des dispositions du chapitre II;

d l'application de l'article 20.

Lorsqu'un Etat :

e aura exclu l'usage des langues anglaise et française en faisant la réserve prévue à la lettre *a* de l'alinéa précédent, tout autre Etat affecté par celle-ci pourra appliquer la même règle à l'égard de l'Etat qui aura fait la réserve;

f aura fait la réserve prévue à la lettre *b* de l'alinéa précédent, tout autre Etat pourra refuser d'appliquer l'alinéa 2 de l'article 13 aux ressortissants de l'Etat qui aura fait la réserve, ainsi qu'aux personnes ayant leur résidence habituelle dans cet Etat;

g aura fait la réserve prévue à la lettre *c* de l'alinéa précédent, tout autre Etat pourra refuser d'appliquer les dispositions du chapitre II aux ressortissants de l'Etat qui aura fait la réserve, ainsi qu'aux personnes ayant leur résidence habituelle dans cet Etat.

Aucune autre réserve ne sera admise.

Article 26

If a Contracting State has two or more territorial units in which different systems of law are applicable in relation to matters dealt with in this Convention, it may at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession declare that this Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them and may modify that declaration by submitting another declaration at any time.

Any such declaration shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands and shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

Article 27

Where a Contracting State has a system of government under which executive, judicial and legislative powers are distributed between central and other authorities within that State, its signature or ratification, acceptance, or approval of, or accession to this Convention, or its making of any declaration under Article 26 shall carry no implication as to the internal distribution of powers within that State.

Article 28

Any Contracting State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, reserve the right to exclude the application of Article 1 in the case of persons who are not nationals of a Contracting State but who have their habitual residence in a Contracting State other than the reserving State or formerly had their habitual residence in the reserving State, if there is no reciprocity of treatment between the reserving State and the State of which the applicants for legal aid are nationals.

Any Contracting State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, reserve the right to exclude –

a the use of English or French, or both, under paragraph 2 of Article 7;

b the application of paragraph 2 of Article 13;

c the application of Chapter II;

d the application of Article 20.

Where a State has made a reservation –

e under paragraph 2*a* of this Article, excluding the use of both English and French, any other State affected thereby may apply the same rule against the reserving State;

f under paragraph 2*b* of this Article, any other State may refuse to apply paragraph 2 of Article 13 to persons who are nationals of or habitually resident in the reserving State;

g under paragraph 2*c* of this Article, any other State may refuse to apply Chapter II to persons who are nationals of or habitually resident in the reserving State.

No other reservation shall be permitted.

Tout Etat contractant pourra, à tout moment, retirer une réserve qu'il aura faite. Ce retrait sera notifié au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas. L'effet de la réserve cessera le premier jour du troisième mois du calendrier après cette notification.

Article 29

Tout Etat contractant indiquera au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas, soit au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, soit ultérieurement, les autorités prévues aux articles 3, 4 et 16.

Il notifiera, le cas échéant, dans les mêmes conditions:

a les déclarations visées aux articles 5, 9, 16, 24, 25, 26 et 33;

b tout retrait et toute modification des désignations et déclarations mentionnées ci-dessus;

c le retrait de toute réserve.

Article 30

Les formules modèles annexées à la présente Convention pourront être amendées par décision d'une Commission spéciale à laquelle seront invités tous les Etats contractants et tous les Etats Membres de la Conférence de La Haye et qui sera convoquée par le Secrétaire général de la Conférence de La Haye. La proposition d'amender les formules devra être portée à l'ordre du jour qui sera joint à la convocation.

Les amendements seront adoptés par la Commission spéciale à la majorité des Etats contractants présents et prenant part au vote. Ils entreront en vigueur pour tous les Etats contractants le premier jour du septième mois après la date à laquelle le Secrétaire général les aura communiqués à tous les Etats contractants.

Au cours du délai prévu à l'alinéa précédent, tout Etat contractant pourra notifier par écrit au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas qu'il entend faire une réserve à cet amendement. L'Etat qui aura fait une telle réserve sera traité, en ce qui concerne cet amendement, comme s'il n'était pas Partie à la présente Convention jusqu'à ce que la réserve ait été retirée.

CHAPITRE VI – CLAUSES FINALES

Article 31

La Convention est ouverte à la signature des Etats qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Quatorzième session, ainsi que des Etats non-Membres invités à son élaboration.

Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

Article 32

Tout autre Etat pourra adhérer à la Convention.

L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérent et les Etats contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les douze

Any Contracting State may at any time withdraw a reservation it has made. The withdrawal shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands. The reservation shall cease to have effect on the first day of the third calendar month after the notification.

Article 29

Every Contracting State shall, at the time of the deposit of its instrument of ratification or accession, or at a later date, inform the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands of the designation of authorities pursuant to Articles 3, 4 and 16.

It shall likewise inform the Ministry, where appropriate, of the following –

a declarations pursuant to Articles 5, 9, 16, 24, 25, 26 and 33;

b any withdrawal or modification of the above designations and declarations;

c the withdrawal of any reservation.

Article 30

The model forms annexed to this Convention may be amended by a decision of a Special Commission convoked by the Secretary General of the Hague Conference to which all Contracting States and all Member States shall be invited. Notice of the proposal to amend the forms shall be included in the agenda for the meeting.

Amendments adopted by a majority of the Contracting States present and voting at the Special Commission shall come into force for all Contracting States on the first day of the seventh calendar month after the date of their communication by the Secretary General to all Contracting States.

During the period provided for by paragraph 2 any Contracting State may by notification in writing to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands make a reservation with respect to the amendment. A Party making such reservation shall until the reservation is withdrawn be treated as a State not a Party to the present Convention with respect to that amendment.

CHAPTER VI – FINAL CLAUSES

Article 31

The Convention shall be open for signature by the States which were Members of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Fourteenth Session and by non-Member States which were invited to participate in its preparation.

It shall be ratified, accepted or approved and the instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Article 32

Any other State may accede to the Convention.

The instrument of accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Such accession shall have effect only as regards the relations between the acceding State and those Contracting States which have not raised an objection to its

mois après la réception de la notification prévue au chiffre 2 de l'article 36. Une telle objection pourra également être élevée par tout Etat Membre au moment d'une ratification, acceptation ou approbation de la Convention, ultérieure à l'adhésion. Ces objections seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

Article 33

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, pourra déclarer que la Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment où elle entre en vigueur pour cet Etat.

Cette déclaration, ainsi que toute extension ultérieure, seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas.

Article 34

La Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion prévu par les articles 31 et 32.

Ensuite, la Convention entrera en vigueur:

1 pour chaque Etat ratifiant, acceptant, approuvant ou adhérant postérieurement le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

2 pour les territoires ou les unités territoriales auxquels la Convention a été étendue conformément à l'article 26 ou 33, le premier jour du troisième mois du calendrier après la notification visée dans ces articles.

Article 35

La Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 34, alinéa premier, même pour les Etats qui l'auront postérieurement ratifiée, acceptée ou approuvée ou qui y auront adhéré.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas. Elle pourra se limiter à certains territoires ou unités territoriales auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 36

Le Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas notifiera aux Etats Membres de la Conférence, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 32:

1 les signatures, ratifications, acceptations et approbations visées à l'article 31;

2 les adhésions et les objections aux adhésions visées à l'article 32;

3 la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 34;

4 les déclarations mentionnées aux articles 26 et 33;

accession in the twelve months after the receipt of the notification referred to in sub-paragraph 2 of Article 36. Such an objection may also be raised by Member States at the time when they ratify, accept or approve the Convention after an accession. Any such objection shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Article 33

Any State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, declare that the Convention shall extend to all the territories for the international relations of which it is responsible, or to one or more of them. Such a declaration shall take effect at the time the Convention enters into force for that State.

Such declaration, as well as any subsequent extension, shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands.

Article 34

The Convention shall enter into force on the first day of the third calendar month after the deposit of the third instrument of ratification, acceptance, approval or accession referred to in Articles 31 and 32.

Thereafter the Convention shall enter into force –

1 for each State ratifying, accepting, approving or acceding to it subsequently, on the first day of the third calendar month after the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession;

2 for any territory or territorial unit to which the Convention has been extended in conformity with Article 26 or 33, on the first day of the third calendar month after the notification referred to in that Article.

Article 35

The Convention shall remain in force for five years from the date of its entry into force in accordance with the first paragraph of Article 34 even for States which subsequently have ratified, accepted, approved it or acceded to it.

If there has been no denunciation, it shall be renewed tacitly every five years.

Any denunciation shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, at least six months before the expiry of the five year period. It may be limited to certain of the territories or territorial units to which the Convention applies.

The denunciation shall have effect only as regards the State which has notified it. The Convention shall remain in force for the other Contracting States.

Article 36

The Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands shall notify the States Members of the Conference, and the States which have acceded in accordance with Article 32, of the following –

1 the signatures and ratifications, acceptances and approvals referred to in Article 31;

2 the accessions and objections raised to accessions referred to in Article 32;

3 the date on which the Convention enters into force in accordance with Article 34;

4 the declarations referred to in Articles 26 and 33;

5 les réserves et le retrait des réserves prévus aux articles 28 et 30;

6 les communications notifiées en application de l'article 29;

7 les dénonciations visées à l'article 35.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à La Haye, le 25 octobre 1980, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Quatorzième session, ainsi qu'à tout autre Etat ayant participé à l'élaboration de la présente Convention lors de cette Session.

5 the reservations and withdrawals referred to in Articles 28 and 30;

6 the information communicated under Article 29;

7 the denunciations referred to in Article 35.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at The Hague, on the 25th day of October, 1980, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Kingdom of the Netherlands and of which a certified copy shall be sent, through diplomatic channels, to each of the States Members of the Hague Conference on Private International Law at the date of its Fourteenth Session and to each other State having participated in the preparation of this Convention at this Session.

ANNEXES A LA CONVENTION TENDANT A FACILITER L'ACCÈS INTERNATIONAL A LA JUSTICE

FORMULES MODÈLES

ANNEXES TO THE CONVENTION ON INTERNATIONAL ACCESS TO JUSTICE

MODEL FORMS

FORMULE DE TRANSMISSION DE DEMANDE
D'ASSISTANCE JUDICIAIRE

Convention tendant à faciliter l'accès international à la justice, signée à La Haye, le 25 octobre 1980.

Identité et adresse de l'autorité expéditrice

Adresse de l'Autorité centrale réceptrice

L'autorité expéditrice soussignée a l'honneur de faire parvenir ci-joint à l'Autorité centrale réceptrice la demande d'assistance judiciaire ainsi que son annexe (déclaration concernant la situation économique du demandeur), aux effets du chapitre I de la Convention précitée.

Observations éventuelles se rapportant à la demande et à la déclaration:

Autres observations:

Fait à....., le

Signature et/ou cachet

FORM FOR TRANSMISSION OF APPLICATION
FOR LEGAL AID

Convention on International Access to Justice, signed at The Hague, the 25th of October 1980.

Identity and address of the transmitting authority
--

Address of the receiving Central Authority
--

The undersigned transmitting authority has the honour to transmit to the receiving Central Authority the attached application for legal aid and its annex (statement concerning the applicant's financial circumstances), for the purpose of Chapter I of the above-mentioned Convention.

Remarks concerning the application and the statement, if any:

Other remarks, if any:

Done at, the

Signature and/or stamp

FORMULE DE DEMANDE D'ASSISTANCE JUDICIAIRE

Convention tendant à faciliter l'accès international à la justice, signée à La Haye, le 25 octobre 1980.

- 1 Nom et adresse du demandeur d'assistance judiciaire
- 2 Jurisdiction où le litige a été ou doit être introduit (si connue)
- 3 *a* Objet(s) du litige; montant du litige, le cas échéant
b Le cas échéant, énumération des pièces à l'appui relatives au litige introduit ou envisagé*
c Nom et adresse de la partie adverse*
- 4 Tous délais ou dates relatifs au litige entraînant des conséquences juridiques pour le demandeur, justifiant une urgence particulière dans le traitement de la demande*
- 5 Toute autre information utile*

6 Fait à....., le

7 Signature du demandeur

* Rayer les mentions inutiles

APPLICATION FOR LEGAL AID

Convention on International Access to Justice, signed at The Hague, the 25th of October 1980.

- 1 Name and address of the applicant for legal aid
- 2 Court or tribunal in which the proceedings have been or will be initiated (if known)
- 3 *a* Subject-matter(s) of proceedings; amount of the claim, if applicable
b If applicable, list of supporting documents pertinent to commenced or intended proceedings*
c Name and address of the opposing party*
- 4 Any date or time-limit relating to proceedings with legal consequences for the applicant, calling for speedy handling of the application*
- 5 Any other relevant information*

6 Done at, the

7 Applicant's signature

* Delete if inappropriate

Déclaration concernant la situation économique du demandeur

I *Situation personnelle*

8 nom (nom de jeune fille, s'il y a lieu)

9 prénom(s)

10 date et lieu de naissance

11 nationalité

12 *a* résidence habituelle (date du début de la résidence)

b résidence habituelle antérieure (date du début et de la fin de la résidence)

13 état civil (célibataire, marié(e), veuf(veuve), divorcé(e), séparé(e))

14 nom et prénom(s) du conjoint

15 noms, prénoms et date de naissance des enfants à charge de l'intéressé(e)

16 autres personnes à charge de l'intéressé(e)

17 renseignements complémentaires sur la situation familiale

Statement concerning the applicant's financial circumstances

I *Personal situation*

8 name (maiden name, if applicable)

9 first name(s)

10 date and place of birth

11 nationality

12 *a* habitual residence (date of commencement of the residence)

b former habitual residence (date of commencement and termination of the residence)

13 civil status (single, married, widow(er), divorced, separated)

14 name and first name(s) of the spouse

15 names, first names and dates of birth of children dependent on the applicant

16 other persons dependent on the applicant

17 supplementary information concerning the family situation

II *Situation financière*

18 activité professionnelle

19 nom et adresse de l'employeur ou lieu d'exercice de l'activité professionnelle

20 revenus	de l'intéressé(e)	du conjoint	des personnes à charge de l'intéressé(e)
<i>a</i> traitements, salaires (y inclus avantages en nature)
<i>b</i> pensions de retraite, pensions d'invalidité, pensions alimentaires, rentes, rentes viagères
<i>c</i> allocations de chômage
<i>d</i> revenus des professions non salariées
<i>e</i> revenus des valeurs et capitaux mobiliers
<i>f</i> revenus fonciers et immobiliers
<i>g</i> autres sources de revenus

II *Financial circumstances*

18 occupation

19 name and address of employer or place of exercise of occupation

20 income	of the applicant	of the spouse	of the persons dependent on the applicant
<i>a</i> salary (including payments in kind)
<i>b</i> pensions, disability pensions, alimonies, allowances, annuities
<i>c</i> unemployment benefits
<i>d</i> income from non-salaried occupations
<i>e</i> income from securities and floating capital
<i>f</i> income from real property
<i>g</i> other sources of income

21 biens immobiliers	de l'intéressé(e)	du conjoint	des personnes à charge de l'intéressé(e)
(mentionner valeur(s) et charge(s))	.....	.....	.....
22 autres biens	de l'intéressé(e)	du conjoint	des personnes à charge de l'intéressé(e)
(titres, participations, créances, comptes bancaires, fonds de commerce, etc.)	.....	.....	.....
23 dettes et autres charges financières	de l'intéressé(e)	du conjoint	des personnes à charge de l'intéressé(e)
<i>a</i> prêts (mentionner nature, montant restant à payer et remboursements annuels/mensuels)	.....	.....	.....
<i>b</i> obligations alimentaires (mentionner montants mensuels)	.....	.....	.....
<i>c</i> loyers (y inclus coûts de chauffage, électricité, gaz et eau)	.....	.....	.....
<i>d</i> autres charges périodiques	.....	.....	.....

21	real property	of the applicant	of the spouse	of the persons dependent on the applicant
	(please state value(s) and obligations)	.....	.....	.....
22	other assets	of the applicant	of the spouse	of the persons dependent on the applicant
	(securities, sharings in profits, claims, bank accounts, business capital, etc.)	.....	.....	.....
23	debts and other financial obligations	of the applicant	of the spouse	of the persons dependent on the applicant
	<i>a</i> loans (state nature, balance to be paid and annual/monthly repayments)	.....	.....	.....
	<i>b</i> maintenance obligations (state monthly payments)	.....	.....	.....
	<i>c</i> house rent (including costs of heating, electricity, gas and water)	.....	.....	.....
	<i>d</i> other recurring obligations	.....	.....	.....

24 impôts sur revenus et contributions à la sécurité sociale *de l'année précédente*

25 observations de l'intéressé(e)

26 le cas échéant, énumération des documents à l'appui

27 Je soussigné(e), informé(e) des conséquences pénales d'une fausse déclaration, certifie sur l'honneur que la présente déclaration est complète et exacte.

28 Fait à (lieu)

29 le (date)

30 (signature de l'intéressé(e))

24 income tax and social security contributions *for the previous year*

25 remarks of the applicant

26 if applicable, list of supporting documents

27 The undersigned, being fully aware of the penalties provided by law for the making of a false statement, declares that the above statement is complete and correct.

28 Done at(place)

29 the(date)

30 (applicant's signature)

—

Rapport

I Introduction

The first object of the present Report is to describe – in a concentrated way – the preparatory work and the final discussions which led to the establishment of the Convention on International Access to Justice. It is impossible to recount all the trends which made their appearance in the course of the Fourteenth Session of the Conference, and the Report has to be confined essentially to the ideas that were retained in the Convention. Those who wish to enter into a more detailed study will have to refer to the *Procès-verbaux* and documents published in the *Actes et documents* of the Conference. Yet the definitive Report ought to stand on its own. In so far as principles defined by the Special Commission have been followed without discussion, it appears essential to explain them also in the present Report. In order to understand why and how the Convention was prepared, it is necessary to have some knowledge about the previous development in this field. Therefore the Report also tries to give a short description of that development.

The object of this Report is, furthermore, to put at the disposal of those who will have to apply the Convention short commentaries on the articles of the Convention. Within the scope of this object, there will be less concern with tracing the origin of diverse provisions than with clarifying the text of the Convention. The Rapporteur has tried to clarify the content of the articles and to point out their principal aims and purposes but has avoided discussing at length rare and unusual situations. The Report has, as is the custom, been prepared following the Fourteenth Session on the basis of the *Procès-verbaux* and the Rapporteur's personal notes. Accordingly, it has not been approved by the Conference. The Rapporteur must perforce render the opinions of the latter as faithfully as possible but it is inevitable that certain passages may be coloured by his personal judgment. The Rapporteur has thus to bear the full responsibility for the opinions expressed in the Report.

A Origin of the Convention

Questions relating to international litigation had been studied by the Hague Conference on private international law already at the end of the nineteenth century. The work of the Conference led as early as 14 November 1896 to a Convention on Civil Procedure. This Convention was replaced by a new Convention of 17 July 1905 on the same subject. The 1905 Convention as well as the 1896 Convention dealt with 1) service of documents abroad; 2) the taking of evidence abroad;

I Introduction

Le présent Rapport a pour objet principal de décrire brièvement les travaux préparatoires et les discussions finales qui ont abouti à la conclusion de la Convention tendant à faciliter l'accès international à la justice. Il est impossible de retracer ici toutes les tendances qui se sont fait jour au cours de la Quatorzième session de la Conférence: notre Rapport doit nécessairement se borner à exposer les idées qui ont été retenues dans la Convention. Ceux qui voudraient se livrer à une étude plus approfondie devront se référer aux procès-verbaux et aux documents publiés dans les *Actes et documents* de la Conférence. Mais ce Rapport définitif doit se suffire à lui-même. Dans la mesure où les principes définis par la Commission spéciale ont été admis sans discussion, il semble essentiel de les exposer dans ce Rapport. Pour comprendre pourquoi et comment la Convention a été conclue, il est nécessaire d'avoir une idée de l'évolution qui s'était produite auparavant en ce domaine. C'est pourquoi nous cherchons aussi à décrire cette évolution dans ce Rapport.

Notre Rapport a également pour objet de mettre à la disposition de ceux qui auront à appliquer la Convention quelques brefs commentaires portant sur les articles qui la composent. Dans le cadre de ces commentaires, nous nous préoccuperons moins de rechercher l'origine des diverses dispositions que de rendre plus clair le texte même de la Convention. Le Rapporteur a cherché à clarifier le contenu des articles et à mettre en lumière leurs objectifs et leurs intentions, mais il a évité de s'étendre sur des situations peu fréquentes et inhabituelles. Le Rapport a été rédigé, comme d'habitude, après la clôture de la Quatorzième session, en s'appuyant sur les procès-verbaux et sur les notes personnelles du Rapporteur. Ce Rapport par conséquent, n'a pas été soumis à l'approbation de la Conférence. Le Rapporteur est donc tenu d'exposer le plus fidèlement possible les opinions de la Conférence, mais il est inévitable que certains passages portent la marque de ses idées personnelles. Le Rapporteur assume, par conséquent, la responsabilité totale des opinions qui sont exprimées dans son Rapport.

A Les origines de la Convention

Dès la fin du dix-neuvième siècle, la Conférence de La Haye de droit international privé avait déjà étudié la question des litiges internationaux. Les travaux de la Conférence avaient déjà abouti, le 14 novembre 1896, à la conclusion d'une Convention relative à la procédure civile. Celle-ci fut ensuite remplacée par une nouvelle Convention sur le même sujet, en date du 17 juillet 1905. La Convention de 1905, tout comme celle de 1896, portait sur 1) la signification et la notification des do-

3) security for costs; 4) legal aid, and 5) physical detention. These five areas were again reviewed in 1954, and this led to a very slightly revised Convention on Civil Procedure of 1 March 1954. Moreover, the 1954 Convention provides that indigent persons who are nationals of one of the Contracting States shall in any other Contracting State be entitled under the same conditions as nationals, to have provided to themselves free of charge extracts from the records of civil status and, with regard to the documents necessary for the purposes of their marriage, have these documents legalized without charge by the diplomatic officers or consular agents of the Contracting States.

The 1954 Convention has previously undergone partial revision. The Convention on the Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters, of 15 November 1965, replaces articles 1 to 7 of the afore-mentioned 1954 Convention, *i.e.* it effectively takes the place of Chapter I, entitled 'Service of Judicial and Extrajudicial Documents'. The Convention on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters, of 18 March 1970, replaces Chapter II of the 1954 Convention entitled 'Letters of Request'.

Having regard to the proposal and suggestions put forward in the deliberations of the Fourth Commission, the Thirteenth Session of the Conference requested the Netherlands Government Standing Committee on Private International Law to study the desirability of including in the Agenda of the Fourteenth Session the preparation of a Convention on Legal Aid and Security for Costs.¹ Following that decision the Permanent Bureau prepared a Report on legal aid and security for costs (*Prel. Doc. No 1*). In this Report it was observed that if it were desired that a new instrument, supplementary to the Conventions of 1965 and 1970, achieve the total replacement of the 1954 Convention, it would also be necessary to examine the questions which occur in Chapter V of this Convention, at article 25, entitled 'Free issue of extracts from documents on civil status', and in Chapter VI, at article 26, entitled 'Physical detention', though the Final Act of the Thirteenth Session did not expressly mention these matters. Thus, also these questions were considered in that Report.

As a result of the decisions of the Thirteenth Session, a Special Commission was set up to deal with the revision of Chapters III to VI of the 1954 Convention. As regards the work of the Special Commission, which held two sessions, reference may be made to the Reports following the meetings of the Special Commission.² At the Fourteenth Session of the Hague Conference, held from 6–25 October 1980,³ the topic was dealt with by Commission II under the chairmanship of Dr Christof Böhmer, of the Federal Republic of Germany, who had already sat as Chairman of the Special Commission. As Vice-Chairman of the Commission was appointed Justice Johs. Bangert of Denmark. The undersigned was confirmed in his office as Rapporteur. Mr J. H. A. van Loon, Secretary at the Permanent Bureau, who

cuments à l'étranger; 2) l'obtention des preuves à l'étranger; 3) la caution *judicatum solvi*; 4) l'assistance judiciaire gratuite et 5) la contrainte par corps. En 1954, ces cinq domaines firent l'objet d'un nouvel examen qui aboutit le premier mars 1954 à la Convention relative à la procédure civile. La Convention de 1954 prévoyait au surplus dans son article 25 que les indigents ressortissants de chacun des Etats contractants pourraient, dans les mêmes conditions que les nationaux, se faire délivrer gratuitement des extraits des actes de l'état civil et que les pièces nécessaires à leur mariage seraient, le cas échéant, légalisées sans frais par les agents diplomatiques ou consulaires des Etats contractants.

La Convention de 1954 avait déjà fait l'objet de révisions partielles. La Convention relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile et commerciale du 15 novembre 1965 s'est substituée aux articles 1 à 7 de la Convention de 1954, c'est-à-dire qu'elle a effectivement remplacé le chapitre I intitulé «Communication d'actes judiciaires et extrajudiciaires». D'autre part, la Convention sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale du 18 mars 1970 a remplacé le chapitre II de la Convention de 1954 ayant pour titre «Commissions rogatoires».

Compte tenu des propositions et des suggestions faites au cours des délibérations de la Quatrième commission, la Treizième session de la Conférence demanda à la Commission d'Etat néerlandaise de droit international privé d'étudier l'opportunité de porter à l'ordre du jour de la Quatorzième session la préparation d'une Convention sur l'assistance judiciaire et la caution *judicatum solvi*.¹ Faisant suite à cette décision, le Bureau Permanent élaborait un Rapport sur l'assistance judiciaire et la caution *judicatum solvi* (*Doc. prélim. No 1*). On fit observer dans ce Rapport que si l'on désirait qu'un nouvel instrument, complétant les Conventions de 1965 et de 1970, remplace totalement la Convention de 1954, il serait nécessaire de se pencher aussi sur les questions que soulève le chapitre V de cette Convention, c'est-à-dire l'article 25 intitulé «Délivrance gratuite d'extraits des actes de l'état civil» ainsi que le chapitre VI, c'est-à-dire l'article 26 intitulé «Contrainte par corps», bien que l'Acte final de la Treizième session n'en ait pas fait expressément mention. C'est pourquoi ces questions furent également examinées dans ce Rapport.

A la suite des décisions de la Treizième session, une Commission spéciale fut créée pour procéder à la révision des chapitres III à VI de la Convention de 1954. En ce qui concerne les travaux de cette Commission spéciale qui tint deux sessions, on pourra se référer aux rapports rédigés à la clôture de ses sessions.²

A la Quatorzième session de la Conférence de La Haye tenue du 6 au 25 octobre 1980³, la matière fut soumise à la Commission II présidée par le Dr Christof Böhmer, de la République fédérale d'Allemagne, qui avait déjà été le Président de la Commission spéciale. Le Juge Johs. Bangert, du Danemark, se vit confier la vice-présidence. Le soussigné fut confirmé dans ses fonctions de Rapporteur. M. J. H. A. van Loon, Secrétaire au Bureau Permanent, qui avait préparé le travail par des

¹ This matter had been dealt with in a Note drawn up by the Permanent Bureau in June 1976 (*Preliminary Document A of June 1976*).

² See *Prel. Doc. No 5* and *Prel. Doc. No 7*. The matter of legal aid has also been subject to very important studies within the framework of the Council of Europe. As to the work of the Council of Europe, see *Prel. Doc. No 5, infra*, p.295.

³ The following States were represented: Argentina, Australia, Austria, Belgium, Canada, Czechoslovakia, Denmark, the Arab Republic of Egypt, Finland, France, the Federal Republic of Germany, Greece, Ireland, Israel, Italy, Japan, Luxembourg, the Kingdom of the Netherlands, Norway, Portugal, Spain, Sweden, Switzerland, Suriname, Turkey, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the United States of America and, as invited Parties, Hungary, Morocco, the Holy See and the Union of Soviet Socialist Republics.

¹ Cette question a fait l'objet d'une Note rédigée par le Bureau Permanent au mois de juin 1976 (*Document préliminaire A de juin 1976*).

² Voir *Doc. Prélim. No 5* et *Doc. Prélim. No 7*. La matière de l'assistance judiciaire a aussi fait l'objet d'études très approfondies au sein du Conseil de l'Europe. Au sujet des travaux du Conseil de l'Europe, voir *Doc. Prélim. No 5, infra*, p.295.

³ Les Etats suivants étaient représentés: République fédérale d'Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Egypte, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Grèce, Irlande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse, Suriname, Tchécoslovaquie et Turquie. La Hongrie, le Maroc, le Saint-Siège et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques étaient invités.

had prepared the work by means of significant documents⁴, represented the Secretariat in the Commission. The Second Commission proceeded, in the course of nine meetings, through a first reading of the Preliminary Draft of the Special Commission. It set up a Drafting Committee which, as the work advanced, put the texts in good order⁵ and a Committee to study the forms annexed to the draft Convention.⁶ A further five meetings were devoted to the discussion of the Preliminary Draft⁷ of the Drafting Committee and the annexed forms, as well as to final clauses based on a model prepared by an *ad hoc* Committee.⁸

The final text of the draft Convention was unanimously adopted during the Plenary Session of 24 October 1980. Only minor changes, mainly of a linguistic character, were made in the text presented by the Commission. On 25 October 1980, the delegates signed the Final Act of the Fourteenth Session containing the draft Convention.

The draft Conventions adopted at the Fourteenth Session were, as a change from the earlier practice of the Conference, opened for signature immediately after the Closing Session. The Convention on International Access to Justice was on that occasion signed by the following three States – France, the Federal Republic of Germany and Greece. The Convention was thus concluded on 25 October 1980. It has subsequently been signed by Luxembourg on 13 April 1981.

B General purposes of the Convention

The fundamental purpose of the Convention is to finalise the revision and modernization of the Hague Conventions on Civil Procedure of 1905 and 1954. As mentioned above Chapters I and II of those Conventions have already previously been revised.

Chapter I was revised at the Tenth Session of the Conference in 1964 as the Convention on Service Abroad of Judicial and Extrajudicial Documents in Civil or Commercial Matters.

Chapter II was revised at the Eleventh Session of the Conference in 1968, as the Convention on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters.

Chapters III to VI of the 1954 Convention, entitled Security for Costs, Legal Aid, Free Issue of Extracts from Civil Status Records and Physical Detention, and the corresponding articles of the 1905 Convention, are the subject-matter of the present Convention.

In broad outline, the Convention seeks to –

a grant nationals of any Contracting State and persons habitually resident in any Contracting State, regardless of their nationalities, legal aid for court proceedings in civil or commercial matters in each Contracting State on the same conditions as if they themselves were nationals of and habitually resident in that State;

documents de valeur⁴, fut chargé du Secrétariat de la Commission.

La Deuxième commission procéda, au cours de neuf séances, à une première lecture du projet de texte élaboré par la Commission spéciale. Elle créa un Comité de rédaction qui, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, donna forme aux textes adoptés⁵, ainsi qu'un Comité dont la tâche était d'étudier les formules modèles annexées au projet de Convention⁶. Cinq séances supplémentaires furent consacrées à la discussion du projet de texte⁷ élaboré par le Comité de rédaction, et des formules modèles qui y sont annexées, ainsi que des clauses finales rédigées sur le modèle établi par un Comité *ad hoc*⁸.

Le texte définitif du projet de Convention fut adopté, à l'unanimité, à la séance du 24 octobre 1980. Seules quelques modifications mineures de forme furent apportées au texte présenté par la Commission. Le 25 octobre 1980, les délégués signèrent l'Acte final de la Quatorzième session qui contenait le projet de Convention.

Les projets de Conventions, adoptés à la Quatorzième session furent, contrairement à la pratique habituelle, ouvert à la signature immédiatement après la Session de clôture. La Convention tendant à faciliter l'accès international à la justice fut signée en cette occasion par les trois Etats suivants: la France, la République fédérale d'Allemagne et la Grèce. La Convention a ainsi été conclue le 25 octobre 1980. Elle a été signée plus tard par le Luxembourg, le 13 avril 1981.

B Objectifs généraux de la Convention

Le but fondamental de la Convention est d'achever la révision et la modernisation des Conventions de La Haye relatives à la procédure civile de 1905 et de 1954. Comme nous l'avons exposé plus haut, les chapitres I et II de ces Conventions avaient déjà fait l'objet de révisions.

Le chapitre I avait été révisé en 1964, à la Dixième session de la Conférence, par la Convention relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale.

Quant au chapitre II, il avait été révisé en 1968 à la Onzième session de la Conférence par la Convention sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale.

Les chapitres III à VI de la Convention de 1954, intitulés respectivement *Caution judicatum solvi*, Assistance judiciaire gratuite, Délivrance gratuite d'extraits des actes de l'état civil et Contrainte par corps, et les articles correspondants de la Convention de 1905, sont les matières sur lesquelles porte la présente Convention.

D'une manière générale, la Convention cherche à :

a admettre les ressortissants de chacun des Etats contractants, ainsi que les personnes ayant leur résidence habituelle dans un Etat contractant, quelle que soit leur nationalité, au bénéfice de l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale dans chaque Etat contractant, dans les mêmes conditions que s'ils étaient eux-mêmes ressortissants de cet Etat et y résidaient habituellement;

⁴ *Prel. Doc. No 9 and Prel. Doc. No 9 – Add 1.*

⁵ The Drafting Committee, under the chairmanship of the Vice-Chairman, was comprised of Mr Dobson (United Kingdom), Mr Martens (Netherlands), Mrs Thérin (France), Mr Volken (Switzerland), the Rapporteur, Mr van Loon, Secretary at the Permanent Bureau, and several *secrétaires-rédacteurs*, in particular Mr E. Gaillard and Miss P. Kingston, lent extremely valuable assistance.

⁶ The Committee on Forms was comprised of Messrs Hosokawa (Japan), D'Almeida Ribeiro (Portugal) and Weitzel (Luxembourg) (Chairman).

⁷ Working Documents Nos 28, 32, 33, 36, 42 and 46.

⁸ Working Document No 49.

⁴ *Doc. Prél. No 9 et Doc. Prél. No 9, Add 1.*

⁵ Le Comité de rédaction, présidé par le Vice-Président, était composé de M. Dobson (Royaume-Uni), M. Martens (Pays-Bas), Mme Thérin (France), M. Volken (Suisse), du Rapporteur, de M. van Loon, secrétaire au Bureau Permanent, et de plusieurs secrétaires rédacteurs, notamment M. E. Gaillard et Mlle P. Kingston, qui lui apportèrent une aide précieuse.

⁶ Le Comité sur les Formulaires était composé de MM. Hosokawa (Japon), D'Almeida Ribeiro (Portugal) et Weitzel (Luxembourg) (Président).

⁷ Document de travail Nos 28, 32, 33, 36, 42 et 46.

⁸ Document de travail No 49.

b grant legal advice to all persons referred to under *a*, provided they are present in that State where legal advice is sought;

c abandon the strict idea of indigence as a condition for legal aid as it was in the 1954 Convention, and to replace it by a flexible system of assessing a person's financial situation;

d provide for a speedy and cheap method for the transmission of applications for legal aid abroad;

e extend the benefit of exemption from security for costs, required from plaintiffs or parties intervening by reason only of their foreign nationality or lack of domicile or residence in the State in which proceedings are commenced, to all persons (including legal persons) habitually resident in a Contracting State;

f provide for a speedy procedure to get an order for payment of costs and expenses of proceedings, handed down in one of the Contracting States against any person, exempted from requirements as to security for costs by virtue of the Convention or of the law of the State where the proceedings have been commenced, rendered enforceable without charge in any other Contracting State;

g grant nationals of any Contracting State and persons habitually resident in any Contracting State the right to obtain in any other Contracting State, on the same terms and conditions as the latter's nationals, copies of or extracts from entries in public registers and decisions relating to civil or commercial matters and to have such documents legalized, where necessary;

h forbid the use of arrest and detention, whether as a means of enforcement or simply as a precautionary measure in civil or commercial matters against nationals of a Contracting State and persons habitually resident in a Contracting State, in circumstances where such procedures cannot be employed against nationals of the arresting or detaining State; and

i secure safe-conduct for persons who are nationals of or habitually resident in a Contracting State and who are summoned by a court or tribunal in another Contracting State, or by a party with the leave of the court or tribunal, in order to appear as a witness or expert in proceedings in that State.

Among the other significant novelties in the Convention are the introduction of the Central Authority as a receiving agent for applications for legal aid and applications to make orders for payment of costs and expenses of proceedings rendered enforceable in another Contracting State, as well as the introduction of transmitting authorities for the purpose of forwarding such applications to the appropriate Central Authorities in other Contracting States.

C Relationship between the present Convention and Conventions of 1905 and 1954

The present Convention will replace articles 17 to 24 of the Convention of 1905 and articles 17 to 26 of the Convention of 1954 as between States which are Parties to one or both of these earlier Conventions and also become Parties to the present Convention, even if the application of Chapter II of the present Convention has been excluded by a reservation provided for under

b admettre au bénéfice de la consultation juridique toutes les personnes visées à l'alinéa *a*, à la condition qu'elles soient présentes dans l'Etat où la consultation est demandée;

c abandonner l'idée étroite de l'indigence comme condition au bénéfice de l'assistance judiciaire que l'on trouve dans la Convention de 1954 et la remplacer par un système souple pour déterminer la situation financière des intéressés;

d prévoir une méthode rapide et peu coûteuse de transmission à l'étranger des demandes d'assistance judiciaire;

e étendre le bénéfice de la dispense de la caution exigée des demandeurs ou des intervenants en raison de leur seule qualité d'étranger ou de leur seul défaut de domicile ou de résidence dans l'Etat où l'action est intentée, à toutes les personnes physiques ou morales ayant leur résidence habituelle dans un Etat contractant;

f prévoir une procédure rapide pour que les condamnations aux frais et dépens prononcées dans l'un des Etats contractants contre toute personne dispensée de la caution en vertu, soit de la loi de l'Etat où l'action est intentée, soit de la Convention, soient rendues gratuitement exécutoires dans tout autre Etat contractant;

g accorder aux ressortissants d'un Etat contractant, ainsi qu'aux personnes ayant leur résidence habituelle dans un Etat contractant, le droit de se faire délivrer et, le cas échéant, de faire légaliser, dans les mêmes conditions que les nationaux, des copies ou des extraits de registres publics ou de décisions de justice dans un autre Etat contractant;

h interdire l'application de la contrainte par corps, soit comme moyen d'exécution, soit comme simple mesure conservatoire, en matière civile ou commerciale, aux ressortissants d'un Etat contractant ou aux personnes ayant leur résidence habituelle dans l'un de ces Etats, dans le cas où elle ne serait pas applicable aux ressortissants du pays; et à

i obtenir un sauf-conduit pour tout ressortissant d'un Etat contractant ou ayant sa résidence habituelle dans un Etat contractant cité, par un tribunal ou par une partie avec l'autorisation du tribunal, à comparaître comme témoin ou comme expert dans une instance intentée dans cet Etat.

Parmi les innovations significatives adoptées par la Convention figurent la création d'une Autorité centrale chargée de recevoir tant les demandes d'assistance judiciaire que les demandes tendant à ce que les condamnations aux frais et dépens prononcées dans l'un des Etats contractants soient rendues exécutoires dans tout autre Etat contractant, ainsi que l'institution d'autorités expéditrices chargées de transmettre ces demandes à l'Autorité centrale compétente dans un autre Etat contractant.

C Rapports entre la présente Convention et les Conventions de 1905 et de 1954

La présente Convention remplacera les articles 17 à 24 de la Convention de 1905 ou les articles 17 à 26 de la Convention de 1954, entre les Etats qui sont Parties à l'une de ces Conventions antérieures ou aux deux, et qui deviennent aussi Parties à la présente Convention, même si l'application du chapitre II de cette dernière a été exclue par la réserve prévue à l'alinéa 2

paragraph 2c of article 28 of the present Convention (article 22). Thus the provisions on security for costs of those earlier Conventions will not remain in force between Contracting States, which also are Parties to those earlier Conventions, even if such a State when becoming a Party to the present Convention excludes Chapter II thereof. This was regarded as necessary due to the practical difficulties which otherwise might arise. Further, it was felt that there is no risk that a State which is a Party to one or both of those earlier Conventions will, when becoming a Party to the present Convention, make use of the option to exclude Chapter II. Supplementary agreements executed under the Conventions of 1905 and 1954 will remain effective as between States which also become Parties to the present Convention, to the extent that they are compatible therewith, unless the States concerned agree otherwise (article 23).

D Parties to the Convention

The Convention is not a 'closed' convention. The Convention is open for signature by those States which were Members of the Hague Conference on private international law at the time of its Fourteenth Session and by non-Member States which were invited to participate in its preparation (article 31).⁹ Any other State may accede to the Convention. Such accession shall, however, have effect only as regards the relations between the acceding State and those Contracting States which have not raised an objection to its accession within the twelve months after they have been notified by the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands of the accession in accordance with paragraph 2 of article 36 (article 32).¹⁰

E Structure of the Convention

The Convention, as it was adopted by the Plenary Session, contains six chapters –

- Chapter I: Legal Aid (articles 1–13)
- Chapter II: Security for Costs and Enforceability of Orders for Costs (articles 14–17)
- Chapter III: Copies of Entries and Decisions (article 18)
- Chapter IV: Physical Detention and Safe-Conduct (articles 19–20)
- Chapter V: General Provisions (articles 21–29)
- Chapter VI: Final Clauses (articles 31–36)

The two main chapters of the Convention, Chapter I and Chapter II, have a different character from the point of view of States wishing to join the Convention. Chapter I is 'obligatory', *i.e.* it is not possible to accept the Convention and exclude Chapter I. The scope of

de l'article 28, lettre c, de la présente Convention (article 22). Par conséquent, les dispositions relatives à la caution *judicatum solvi* de ces Conventions antérieures cesseront d'être en vigueur entre les Etats contractants qui sont aussi Parties à ces Conventions antérieures, même si un de ces Etats, en devenant Partie à la présente Convention, en a exclu le chapitre II. Cette règle fut jugée nécessaire en raison des difficultés d'ordre pratique auxquelles on aurait autrement pu se heurter. De plus, on estima qu'on ne risquait pas de voir un Etat, qui était Partie à l'une des Conventions antérieures, ou aux deux, avoir recours au droit d'exclure le chapitre II de la présente Convention en devenant Partie à celle-ci. Les Accords additionnels conclus en vertu des Conventions de 1905 et de 1954 resteront en vigueur entre les Etats qui sont aussi devenus Parties à la présente Convention, dans la mesure où ces Accords sont compatibles avec celle-ci, à moins que les Etats intéressés n'en conviennent autrement (article 23).

D Parties à la Convention

La Convention n'est pas une convention «fermée». Elle est ouverte à la signature des Etats qui étaient Membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de la Quatorzième session, ainsi que des Etats non-membres invités à son élaboration (article 31)⁹. Tout autre Etat peut adhérer à la Convention. Cependant, cette adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérent et les Etats contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son adhésion, dans les douze mois de la réception de la notification qui leur aura été faite par le Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas, conformément au chiffre 2 de l'article 36 (article 32)¹⁰.

E Structure de la Convention

La Convention, telle qu'elle a été adoptée par la Session plénière, comprend six chapitres:

- Chapitre I: Assistance judiciaire (articles 1 à 13)
- Chapitre II: Caution *judicatum solvi* et exequatur des condamnations aux frais et dépens (articles 14 à 17)
- Chapitre III: Copies d'actes et de décisions de justice (article 18)
- Chapitre IV: Contrainte par corps et sauf-conduit (articles 19 à 20)
- Chapitre V: Dispositions générales (articles 21 à 30)
- Chapitre VI: Clauses finales (articles 31 à 36)

Les deux principaux chapitres de la Convention, c'est-à-dire le chapitre I et le chapitre II, ont un caractère différent, du point de vue des Etats qui désirent adhérer à la Convention. Le chapitre I est «obligatoire» en ce sens qu'il n'est pas possible d'accepter la Convention

⁹ All non-Member States Parties to the 1905 or 1954 Convention were invited to participate with full powers, including the right to vote, in the preparation of the present Convention. Of the non-Member States, the Holy See, Hungary, Morocco and USSR were represented by delegations at the Fourteenth Session.

¹⁰ The Convention can thus be regarded as being more open than the Convention on the Civil Aspects of International Child Abduction, which also was adopted at the Fourteenth Session, and than the Convention on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters of 18 March 1970. An accession to the latter two Conventions will have effect only as regards the relations between the acceding State and such Contracting States as will have declared their acceptance of the accession (article 38, fourth paragraph, of the Convention on Civil Aspects of International Child Abduction and article 39, fourth paragraph, of the Convention on the Taking of Evidence Abroad in Civil or Commercial Matters).

⁹ Tous les Etats non-membres Parties à la Convention de 1905 ou celle de 1954 furent invités à participer, avec pleins pouvoirs, et notamment le droit de vote, à la préparation de la présente Convention. Parmi les Etats non-membres, la Hongrie, le Saint-Siège, le Maroc et l'Union Soviétique furent représentés par des délégations à la Quatorzième session.

¹⁰ La Convention peut donc être considérée comme plus ouverte que la Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants qui fut, elle aussi, adoptée à la Quatorzième session, ainsi que la Convention sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile et commerciale du 18 mars 1970. Une adhésion à ces deux dernières Conventions n'a d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérent et les Etats contractants qui ont déclaré accepter cette adhésion (article 38, alinéa 4, de la Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants et article 39, alinéa 4, de la Convention sur l'obtention des preuves à l'étranger en matière civile ou commerciale).

application of Chapter I may, however, as set forth below, be limited to a certain extent by means of reservations according to the first and second paragraphs of article 28. On the contrary, Chapter II is 'optional'. The second paragraph of article 28 gives a Contracting State the right to exclude the application of Chapter II. The right to exclude Chapter II is due to the fact that delegates of some common law States pointed out that, in view of the traditional discretion left to courts in those countries as regards security for costs, it may be difficult for those countries to accept treaty obligations in respect of security for costs.

II Article by article commentary on the Convention

A CHAPTER I – LEGAL AID (ARTICLES 1 TO 13)

A comparison of Chapter I, as it was adopted by the Conference, with the corresponding Section of the Preliminary Draft presented by the Special Commission (*Preliminary Document No 5*, February 1980), shows *inter alia* that the scope of application of the chapter, *ratione personae*, has been widened to cover persons who are neither nationals of nor habitually resident in any Contracting State but who formerly had their habitual residence in a Contracting State in which court proceedings are to be or have been commenced, if the cause of action arose out of their former habitual residence in that State (for an example, see *infra*, p. 266). Further, the extension of article 1 to legal advice (article 2) brings a novelty in comparison with the aforesaid Preliminary Draft. Also, some other modifications and improvements both in form and in substance have, in comparison with the Draft, been made in the chapter.

Article 1 – Persons entitled to legal aid

This article deals with the availability of legal aid for court proceedings. The term 'legal aid' has, however, a different meaning in a number of States (*e.g.* in common law countries the term includes the assistance of a lawyer, whereas in other countries it does not always do so, and it may include only the court costs other than lawyer's fees, or both). There is, however, no definition of 'legal aid' in the article. This is due to the fact that the aim of the Convention is not to harmonize the internal laws on legal aid but to abolish any discrimination against those persons covered by the article as to the benefits of legal aid, by reason of their foreign nationality or lack of residence in the Contracting State where legal aid is sought.

It is on one hand quite clear from the text of the article that, as provided under article 20 of the 1954 Convention, legal aid in accordance with article 1 will only be granted in connection with proceedings before a court. On the other hand, proceedings before any court or tribunal or even a sole judge are covered by the words 'court proceedings'. Thus, for instance, even proceedings

et d'exclure le chapitre I. Mais le domaine d'application du chapitre I, nous le verrons plus loin, peut être limité, dans une certaine mesure, par des réserves en vertu des deux premiers alinéas de l'article 28. Par contre, le chapitre II est «optionnel». L'alinéa 2 de l'article 28 donne à un Etat contractant le droit d'exclure l'application du chapitre II. Le droit d'exclure le chapitre II est dû au fait que les représentants de certains Etats où la *common law* est en vigueur firent observer qu'en raison du pouvoir discrétionnaire reconnu aux tribunaux de ces Etats en matière de caution pour les frais de justice, il pourrait être difficile pour ces pays d'accepter les obligations imposées par la Convention au sujet de la caution *judicatum solvi*.

II Commentaires sur la Convention, article par article

A CHAPITRE I – ASSISTANCE JUDICIAIRE (ARTICLES 1 A 13)

En comparant le chapitre premier, tel que la Conférence l'a adopté, à la partie correspondante du projet de texte présenté par la Commission spéciale (*Document préliminaire No 5*, février 1980), on se rend notamment compte que l'application de ce chapitre, *ratione personae*, a été étendue de telle sorte qu'elle vise des personnes qui ne sont ni des ressortissants d'un Etat contractant, ni des personnes qui ont leur résidence habituelle dans un tel Etat, mais qui ont eu leur résidence habituelle dans un Etat contractant dans lequel une procédure judiciaire est ou sera engagée, si la cause de l'action découle de cette ancienne résidence. (On trouvera un exemple *infra* p. 266). De plus, l'extension de l'article premier à la consultation juridique (article 2) constitue une innovation par rapport au projet de la Commission. Le chapitre premier de la Convention a apporté quelques autres modifications et améliorations au texte du projet, tant en la forme que sur le fond.

Article premier – Personnes pouvant bénéficier de l'assistance judiciaire

Cet article prévoit les cas dans lesquels le bénéfice de l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale peut être accordé. L'expression «assistance judiciaire» a une signification différente dans un certain nombre d'Etats: ainsi, dans les pays de *common law*, l'assistance judiciaire comprend l'assistance d'un avocat, alors que ce n'est pas toujours le cas dans d'autres pays où l'assistance judiciaire peut seulement porter soit sur les seuls frais de justice, autres que ceux d'honoraires d'avocats, soit sur les deux. Cependant, on cherchera en vain une définition de «l'assistance judiciaire» dans l'article premier. La raison en est que la Convention ne cherche pas à harmoniser les droits internes, mais à faire disparaître en matière d'assistance judiciaire toute discrimination contre les personnes visées au chapitre premier, en raison de leur nationalité étrangère ou parce qu'elles n'ont pas leur résidence habituelle dans l'Etat contractant où la procédure est engagée.

Le texte de l'article montre clairement, d'une part, que le bénéfice de l'assistance judiciaire ne sera accordé, comme le prévoit l'article 20 de la Convention de 1954, que pour des affaires portées devant les tribunaux. D'autre part, toutes affaires portées devant toute cour, tout tribunal ou même devant un juge unique, sont visées par les mots «procédure judiciaire». C'est ainsi, par

for recognition and enforcement of a foreign decision are covered by these words.

According to paragraph 1 of the article, legal aid shall be granted to persons covered by the article on the same conditions as if they themselves were nationals of and habitually resident in that State.¹¹ The words 'legal aid for court proceedings' should be understood to cover any form of legal services which the Contracting State where legal aid is sought, *i.e.* the State in which court proceedings are to be or have been commenced, grants to its own nationals who are habitually resident in its territory.

Most of the Member States of the Conference make provision, although with very considerable differences, for the granting of partial legal aid. This may, for example, take the form of paying a specific contribution towards the total costs of the proceedings or waiving the obligation to pay certain fees or paying certain incidental expenses. Even though the article does not expressly refer to these very widespread systems, it is obvious that the article also covers partial legal aid.

The only change in substance in paragraph 1 of the article, in comparison with the corresponding paragraph of the Preliminary Draft, is that legal aid should be granted to persons covered by the article, not only on the same conditions as if they were nationals of the State where legal aid is sought, but also as if they were habitually resident in that State. This amendment was due to the fact that under the law of some States legal aid is granted only to persons habitually resident in that State, regardless of their nationality. Thus paragraph 1 of the article also imposes an obligation on a Contracting State to grant legal aid to its own nationals who are habitually resident abroad, on the same conditions as if they were habitually resident in that State.

The persons entitled to legal aid under paragraph 1 are *firstly* nationals of any Contracting State, and *secondly* persons habitually resident in any Contracting State regardless of their nationality. Thus, the provision also covers the situation where a national of a non-Contracting State has his habitual residence in a Contracting State other than the State where the proceedings are to be or have been commenced.

According to paragraph 2 of the article, persons who are neither nationals of nor habitually resident in any Contracting State, but who formerly had their habitual residence in a Contracting State in which court proceedings are to be or have been commenced, shall nevertheless be entitled to legal aid on the same conditions as if they were nationals of or habitually resident in that State, if the cause of action arose out of their former habitual residence in that State. This extension is a novelty in comparison with the Preliminary Draft and concerns persons who do not possess the nationality of any Contracting State, and are no longer habitually resident in any Contracting State. The provision precludes

¹¹ Legal persons such as companies and associations are, however, not covered by Chapter I. On the contrary, in Chapter II of the Convention the word 'persons' also includes legal persons.

exemple, que cette expression s'applique même aux actions tendant à faire reconnaître ou à rendre exécutoires des décisions étrangères.

Aux termes du premier alinéa de l'article premier, sont admises au bénéfice de l'assistance judiciaire, les personnes visées par cet article, dans les mêmes conditions que si elles étaient elles-mêmes des ressortissants de l'Etat et y résidaient habituellement¹¹. Les mots «assistance judiciaire» doivent être considérés comme visant toute aide judiciaire que l'Etat contractant dans lequel l'assistance judiciaire est demandée, c'est-à-dire l'Etat de la procédure, accorde à ses propres ressortissants, dans la mesure où ceux-ci sont également des résidents habituels de cet Etat.

La plupart des Etats membres de la Conférence se rallient au principe de l'assistance judiciaire partielle, bien qu'il existe de profondes différences en la matière. Cette assistance partielle, par exemple, peut ne porter que sur une certaine partie du montant total des frais de la procédure, ou prendre la forme d'une dispense de certains droits ou du paiement de certains frais accessoires. Bien que l'article ne fasse pas expressément référence à ces systèmes très largement répandus, il est évident que l'article vise aussi l'assistance judiciaire partielle.

La seule modification de fond apportée par le premier alinéa de l'article à l'alinéa correspondant du projet est d'admettre au bénéfice de l'assistance judiciaire les personnes visées par cet article, non seulement dans les mêmes conditions que si elles étaient elles-mêmes des ressortissants de l'Etat dans lequel l'assistance judiciaire est demandée, mais aussi si elles résidaient habituellement dans cet Etat. Cet amendement est dû au fait qu'en vertu de la loi de certains Etats, l'assistance judiciaire n'est accordée qu'aux personnes résidant habituellement dans cet Etat, quelle que soit leur nationalité. En conséquence, le premier alinéa de l'article a également pour effet d'obliger un Etat contractant à admettre au bénéfice de l'assistance judiciaire ses propres ressortissants qui résident habituellement à l'étranger, dans les mêmes conditions que s'ils résidaient habituellement dans cet Etat.

Les personnes qui peuvent bénéficier de l'assistance judiciaire en vertu de l'alinéa premier sont *tout d'abord* les ressortissants d'un Etat contractant et, *en second lieu*, les personnes qui ont leur résidence habituelle dans un Etat contractant, quelle que soit leur nationalité. Par conséquent, cette disposition s'applique aux ressortissants d'un Etat non contractant qui ont leur résidence habituelle dans un Etat contractant autre que celui dans lequel une procédure judiciaire est, ou sera, engagée.

Aux termes du second alinéa de l'article premier, les personnes qui ne sont pas des ressortissants d'un Etat contractant et n'ont pas leur résidence habituelle dans un tel Etat, mais qui ont eu leur résidence habituelle dans un Etat contractant dans lequel une procédure judiciaire est ou sera engagée, seront néanmoins admis au bénéfice de l'assistance judiciaire dans les mêmes conditions que s'ils étaient des ressortissants de cet Etat et y résidaient habituellement, si la cause de l'action découle de cette ancienne résidence habituelle dans cet Etat. Cette extension constitue une innovation par rapport au projet de la Commission, et elle vise les personnes qui ne sont pas des ressortissants d'un Etat con-

¹¹ Les personnes morales, c'est-à-dire les sociétés et les associations, ne sont cependant pas visées par le chapitre I. Par contre, dans le chapitre II de la Convention, le mot «personnes» comprend aussi les personnes morales.

the loss of the right to legal aid in the Contracting State where the person concerned has had his habitual residence and where the cause of action has arisen, if he has moved to a non-Contracting State. One may think here of questions of dismissal or social security arising from employment contracts to be performed in the Contracting State where the applicant formerly had his habitual residence.

To illustrate, let us assume that a person who is a national of a non-Contracting State has been habitually resident in a Contracting State. Since he was unlawfully dismissed from his job in the latter State, he has moved to a non-Contracting State. It may, however, be possible that he thereafter wants to commence a lawsuit in the Contracting State where he formerly had his habitual residence against his former employer because of the illegal dismissal. Since the cause of action arose in that State, he will according to paragraph 2 of the article be entitled to legal aid as provided by paragraph 1, even though he is neither a national of nor any longer habitually resident in a Contracting State. It should however, in this context be observed that according to paragraph 1 of article 28 a Contracting State may reserve the right to exclude the obligation of article 1 in the case of persons who are not nationals of a Contracting State but who have their habitual residence in a Contracting State *other than the reserving State*, or formerly had their habitual residence in the reserving State, if there is no reciprocity of treatment between the reserving State and the State of which the applicants for legal aid are nationals. The reservation may of course be limited to the exclusion *either* of paragraph 1 of article 1 (persons who are not nationals of a Contracting State but who have their habitual residence in a Contracting State other than the reserving State) *or* of paragraph 2 of that article (persons who are neither nationals of nor habitually resident in any Contracting State but who formerly had their habitual residence in the reserving State).

According to paragraph 1, legal aid shall be granted in civil and commercial matters, and according to paragraph 3, in States where legal aid is provided in administrative, social or fiscal matters, the provisions of the Convention on legal aid shall also apply to cases brought before the courts or tribunals competent in such matters. Criminal matters are not covered by the Convention. Proceedings by a 'civil party' in conjunction with a criminal proceeding, as known in some legal systems, already considered to be 'civil matters' under the 1954 Convention, are nevertheless under the present Convention still to be considered to be civil in nature.

Article 2 – Legal advice

This article makes article 1, which deals with legal aid for court proceedings, applicable to legal advice, provided that the person seeking advice is present in the State where advice is sought.

The reason why presence in the Contracting State where advice is sought is a condition for the application of article 1 to legal advice is that some States have made presence on their territory a condition for granting legal

tractant, et qui ont cessé d'avoir leur résidence habituelle dans un Etat contractant. Cette disposition permet à une personne qui a eu sa résidence habituelle dans l'Etat contractant dans lequel la cause de l'action a pris naissance et qui réside dans un Etat non contractant, de ne pas perdre le droit d'obtenir l'assistance judiciaire dans cet Etat. Il peut, par exemple, s'agir de litiges en matière de licenciement ou de sécurité sociale découlant de contrats de location de services dans l'Etat contractant dans lequel le requérant a eu sa résidence habituelle.

Supposons, pour prendre un exemple, que le ressortissant d'un Etat non contractant ait eu sa résidence habituelle dans un Etat contractant. Après avoir été l'objet d'un licenciement injustifié dans cet Etat, il s'est installé dans un Etat non contractant. Il peut néanmoins vouloir engager, dans l'Etat contractant où il résidait autrefois, une action en justice contre son ancien employeur en raison de son licenciement abusif. Comme la cause de l'action a pris naissance dans cet Etat, l'alinéa 2 de l'article premier lui donne le droit d'être admis au bénéfice de l'assistance judiciaire visé au premier alinéa de cet article, bien qu'il ne soit pas un ressortissant d'un Etat contractant et qu'il n'ait plus sa résidence habituelle dans un Etat contractant. Il convient cependant de signaler ici qu'aux termes du premier alinéa de l'article 28, tout Etat contractant peut se réserver le droit d'exclure l'application de l'article premier aux personnes qui ne sont pas ressortissantes d'un Etat contractant, mais qui ont leur résidence habituelle dans un Etat contractant *autre que celui qui a fait la réserve* ou qui ont eu leur résidence habituelle dans l'Etat qui a fait la réserve, s'il n'existe aucune réciprocité entre l'Etat qui a fait la réserve et l'Etat dont le demandeur à l'assistance judiciaire est le ressortissant. Bien entendu, en l'absence de telle réciprocité, la réserve peut être limitée *soit* à l'exclusion de l'alinéa premier de l'article premier (les personnes qui ne sont pas des ressortissantes d'un Etat contractant, mais qui ont leur résidence habituelle dans un Etat contractant autre que celui ayant fait la réserve), *soit* à l'exclusion du deuxième alinéa de cet article (les personnes qui ne sont ni ressortissantes d'un Etat contractant ni résidents habituels d'un Etat contractant, mais qui ont eu leur résidence habituelle dans l'Etat ayant fait la réserve).

Aux termes du premier alinéa de l'article premier, l'assistance judiciaire sera accordée en matière civile et commerciale, alors qu'en vertu de l'alinéa 3, dans les Etats où l'assistance judiciaire existe en matière administrative, sociale ou fiscale, les dispositions sur l'assistance judiciaire de la Convention s'appliquent aussi aux affaires portées devant les tribunaux compétents en ces matières. La Convention ne s'applique pas en matière pénale. Néanmoins, la constitution de «partie civile», dans une procédure pénale qui est prévue dans quelques systèmes de droit, avait été considérée par la Convention de 1954 comme une «matière civile», et elle est aussi considérée comme une matière civile par la présente Convention.

Article 2 – Consultation juridique

Aux termes de l'article 2, l'article premier qui traite de l'assistance judiciaire, s'applique aussi à la consultation juridique, à la condition que le requérant soit présent dans l'Etat où la consultation est demandée.

La raison pour laquelle la personne qui demande le bénéfice de la consultation juridique doit être présente dans l'Etat est due au fait que dans certains Etats, la consultation juridique n'est accordée qu'à cette condi-

advice, even where their own nationals and residents are concerned.

Legal advice is normally defined as assistance in legal matters outside of or prior to court proceedings. The systems of legal advice are, however, in many States not limited to cases where court proceedings are actually envisaged. A large number of problems in civil, commercial, administrative and fiscal matters, e.g. concerning family problems, inheritance, insurance, taxes, etc., can easily be settled if the person involved is able to get legal information from a qualified person. Also, where the legal problem is of such a nature that it would normally involve a reference to a court in order to have it settled, legal advice at an early stage might eliminate the need for actual court proceedings.

Although nearly all Member States of the Conference have a more or less formalised system of legal aid, the ways in which legal advice is offered, and whether there is any provision to make it available to persons in an economically weak position, differ widely from State to State. In some States certain aspects of legal advice are not even undertaken by public bodies but by private organisations.

Because of the diversity of arrangements under which legal advice is given in different States, no definition of the term 'legal advice' has been given in the Convention. The aim of the Convention is not to harmonize the internal arrangements for legal advice in the different States but to put those foreigners covered by article 1, when they are present in the State where advice is sought, on an equal footing with persons who are nationals of and habitually resident in that State. Therefore there was no need to define the term 'legal advice' in the Convention.

Since persons covered by article 1 are according to article 2 entitled to legal advice in a Contracting State *only* if they are present in the State where advice is sought, the Convention does not impose an obligation on a Contracting State to give legal advice by correspondence to foreigners who are abroad, even if the State grants such legal advice to its own nationals or residents abroad. The remaining articles of Chapter I, dealing *inter alia* with transmission of applications for legal aid, are not applicable to legal advice.

Article 3 – Central Authorities

This article provides, together with article 4, the machinery for the transmission of applications for legal aid and supporting documents. This machinery is, on the international level, of considerable practical importance for litigants. Those mechanisms which employ as the means of transmission diplomatic officers or consular agents no longer fulfil the needs of present international communication. There was thus in this context an excellent opportunity to improve the practice under the 1954 Convention.

The Hague Conference introduced new elements in this area by creating, in the 1965 Convention on the Service

tion, même quand il s'agit de leurs propres ressortissants ou de personnes qui résident habituellement dans cet Etat.

On définit le plus souvent la consultation juridique comme une assistance accordée en matière de droit même si aucune procédure n'a encore été engagée devant un tribunal, ou avant qu'elle ne soit engagée. Cependant, dans de nombreux pays, les systèmes de consultation juridique ne sont pas limités aux cas où une procédure judiciaire est déjà envisagée. Un grand nombre de problèmes en matière civile, commerciale, administrative et fiscale, portant notamment sur des problèmes de famille, de succession, d'assurance, d'impôts *etc.*, peuvent être réglés sans difficulté si la personne intéressée a la possibilité de se renseigner auprès d'une personne compétente. Au surplus, lorsque le problème de droit qui se pose devrait normalement faire l'objet d'une instance devant un tribunal, une consultation juridique, obtenue dès le début du différend, peut faire disparaître la nécessité de porter l'affaire en justice.

Bien que les Etats membres de la Conférence possèdent presque tous un système de consultation juridique plus ou moins réglementé, les moyens par lesquels les consultations juridiques peuvent être obtenues diffèrent sensiblement d'un Etat à un autre; de même, il n'existe pas partout des dispositions qui permettent aux personnes économiquement faibles de bénéficier de ces consultations. Dans certains Etats, ce ne sont même pas les organismes publics qui se chargent des consultations juridiques, mais des organisations privées.

C'est en raison de la diversité des moyens prévus pour obtenir le bénéfice de la consultation juridique dans les différents Etats qu'aucune définition de l'expression «consultation juridique» n'a été donnée dans la Convention. Celle-ci ne cherche pas à harmoniser dans les différents Etats les dispositions du droit interne en matière de consultation juridique, mais de mettre les étrangers visés par l'article premier, quand ils sont présents dans l'Etat où la consultation est demandée, sur un pied d'égalité avec les ressortissants de cet Etat qui y résident habituellement. C'est pourquoi il n'a pas été nécessaire de définir l'expression «consultation juridique» dans la Convention.

Du moment que les personnes visées par l'article premier ne sont, aux termes de l'article 2, admises au bénéfice de la consultation juridique *que si* elles sont présentes dans l'Etat où la consultation est demandée, la Convention n'impose pas à un Etat contractant l'obligation de donner une consultation juridique par correspondance aux étrangers qui sont hors du pays, même si cet Etat accorde ce bénéfice à ses propres ressortissants quand ils sont à l'étranger ou qu'ils y résident habituellement. Les autres articles du chapitre premier, qui portent notamment sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire, ne sont pas applicables à la consultation juridique.

Article 3 – Les Autorités centrales

Cet article 3, tout comme l'article 4, concerne les mécanismes pour la transmission des demandes d'assistance judiciaire et des documents qui l'accompagnent. Ces mécanismes revêtent une importance pratique considérable dans l'ordre international. Les mécanismes qui utilisent surtout comme agents de transmission les agents diplomatiques ou consulaires ne répondent plus au besoin des communications internationales actuelles. L'occasion était donc excellente d'améliorer la pratique établie en vertu de la Convention de 1954.

La Conférence de La Haye avait innové en cette matière en créant, dans la Convention de 1965, au sujet de la

of Documents and in the 1970 Convention on the Taking of Evidence, Central Authorities with the task of receiving directly applications for service of judicial and extrajudicial documents or letters of request originating from other Contracting States. The Central Authority system has met with success to the extent that the Member States of the Council of Europe agreed to make use of it in the *European Agreement on the Transmission of Applications for Legal Aid* of 27 January 1977 (referred to below as the 'European Agreement'), to which several States already have become Parties.

Since the Central Authority technique is ideally applicable to the transmission of applications for legal aid, each Contracting State shall, according to paragraph 1 of the article, designate a Central Authority to receive, and take action on, applications for legal aid submitted under the Convention.¹² In order to facilitate the transmission of the applications, a State (as under the 1965 and 1970 Convention and the European Agreement) may designate only one Central Authority. This rule may, however, be waived in respect of Federal States and States with a non-unified legal system. Thus, according to paragraph 2 of the article, Federal States and States which have more than one legal system, shall be free to designate more than one Central Authority. As to Federal States this exception has also been made in the 1965 and 1970 Conventions. The privilege for Federal States in this respect is due to the constitutional problems with respect to the division of powers between the Federal Government and the various States. The extension of this privilege also to States with more than one legal system is due to the practical difficulties for some of such States to designate only one Central Authority because of the decentralisation of the administration.

If any State entitled thereto should exercise the privilege to designate more than one Central Authority, any practical difficulty which might arise would be easily resolved. If the State has for instance six or more different Central Authorities, with territorial limitations, it is easily possible for the transmitting authority in the State of origin to choose the wrong Central Authority. In that case the second sentence of paragraph 2 of the article provides the remedy. The Central Authority which receives the application will immediately perceive the error and, knowing its own law, will know exactly which of the other Central Authorities in its country will be the proper authority to administer the application. It will then forward the application to whichever Central Authority in the same Contracting State is competent to deal with the application. A similar provision as to letters of request is included in article 6 of the 1970 Convention.¹³

Article 4 – Transmitting authorities

This article, which provides for transmitting authorities, introduces a novelty into the machinery employed in

¹² According to article 29 of the Convention, every Contracting State shall, at the time of the deposit of its instrument of ratification or accession, or at a later date, inform the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands of the designation of the Central Authorities pursuant to article 3 and of any withdrawal or modification of such a designation.

¹³ The technique of the present Convention differs in this respect from the Hague Convention of October 25, 1980 on the Civil Aspects of International Child Abduction. According to paragraph 2 of article 6 of the latter Convention, a State which has appointed more than one Central Authority shall designate the Central Authority to which applications may be addressed for transmission to the appropriate Central Authority.

notification des actes, et dans la Convention de 1970, au sujet des commissions rogatoires, des Autorités centrales chargées de recevoir directement les demandes de notification d'actes judiciaires ou les commissions rogatoires en provenance d'autres Etats contractants. Le système de l'Autorité centrale a connu un tel succès que les Etats membres du Conseil de l'Europe se sont entendus pour l'utiliser dans un *Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire*, signé le 27 janvier 1977 (appelé ci-après «d'Accord européen») et auquel plusieurs Etats ont adhéré.

Comme la technique de l'Autorité centrale est théoriquement applicable à la transmission des demandes d'assistance judiciaire, chaque Etat contractant doit, en vertu du premier alinéa de l'article, désigner une Autorité centrale chargée de recevoir les demandes d'assistance judiciaire qui lui sont présentées conformément à la première Convention et d'y donner suite¹². Afin de faciliter la transmission des demandes, un Etat ne peut désigner qu'une seule Autorité centrale (ce qui avait déjà été prévu dans les Conventions de 1965 et de 1970 et l'Accord européen). Cette règle peut, cependant, ne pas être imposée aux Etats fédéraux et aux Etats où plus d'un système de droit est en vigueur. C'est ainsi qu'aux termes de l'alinéa 2 de l'article 3, «les Etats fédéraux et les Etats dans lesquels plusieurs systèmes de droit sont en vigueur, ont la faculté de désigner plusieurs Autorités centrales». Cette exception avait déjà été prévue dans les Conventions de 1965 et de 1970 mais elle était toutefois réservée aux seuls Etats fédéraux. Le privilège accordé aux Etats fédéraux sur ce point est dû aux problèmes constitutionnels que soulève, dans certains pays, la répartition des pouvoirs entre le Gouvernement fédéral et les divers Etats. L'extension de ce privilège aux Etats dans lesquels plusieurs systèmes de droit sont en vigueur est due aux difficultés pratiques auxquelles certains Etats se heurteraient pour désigner une seule Autorité centrale, en raison de la décentralisation de l'administration.

Si un Etat use du privilège qui lui est accordé de désigner plus d'une Autorité centrale, il sera facile de résoudre les difficultés pratiques qui pourront se présenter. Si l'Etat possède, par exemple, six différentes Autorités centrales, ou davantage, chacune ayant une compétence territoriale limitée, l'autorité expéditrice dans l'Etat d'origine pourrait facilement se tromper dans le choix de l'Autorité centrale à saisir. En pareil cas, la solution est donnée par la seconde phrase de l'alinéa 2 de l'article 3. L'Autorité centrale saisie comprendra immédiatement l'erreur commise, et connaissant son propre droit, il lui sera facile de savoir quelle autorité est compétente pour recevoir la demande. Elle transmettra celle-ci à l'Autorité centrale compétente pour qu'elle y donne suite. La Convention de 1970 (article 6) contient une disposition semblable en matière de commission rogatoire¹³.

Article 4 – Autorités expéditrices

Cet article, qui concerne les autorités chargées de la transmission, apporte une innovation dans le mécanisme

¹² Aux termes de l'article 29 de la Convention, tout Etat contractant indiquera au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas, soit au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, soit ultérieurement, les autorités prévues aux articles 3, 4 et 16 et tout retrait ou modification de ces désignations.

¹³ La technique de la présente Convention est différente, à cet égard, de celle de la Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Aux termes de l'alinéa 2 de l'article 6 de cette dernière Convention, un Etat qui a désigné plus d'une seule Autorité centrale désignera l'Autorité centrale à laquelle les demandes peuvent être présentées pour être transmises à l'Autorité centrale compétente.

the 1965 and 1970 Conventions. In these two Conventions, the Central Authority is only a receiving authority either for the application for service or for the letter of request originating from abroad. In principle, decentralized authorities of each of the originating States (process server, *huissier*, or court) send these documents directly to the foreign Central Authority. However, a number of Member States have, without being obliged to do so, routed the applications for service abroad or letters of requests originating from their national authorities to their own Central Authorities. Consequently these authorities have taken on the function of a transmitting authority which sends the documents to the foreign Central Authority.

As in the European Agreement, this system has been generalized in the present Convention. Thus each Contracting State shall, according to paragraph 1 of the article, designate at least one transmitting authority charged with forwarding applications for legal aid directly to the appropriate¹⁴ receiving Central Authority in the State where legal aid is sought designated under article 3.¹⁵ In order to take account of the decentralization of the administrations in certain States, any State may, however, designate several transmitting authorities. The receiving Central Authority, may of course be designated as the transmitting authority, but each State is free to designate other organs to act as transmitting authorities, in addition to or instead of the receiving Central Authority.

Paragraph 2 of this article provides that the application shall be transmitted 'without the intervention of any other authority'. It excludes deliberately the intervention of any other authority of the State of the transmitting authority (*the requesting State*) and of the State where legal aid is sought (*the requested State*), prior to the receipt of the application by the Central Authority addressed. Neither the diplomatic officers nor consular agents of the requesting State, nor those of the requested State posted in the State of origin, are to participate in the initial receipt of the applications. The Central Authority of the requested State will be the first agency of that State to see or receive the application.

According to paragraph 3 of the article, nothing in this article shall, however, prevent an application being submitted through diplomatic channels. This provision, which was inserted in the Convention at the request of the delegation of the USSR, envisages the transmission of the application for legal aid to the diplomatic representative of the requesting State in the requested State. The provision permits the diplomatic officer to present the application to the Ministry of Foreign Affairs of the State where he is posted, but to no one else in that country in the absence of specific authorization from the latter. The Ministry of Foreign Affairs of the requested State is then obliged to take care of the transmission of the application to the competent authority in that State. However, it is the clear intent of the Convention that the direct transmission from a transmitting authority in the requesting State to the appropriate receiving Central Authority in the requested State shall be the normal channel for the transmission of applications for legal aid and that the diplomatic channels shall be used

me prévu par les Conventions de 1965 et de 1970. Dans ces deux dernières Conventions, l'Autorité centrale n'est qu'une autorité chargée de recevoir les demandes de notification ou les commissions rogatoires en provenance de l'étranger. En principe, ce sont les autorités décentralisées de chacun des Etats émetteurs (*process server*, *huissier*, ou tribunal) qui envoient directement les documents à l'Autorité centrale étrangère. Cependant, un certain nombre d'Etats membres, sans en avoir l'obligation, canalisèrent les requêtes provenant de leurs autorités nationales vers leur propre Autorité centrale. Par conséquent, cette autorité a assumé les fonctions d'une autorité de transmission qui achemine les pièces vers l'Autorité centrale étrangère.

La présente Convention, tout comme l'Accord européen, a généralisé ce système. Ainsi, aux termes du premier alinéa de l'article 4, chaque Etat contractant désignera au moins une autorité expéditrice chargée de transmettre directement les demandes d'assistance judiciaire à l'Autorité centrale compétente¹⁴ de l'Etat dans lequel l'assistance judiciaire est sollicitée, désignée en vertu de l'article 3¹⁵. Afin de tenir compte de la décentralisation de l'administration dans certains Etats, tous les Etats peuvent cependant désigner plusieurs autorités de transmission. L'Autorité centrale réceptrice peut, bien entendu, être désignée comme une autorité chargée de la transmission, mais chaque Etat demeure libre de désigner d'autres organes pour agir en qualité d'autorités de transmission, en plus, ou à la place, de l'Autorité centrale réceptrice.

L'alinéa 2 de l'article 4 prévoit que les demandes d'assistance judiciaire seront transmises «sans intervention d'aucune autre autorité». Il exclut délibérément l'intervention de tout autre autorité de l'Etat de l'autorité expéditrice (*l'Etat requérant*) et de l'Etat dans lequel l'assistance judiciaire est sollicitée (*l'Etat requis*) avant que l'Autorité centrale ait reçu la demande qui lui est adressée. Ni les agents diplomatiques ou consulaires de l'Etat requérant, ni ceux de l'Etat requis qui sont en poste dans l'Etat émetteur, n'ont à participer à la réception initiale des demandes. L'Autorité centrale de l'Etat requis sera le premier organisme de cet Etat à voir ou à recevoir les requêtes.

Cependant, aux termes de l'alinéa 3 de l'article, rien n'interdit la transmission d'une requête par voie diplomatique. Cette disposition, qui fut inscrite dans la Convention à la demande de la délégation de l'URSS, signifie que la demande d'assistance judiciaire sera transmise aux représentants diplomatiques de l'Etat requérant dans l'Etat requis. Cette disposition permet à l'agent diplomatique de remettre la demande au Ministère des Affaires étrangères de l'Etat auprès duquel il occupe son poste, mais à personne d'autre dans le pays en l'absence d'une autorisation particulière de celui-ci. Le Ministère des Affaires étrangères de l'Etat requis est alors tenu d'assurer la transmission de la demande à l'autorité compétente de cet Etat. Il est cependant évident que la Convention entend que la transmission directe par l'autorité de transmission dans l'Etat requérant à l'Autorité centrale réceptrice compétente dans l'Etat requis, soit la voie normale pour la transmission des demandes d'assistance judiciaire, la voie diplomatique ne devant être utilisée que dans des cas excep-

¹⁴ The French text uses the word '*compétente*'. There is, however, no difference in substance between the English and French texts.

¹⁵ Every Contracting State shall according to article 29, at the time of the deposit of its instrument of ratification or accession, or at a later date, inform the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands of the designation of transmitting authorities pursuant to this article. It shall likewise inform the Ministry of any withdrawal or modification of such a designation.

¹⁴ Le texte français emploie le mot «*compétente*» et le texte anglais le mot «*appropriate*». Il n'y a, cependant, aucune différence de fond entre les deux textes.

¹⁵ Aux termes de l'article 29, tout Etat contractant indiquera au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas, soit au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, soit ultérieurement, les autorités prévues à l'article 4. Il notifiera, dans les mêmes conditions, tout retrait et toute modification de ces désignations.

only in exceptional cases.¹⁶ The requested State has under no circumstances the right to demand that applications for legal aid be transmitted to it through diplomatic channels.

There is no mention of consular channels in this article. The only reference to consular channels in Chapter I is in article 9, which deals with the situation where the applicant does not reside in a Contracting State. In other situations, the consular channel has not been specifically made available under this Convention, as an alternative conventional channel for the transmission of applications for legal aid. If the consular channel is available, either through a declaration pursuant to paragraph 3 of article 5, or through the internal law of the requested State or another convention under article 21, or through applicable rules of public international law, it may be used as an alternative to the transmitting authority – Central Authority route or the diplomatic channels.

To facilitate the transmission of applications for legal aid, a model form for transmission of applications for legal aid shall be used by the transmitting authorities. This form (Form for Transmission of Application for Legal Aid) is annexed to the Convention. According to paragraph 1 of article 30, this form may be amended by a decision of a Special Commission convoked by the Secretary General of the Hague Conference. As to the procedure for amending the form, see *infra*, p. 272.

Article 5 – Submission of the application

This article deals with the submission of applications for legal aid when the applicant for legal aid is not present in the requested State. According to paragraph 1 of the article, the applicant may in that case submit the application in the Contracting State where he has his habitual residence. This provision corresponds to article 1 of the European Agreement. According to article 4 of the Preliminary Draft, a condition for the use of this means of transmission was that the applicant for legal aid not *reside* in the requested State. Since the need to use this means of transmission is not dependent on the fact that the applicant does not reside in the requested State but on the fact that he is not *present* there, it was regarded more appropriate to make simple absence, instead of lack of residence, a condition for the right to submit an application to a transmitting authority in the Contracting State where the applicant has his habitual residence.

The possibility for an applicant for legal aid who is not present in the requested State to submit an application to a transmitting authority in the State where he has his habitual residence does not prevent him submitting his application by any other means open to him for submitting his application to the authority competent to determine his application in the requested State. The words 'without prejudice to any other means open to him of submitting his application to the competent authority in the requested State' are designated to exclude an argument that the ratification of the Convention will repeal or modify any law of any State or any

¹⁶ The article, however, unlike article 9 of the 1965 Convention, does not explicitly provide that diplomatic channels may be used only, if exceptional circumstances so require. This is due to the fact that it may be difficult for the requesting State to prove that the circumstances in a given case are exceptional.

tionnels¹⁶. L'Etat requis n'a, en aucun cas, le droit de demander que les demandes d'assistance judiciaire lui soient transmises par la voie diplomatique.

L'article 4 ne fait pas mention de la voie consulaire. La seule référence, dans le chapitre premier, à la voie consulaire, se trouve à l'article 9 et elle vise le cas où le demandeur ne réside pas dans un Etat contractant. Dans tous les autres cas, la voie consulaire n'a pas été expressément désignée par la Convention comme une voie alternative pour la transmission des demandes d'assistance judiciaire. Si la voie consulaire est ouverte, soit au moyen d'une déclaration faite aux termes de l'alinéa 3 de l'article 5, soit en vertu du droit interne de l'Etat requis, ou d'une autre convention, aux termes de l'article 21, ou encore en vertu des règles applicables du droit international public, cette voie peut être choisie de préférence à celle de l'Autorité centrale chargée de la transmission, ou à la voie diplomatique.

Afin de faciliter la transmission des demandes d'assistance judiciaire, les autorités expéditrices devront se servir d'une formule modèle. Cette formule modèle (formule de transmission de demande d'assistance judiciaire) est annexée à la Convention. Aux termes de l'alinéa premier de l'article 30, cette formule pourra être amendée par décision d'une Commission spéciale qui sera convoquée par le Secrétaire général de la Conférence de La Haye pour la procédure d'amendement (voir *infra* p. 272).

Article 5 – Présentation de la demande

Cet article concerne la présentation de la demande d'assistance judiciaire lorsque le demandeur n'est pas présent dans l'Etat requis. Le premier alinéa de l'article prévoit que, dans ce cas, le demandeur doit présenter sa demande à une autorité expéditrice de l'Etat contractant où il a sa résidence habituelle. Cette disposition correspond à l'article premier de l'Accord européen. Aux termes de l'article 4 du projet de texte, le demandeur à l'assistance judiciaire ne pouvait avoir recours à ce mode de transmission lorsqu'il ne *résidait* pas dans l'Etat requis. Comme la nécessité de recourir à ce mode de transmission ne dépend pas du fait que le demandeur ne réside pas dans l'Etat requis, mais du fait qu'il n'est pas *présent* dans cet Etat, on estima plus approprié de faire de la simple absence, plutôt que de l'absence de résidence dans l'Etat, la condition permettant de présenter la demande à une autorité expéditrice de l'Etat contractant où le demandeur a sa résidence habituelle.

La possibilité pour un demandeur d'assistance judiciaire qui n'est pas présent dans l'Etat requis de présenter sa demande à une autorité expéditrice de l'Etat contractant où il a sa résidence habituelle, ne lui interdit cependant pas de la présenter par toute autre voie qui lui serait ouverte, à l'autorité compétente pour statuer sur sa demande dans l'Etat requis. Les mots «sans préjudice de tout autre voie par laquelle il pourrait soumettre sa demande à l'autorité compétente» de l'Etat requis sont destinés à réfuter l'argument selon lequel la ratification de la Convention abrogerait, ou modifierait, la règle de tout Etat, ou de toute Convention,

¹⁶ Cependant, contrairement à l'article 9 de la Convention de 1965, l'article ne prévoit pas explicitement que les voies diplomatiques ne peuvent être utilisées que si des circonstances exceptionnelles l'exigent. Cela est dû au fait qu'il peut être difficile, pour l'Etat requérant, d'établir que, dans un cas donné, les circonstances sont exceptionnelles.

Convention which affords the applicant other means of submitting his application.

In this context it may also be observed that article 21 recognizes the effectiveness of any right in matters governed by this Convention which may be conferred upon a person under the law of any Contracting State or any other Convention to which it is, or becomes, a Party.

However, such provisions in the internal law cannot modify the obligation under articles 3 and 4 to maintain the transmitting authority and Central Authority systems in operation. The scheme of the Convention is to set up the transmitting authority and Central Authority systems as the norm and the minimum obligation. Any two or more States can, as between themselves, set up other and different schemes and techniques for transmission of applications for legal aid, if they please. But this will never relieve them of the obligation to provide the transmitting authority and Central Authority systems as far as a Contracting State is concerned, which is not a party to an outside agreement or convention.

According to paragraph 2 of the article the application for legal aid shall be in the form of the model annexed to the Convention and shall be accompanied by any necessary documents. The form of the application shall be signed by the applicant and be properly filled in. The application will thus, *inter alia*, contain quite detailed information on the applicant's financial situation and replace the certificate of indigence provided for in article 21 of the 1954 Convention. This was regarded as necessary, since in most States the granting of legal aid is no longer made dependent on total indigence but varies according to certain financial limits, which are moreover susceptible to relaxation, or form the subject of a subjective evaluation in each case. The draft model form annexed to the preliminary draft Convention was accepted with minor amendments, partly of a linguistic character. The most important amendment of substance was the addition of No 12b, 'former habitual residence (date of commencement and termination of residence)'. This addition was due to the extension of Chapter I of the Convention to persons referred to in paragraph 2 of article 1. In this connection it may also be mentioned that the Japanese delegation noted in relation to No 3a of the model form that 'subject-matter' could be interpreted as merely requiring, for example, that the corresponding blank be filled in with the word 'divorce', and stressed that sometimes this would not provide enough information on which to decide whether legal aid should be granted. The Japanese delegation thought that more details should be required, as it is sometimes necessary to have more information about the subject-matter. No amendment of No 3a in the model was, however, made because of the too great diversity of cases in which legal aid may be sought.

According to article 30, this model may be amended in the same way as the model form referred to in article 4, by a decision of a Special Commission convoked by the Secretary General of the Hague Conference to which all Contracting States and all Member States shall be invited. A notice of the proposal to amend the form shall be included in the agenda for the meeting.

According to paragraph 2 of article 30, amendments adopted by a majority of the Contracting States present and voting at the Special Commission shall come into

qui donne au demandeur la possibilité de présenter sa demande par d'autres moyens.

Dans ce contexte, il convient aussi de signaler que l'article 21 ne limite pas les droits relatifs aux matières réglées par la Convention qui pourraient être reconnus à une personne conformément aux lois d'un Etat contractant ou conformément à toute autre Convention à laquelle cet Etat est ou sera Partie.

Néanmoins des dispositions de la loi interne ne peuvent pas modifier l'obligation imposée par les articles 3 et 4 de maintenir en vigueur les systèmes des autorités expéditrices et de l'Autorité centrale. La Convention entend que les systèmes de l'autorité expéditrice et de l'Autorité centrale soient considérés comme la norme et l'obligation minimale. Deux Etats, ou davantage, peuvent, s'ils le désirent, convenir entre eux d'autres procédés ou d'autres techniques pour la transmission des demandes d'assistance judiciaire. Mais ils ne seront jamais relevés pour autant de l'obligation qui leur incombe de créer les systèmes d'autorités expéditrices et d'Autorités centrales, envers un Etat contractant qui n'a pas adhéré à un accord ou à une convention conclue en dehors de la Convention.

Aux termes de l'alinéa 2 de l'article 5, la demande d'assistance judiciaire sera établie conformément à la formule modèle annexée à la Convention et sera accompagnée de tous les documents nécessaires. La formule de demande sera signée par le demandeur et devra être convenablement remplie. C'est ainsi que la requête contiendra notamment des renseignements assez précis sur la situation économique du demandeur et elle remplacera le certificat d'indigence, prévu à l'article 21 de la Convention de 1954. Cela fut considéré nécessaire parce que, dans la plupart des pays, le bénéfice de l'assistance judiciaire n'est plus subordonné à une indigence totale, mais dépend, dans certaines limites variables, des ressources financières, lesquelles, au surplus, sont susceptibles d'être rendues moins étroites, ou qui font l'objet d'une évaluation subjective dans chaque cas particulier. Le projet de formule modèle, annexé au projet de texte, fut accepté avec quelques légers amendements, surtout d'ordre linguistique. La modification la plus importante sur le fond fut d'ajouter le No 12b «résidence habituelle antérieure (date du début et de la fin de la résidence)». La raison de cette addition est l'extension du chapitre premier de la Convention aux personnes visées par l'alinéa 2 de l'article premier. On peut aussi signaler, à ce sujet, que la délégation japonaise fit observer que le No 3a de la formule, «l'objet du litige», pourrait être interprété comme demandant simplement de remplir le blanc correspondant, par exemple par le mot «divorce»; la délégation souligna que cela ne fournirait pas toujours les renseignements nécessaires pour décider si l'assistance judiciaire devait être accordée. La délégation japonaise estimait qu'il fallait exiger des détails plus précis car des renseignements plus complets sur la question sont parfois nécessaires. Cependant, le No 3a de la formule ne fut pas amendé, en raison de la trop grande diversité d'affaires dans lesquelles l'assistance judiciaire peut être demandée.

L'article 30 prévoit que cette formule modèle pourra être amendée de la même façon que la formule modèle visée à l'article 4, c'est-à-dire par décision d'une Commission spéciale convoquée par le Secrétaire général de la Conférence de La Haye, à laquelle tous les Etats contractants et tous les Etats membres seront invités. La proposition d'amender la formule devra être portée à l'ordre du jour de cette Commission spéciale.

Conformément à l'alinéa 2 de l'article 30, les amendements adoptés par la Commission spéciale à la majorité des Etats contractants présents et ayant pris part

force for all Contracting States on the first day of the seventh calendar month after the date of their communication by the Secretary General to all Contracting States. During that period any Contracting State may, according to paragraph 3 of article 30, by notification in writing to the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands, make a reservation with respect to the amendment. A Party making such reservation shall, until the reservation is withdrawn, be treated as a State not a Party to the Convention with respect to that amendment.¹⁷

Even though the application, according to paragraph 2 of article 4, always shall be in the form of the model annexed to the Convention, the requested State is allowed to require any further information it deems necessary to make a decision upon the application. The words 'without prejudice to the right of the requested State to require further information or documents in appropriate cases' in paragraph 2 of the article leave it open to authorities of that State to require any additional information necessary according to the internal law or practice of the requested State. The agreed model does thus not even preclude a requested State from having its own form to provide further information and asking the applicant to complete it.

A Central Authority is, under the present Convention, only obliged to receive and take action on applications for legal aid submitted through a transmitting authority designated under article 4. According to paragraph 3 of article 5, a Contracting State may however declare that its receiving Central Authority will accept applications submitted by other channels or methods. A State may thus, for instance, declare that its receiving Central Authority will accept applications submitted through consular channels, directly by a private lawyer or by the applicant himself.¹⁸

Article 6 – Assistance to the applicant

This article deals with the role of the transmitting authority in connection with the transmission of applications for legal aid. Since in most countries the granting of legal aid is no longer based on the absolute indigence of the applicant, it will in fact be necessary to take account of the very diverse rules instituted by each Contracting State with regard to the financial conditions applied to the granting of legal aid. Left to himself, the applicant would have practically no possibility of knowing, for example, the financial limits instituted in this or that country or the necessary documents to be produced, in order that his application might be evaluated with due regard to his income and the probable cost of the proceedings. The transmitting authority will, on the basis of the information supplied by other Contracting States, be able to inform the applicant by means of a preliminary check, and be able to assist him in assembling the documents necessary for the success of his application. Therefore, the transmitting authority

¹⁷ Article 17 of the Convention on the Conservation of European Wildlife and Natural Habitats was used as a model for article 30 of the present Convention. In this context it may be observed that the Fourteenth Session, in the Final Act under H, *inter alia*, expressed the wish that the Secretary General of the Conference convoke at regular intervals Special Commissions to study the practical operation of Conventions and Recommendations in matters of judicial or administrative co-operation.

¹⁸ The Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands shall, according to article 29, paragraph 2a, at the time of the deposit of the instrument of ratification or accession of the State concerned or at a later date be informed of such a declaration.

au vote, entreront en vigueur pour tous les Etats contractants le premier jour du septième mois après la date à laquelle le Secrétaire général les aura communiqués à tous les Etats contractants. Au cours de ce délai, tout Etat contractant pourra, conformément à l'alinéa 3 de l'article 30, notifier par écrit au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas qu'il entend faire une réserve à cet amendement. L'Etat qui aura fait une telle réserve sera traité, en ce qui concerne cet amendement, comme s'il n'était pas Partie à la Convention jusqu'à ce que la réserve ait été retirée¹⁷.

Bien qu'aux termes de l'alinéa 2 de l'article 4, les demandes doivent toujours être établies à l'aide de la formule modèle annexée à la Convention, l'Etat requis est autorisé à demander les informations complémentaires qu'il estime indispensables pour statuer sur la demande. Les mots «sous réserve du droit pour l'Etat requis de demander des informations ou des documents complémentaires dans les cas appropriés» de l'alinéa 2 de l'article 5 laisse aux autorités de cet Etat le droit de demander les informations plus complètes exigées par la loi interne, ou par la pratique, dans l'Etat requis. La formule modèle convenue n'interdit même pas à un Etat requis de posséder ses propres formules demandant des informations complémentaires, et d'exiger du demandeur qu'il remplisse ces formules.

Une Autorité centrale est uniquement tenue, en vertu de la présente Convention, de recevoir et de donner suite aux demandes d'assistance judiciaire présentées par l'autorité expéditrice désignée à l'article 4. Aux termes de l'alinéa 3 de l'article 5, chaque Etat contractant a la faculté de faire connaître que son Autorité centrale réceptrice peut être saisie par toute autre voie ou moyen. Un Etat peut, par conséquent, déclarer que son Autorité centrale acceptera les demandes directement présentées, par les voies consulaires, par un avocat ou par le demandeur lui-même¹⁸.

Article 6 – Fonction de l'autorité expéditrice

Cet article précise le rôle que doit jouer l'autorité expéditrice à l'occasion de la transmission de la demande d'assistance judiciaire. Etant donné que, dans la plupart des pays, l'octroi de l'assistance judiciaire n'est plus subordonné à l'indigence totale de l'intéressé, il sera, en fait, nécessaire, dans chaque cas particulier, de prendre en considération les diverses règles établies dans chacun des Etats contractants au sujet des conditions financières fixées pour l'octroi de l'assistance judiciaire. S'il était laissé à lui-même, le demandeur serait pratiquement incapable de connaître, par exemple, la limite des ressources financières fixée dans tel ou tel pays, ou de savoir quels documents doivent être produits pour que sa demande puisse être appréciée, compte tenu de ses revenus et du coût probable de la procédure. Par contre, l'autorité expéditrice peut être en mesure, après un examen préalable du dossier et grâce aux informations fournies par d'autres Etats contractants, de renseigner le demandeur et de l'aider à réunir les do-

¹⁷ L'article 17 de la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe a été pris pour modèle pour rédiger l'article 30 de la présente Convention. A cet égard, il faut souligner que la Quatorzième session, dans son Acte final, *sub. H.*, a notamment exprimé le Voeu que le Secrétaire général de la Conférence puisse convoquer à intervalles réguliers des Commissions spéciales pour étudier le fonctionnement pratique des Conventions et des Recommandations en matière d'entraide judiciaire ou administrative.

¹⁸ L'alinéa 2a de l'article 29 prévoit que cette déclaration sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas soit au moment du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion de l'Etat intéressé, soit ultérieurement.

shall, according to paragraph 1 of the article, assist the applicant.¹⁹

This duty to render assistance implies first of all that the transmitting authority shall ensure that the request is properly constituted, *i.e.* check that formal requirements are met. It also implies that the authority assist the applicant in ensuring that the application is accompanied by all the information and documents known by it to be necessary for the consideration of his application.

Even though the transmitting authority shall ensure that formal requirements are met, it shall not be charged with the task of checking the substantive truth of the information to be transmitted. As mentioned before, the application form shall be signed by the applicant and the statement therein, as well as any accompanying information on his financial situation, shall be declared by him to be true and correct. If it appears, however, to the transmitting authority that the application is manifestly unfounded, it may according to paragraph 2 of the article refuse to transmit the application. The transmitting authority may, however, not refuse to transmit the application because of the fact that the underlying substantive claim appears to it to be manifestly unfounded. The transmitting authority has no power to decide as to whether the applicant has a good cause of action. The ground for refusal under this paragraph is thus that the application for legal aid itself is manifestly unfounded. In this context, it should also be observed that the transmitting authority is not competent to deal with the domestic law on legal aid of the requested State and thus does not have the power – at least in marginal cases – to take it on itself to decide a matter of domestic law of the requested State. The power to refuse the transmission of an application can thus mainly be used only in cases where the applicant has not completed the form correctly. In such cases the transmitting authority should refuse the transmission of the application until the form has been correctly completed. When the transmitting authority has doubts about the substantive truth of the information given by the applicant in the form, it may be appropriate for that authority to mention this when transmitting the application.

Even though the Convention, as a ground for refusal, uses the expression 'manifestly unfounded' and not the terminology of the European Agreement (where as a ground for refusal to transmit the application is mentioned (article 3, paragraph 1) that 'it appears to be manifestly not made in good faith'), there does not seem to be any fundamental difference in practice between the terminology used in these two instruments.²⁰ It should also be emphasized that, in case of refusal by the transmitting authority, the applicant can always use the other existing means of submitting his request, *i.e.* by addressing himself directly to the competent authorities of the other State. In other words, the refusal to transmit the request shall not be treated as a refusal of legal aid.

According to paragraph 3, the duty to render assistance also implies that the transmitting authority shall assist the applicant in obtaining necessary translations of the

documents nécessaires pour que sa demande soit admise. C'est pourquoi, aux termes de l'alinéa premier de l'article 5, l'autorité expéditrice doit assister le demandeur¹⁹.

Ce devoir d'assistance oblige tout d'abord l'autorité de s'assurer que la requête présentée est régulière, c'est-à-dire que les conditions de forme ont été observées. L'autorité est, de plus, tenue de prêter assistance au demandeur en s'assurant que la requête est accompagnée de tous les documents et informations qui, à la connaissance de cette autorité, sont nécessaires pour apprécier la demande.

Bien que l'autorité expéditrice doive s'assurer que les conditions de forme sont remplies, elle ne sera pas tenue de vérifier la véracité substantielle des informations à transmettre. La requête doit, nous l'avons vu, être signée par le demandeur et celui-ci doit déclarer que les renseignements qu'elle contient, ainsi que toutes les informations complémentaires qu'il fournit sur ses ressources financières, sont sincères et exactes. Néanmoins, l'autorité expéditrice peut, si la demande lui paraît manifestement mal fondée, refuser de la transmettre aux termes de l'alinéa 2 de l'article 6. L'autorité ne peut cependant pas refuser de transmettre la demande pour le motif que l'action sur laquelle elle s'appuie lui semble manifestement mal fondée. L'autorité expéditrice n'est pas qualifiée à décider si l'action du demandeur est fondée. Le motif du refus, en vertu de cet alinéa, est que la demande d'assistance judiciaire elle-même est manifestement mal fondée. A cet égard, il convient encore de relever que l'autorité expéditrice n'a pas compétence pour statuer sur le droit interne relatif à l'assistance judiciaire de l'Etat requis, et qu'il n'a donc pas le droit – tout au moins dans des cas marginaux – de prendre de son propre chef une décision portant sur le droit interne de l'Etat requis. Par conséquent, le droit de refuser de transmettre la demande peut surtout être utilisé si le demandeur n'a pas convenablement rempli la formule. Dans un tel cas l'autorité expéditrice devrait refuser de transmettre la demande tant que la formule n'a pas été correctement remplie. Si l'autorité expéditrice a des doutes sur la véracité des informations fournies par le demandeur dans la formule, cette autorité devrait signaler ses doutes quand elle transmet la demande.

Bien que la Convention, pour désigner le motif d'un refus de transmission, utilise l'expression «manifestement mal fondée» et ne reprenne pas la terminologie de l'Accord européen (où le motif du refus de transmettre la requête est «au cas où elle lui apparaît manifestement téméraire» (article 3, alinéa premier)), aucune différence essentielle n'apparaît en pratique entre les terminologies employées dans ces deux instruments²⁰. Il faut aussi souligner que si l'autorité expéditrice refuse de transmettre la requête, le demandeur peut toujours utiliser l'autre moyen dont il dispose pour la présenter, c'est-à-dire s'adresser directement aux autorités compétentes de l'autre Etat. Autrement dit, refuser de transmettre la requête ne sera pas considéré comme un refus d'accorder l'assistance judiciaire. Aux termes de l'alinéa 3, le devoir d'assister le demandeur oblige aussi l'autorité à aider le demandeur à obtenir les traductions nécessaires des documents. Cette

¹⁹ The duty of the transmitting authority to assist the applicant is also performed when that authority has arranged to have the applicant assisted by an appropriate agency.

²⁰ The English text of the European Agreement does not, however, agree with its French text on this point, the latter reading as follows – 'au cas où celle-ci lui apparaît manifestement téméraire'.

¹⁹ L'autorité expéditrice remplit aussi son devoir d'assistance envers le demandeur quand elle s'arrange pour que le demandeur reçoive l'assistance d'une autorité compétente.

²⁰ Le texte anglais de l'Accord Européen selon lequel l'autorité expéditrice «may refuse to transmit the application if it appears to be manifestly not made in good faith» diffère cependant du texte français sur ce point, ce dernier étant «au cas où celle-ci lui apparaît manifestement téméraire».

documents. This provision does not require that translations be prepared by the authority itself. The costs of translations, which are very often considerable, should not as a rule be borne by the applicant. Therefore, the transmitting authority shall, according to paragraph 3 of the article, assist the applicant in obtaining without charge a translation of the documents, where such assistance is appropriate. The responsibility for obtaining a translation, as well as the costs, shall thus be borne by the requesting State and not by the requested State.

According to paragraph 4, the transmitting authority shall reply to requests for further information from the requested Central Authority, e.g. for such information as is necessary to make a decision upon the application.

Article 7 – The language problem

This article deals with the question of languages and translations in connection with applications for legal aid.

Paragraph 1 of the article contains a fixed, definite, conventional rule. The application, the supporting documents and any communications in response to requests for further information shall be made in the official language or in one of the official languages of the requested State or be accompanied by a translation into one of those languages. This is also the general principle, *inter alia*, of article 4, paragraph 1, of the 1970 Convention as well as of paragraph 2 of article 23 of the 1954 Convention, read in conjunction with article 10 of that Convention.

Then follows a series of modifications and loosening of this rigid rule.

The first modification is in paragraph 2. This relates to the possible difficulties for the applicant and transmitting authority in obtaining a translation into the language of the requested State. It provides in such cases for English and French as subsidiary languages. A requested State is thus, where it is in the requesting State is not feasible to obtain a translation into the language of the requested State, obliged to accept the documents (including the application itself) in either English or French, or a translation into one of those languages, unless it makes a reservation under paragraph 2*b* of article 28. According to that paragraph any Contracting State may reserve the right to exclude the use of English or French, or both, under paragraph 2 of article 7.²¹ As to the procedure for making and withdrawing of reservations, see *infra* under E.

Where a State has made a reservation, excluding the use of *both* English and French under paragraph 2 of article 7, any other State affected thereby may according to paragraph 2*e* of article 28 apply the same rule against the reserving State. If thus a Contracting State has reserved the right to exclude the use of *either* English or French but not both, a State affected thereby *is not allowed* to apply the same rule against the reserving State.

To illustrate, let us assume that Spain or Italy has made a reservation excluding English, and Denmark has

disposition n'oblige pas l'autorité à faire établir elle-même les traductions. Le coût des traductions, qui est souvent considérable, ne doit pas, en règle générale, être à la charge du demandeur. C'est pourquoi l'autorité expéditrice, aux termes de l'alinéa 3, assiste le cas échéant, le demandeur pour obtenir une traduction sans frais des documents. La responsabilité d'obtenir une traduction, ainsi que celle de son coût, est ainsi mise à la charge de l'Etat requérant et non à celle de l'Etat requis.

L'alinéa 4 prévoit que l'autorité expéditrice devra répondre aux demandes de renseignements complémentaires qui émanent de l'Autorité centrale réceptrice de l'Etat requis, par exemple les renseignements nécessaires pour prendre une décision au sujet de la requête.

Article 7 – Le problème de la langue

Cet article traite de la question des langues à utiliser dans la demande d'assistance judiciaire ainsi que celle des traductions.

Le premier alinéa énonce une règle immuable, définitive et conventionnelle. Les demandes d'assistance judiciaire, les documents à l'appui, ainsi que les communications complémentaires, doivent être rédigés dans la langue, ou dans l'une des langues officielles, de l'Etat requis ou accompagnés d'une traduction faite dans l'une de ces langues. On trouve ce même principe dans le premier alinéa de l'article 4 de la Convention de 1970 et dans l'alinéa 2 de l'article 23 de la Convention de 1954, conjugué avec l'article 10 de la même Convention.

Suit alors une série de modifications et d'atténuations à cette règle sévère.

On trouve la première modification à l'alinéa 2. Elle prévoit le cas où l'obtention d'une traduction dans la langue de l'Etat requis est difficilement réalisable pour le demandeur et l'autorité expéditrice. La langue française ou anglaise peut alors être utilisée. Un Etat requis doit dans ce cas accepter que les documents (y compris la requête elle-même) soient rédigés en langue française ou anglaise ou soient accompagnés d'une traduction dans l'une de ces langues, lorsqu'il est difficilement réalisable d'obtenir dans l'Etat requérant une traduction dans la langue de l'Etat requis, à moins que celui-ci n'ait fait la réserve prévue à l'alinéa 2*a* de l'article 28. Aux termes de cet alinéa, tout Etat contractant pourra se réserver le droit d'exclure l'usage de l'anglais, du français ou de ces deux langues, tel que prévu à l'alinéa 2 de l'article 7²¹. On trouvera plus bas (E) la procédure à suivre pour faire et pour retirer une telle réserve.

Lorsqu'un Etat a exclu l'usage *tant* de la langue anglaise *que* de la langue française en faisant une réserve selon l'alinéa 2 de l'article 7, tout autre Etat affecté pourra, aux termes de l'alinéa 2*e* de l'article 28, appliquer la même règle à l'égard de l'Etat qui aura fait la réserve. Ainsi, si un Etat contractant s'est réservé le droit d'exclure *soit* l'anglais, *soit* le français, mais pas les deux, tout autre Etat affecté *n'aura pas le droit* d'appliquer la règle à l'égard de l'Etat qui aura fait la réserve.

Supposons, pour donner un exemple, que l'Espagne, ou l'Italie, ait exclu la langue anglaise et que le Da-

²¹ The Convention on the Civil Aspects of International Child Abduction, referred to above, allows a Contracting State to object to the use of either French or English, but not both, in any application, communication or other document sent to its Central Authority.

²¹ La Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, citée plus haut (article 24) autorise un Etat contractant à s'opposer à l'utilisation soit du français, soit de l'anglais, mais pas des deux langues, dans toute demande, communication ou autre document adressé à son Autorité centrale.

made no reservation. In that case Denmark cannot refuse to accept an application in French or English transmitted to its Central Authority by a transmitting authority in Spain or Italy, if it is not feasible to obtain a translation into Danish in Spain or Italy. If on the other hand Spain or Italy has under that paragraph made a reservation excluding the use of both English and French, Denmark is entitled to insist that the documents should be drawn up in Danish even though obtaining a translation into Danish would appear to be not feasible in Spain or Italy.

The modification of paragraph 2 of article 7 will be very helpful if the State of the transmitting authority and the State of the receiving Central Authority have accepted it without reservation. Whereas it may for instance be difficult to find Hungarian translators in Japan or Japanese translators in Hungary, there should be little, if any, difficulty in finding skilled translators of English or French in both countries. Thus for instance if an application for legal aid in English is sent from Japan to Hungary the Central Authority in Hungary should have no difficulty in retranslating the documents into Hungarian for the use of the Hungarian authority competent to determine the application.

The real value of paragraph 2 of this article will become clear, if ratifications or accessions are executed, without reservation, at least by the States which do not have English or French as official languages.

The next modification is in article 24. This permits a State, by filing a simple declaration, to list additional languages in which applications may be sent to its Central Authorities. Illustrations are Luxembourg, which probably will accept documents in German, and the Scandinavian countries, which probably will accept documents in all Scandinavian languages.

Article 25 regulates the problem of the State with more than one official language and which requires different languages in different parts of its territory. Switzerland was the conspicuous trilingual example and Belgium the bilingual one. Here, the State may file a declaration specifying which language must be used for designated parts of its territory.

Paragraph 3 of article 7 regulates the language in which communications emanating from the receiving Central Authority may be drawn up. The paragraph starts with the rule that communications emanating from the receiving Central Authority may be drawn up in the official or one of the official languages of the requested State or in English or in French. This rule does not, however, apply if the application forwarded by the transmitting authority is either in English or French or is accompanied by a translation into one of those languages. In that case communications emanating from the receiving Central Authority shall also be in one of those languages. This provision covers the situation where the application and supporting documents have been drawn up in English or French or have been translated into one of these languages due to the fact that it has not been feasible to obtain a translation into the language or one of the official languages of the requested State.

To illustrate, let us assume that the transmitting authority of Czechoslovakia has transmitted an application to the Japanese receiving Central Authority in English, since it has not been feasible to obtain a trans-

nemark n'ait pas fait de réserve. En pareil cas, le Danemark ne peut pas refuser d'accepter une demande en français ou en anglais transmise à son Autorité centrale par une autorité expéditrice en Espagne ou en Italie, s'il est difficilement réalisable de faire établir une traduction en langue danoise en Espagne ou en Italie. Par contre, si l'Espagne ou l'Italie a, par une réserve, exclu en vertu de l'alinéa 2, l'usage tant de l'anglais que du français, le Danemark est en droit d'insister pour que les documents soient rédigés en danois, même si l'obtention d'une traduction en danois est difficilement réalisable en Espagne ou en Italie.

La modification apportée par l'alinéa 2 de l'article 7 sera très utile lorsque l'Etat de l'autorité expéditrice et l'Etat de l'Autorité centrale réceptrice l'ont accepté sans faire de réserve. Alors qu'il peut, par exemple, être difficile de trouver des traducteurs hongrois au Japon ou des traducteurs japonais en Hongrie, il ne devrait y avoir aucune difficulté à trouver des traducteurs qualifiés en anglais ou en français dans ces deux pays. Ainsi, si, par exemple une demande d'assistance judiciaire en anglais est transmise du Japon en Hongrie, l'Autorité centrale en Hongrie n'aura aucune difficulté à faire retraduire les documents en langue hongroise afin que les autorités hongroises compétentes soient en mesure de statuer sur la demande.

On comprendra mieux l'utilité réelle de l'alinéa 2 de l'article 7 si des ratifications ou des adhésions se produisent sans que des réserves soient faites, tout au moins par des Etats dont la langue officielle n'est pas l'anglais ou le français.

La modification suivante se trouve à l'article 24. Celui-ci permet à tout Etat, au moyen d'une simple déclaration, de faire connaître la ou les langues additionnelles dans lesquelles les documents qui seront adressés à son Autorité centrale peuvent être rédigés ou traduits. Ce sera, par exemple, le cas du Luxembourg qui acceptera probablement des documents en allemand, et celui des pays scandinaves qui accepteront probablement des documents rédigés ou traduits dans l'une quelconque des langues scandinaves.

L'article 25 règle le problème des Etats qui ont plusieurs langues officielles et qui exigent une langue différente dans les différentes parties de leur territoire. La Suisse était l'exemple le plus frappant d'un Etat trilingue et la Belgique celui d'un Etat bilingue. Dans ce cas, l'Etat doit faire connaître, au moyen d'une déclaration, quelle langue doit être utilisée dans les diverses parties de son territoire.

L'alinéa 3 de l'article 7 indique la langue dans laquelle doivent être rédigées les communications émanant de l'Autorité centrale réceptrice. Cet alinéa énonce tout d'abord une règle, selon laquelle les communications émanant de l'Autorité centrale réceptrice peuvent être rédigées dans la langue ou dans l'une des langues officielles de l'Etat requis, ou en anglais ou en français. Cette règle n'est cependant pas applicable lorsque la demande transmise par l'autorité expéditrice est rédigée en français ou en anglais, ou est accompagnée d'une traduction dans l'une de ces langues. En pareil cas, les communications émanant de l'Autorité centrale réceptrice devront également être rédigées dans l'une de ces langues. Cette disposition vise le cas où la requête et les documents qui l'accompagnent ont été rédigés en anglais ou en français ou traduits dans l'une de ces deux langues, en raison du fait qu'il n'a pas été possible d'obtenir une traduction dans la langue, ou l'une des langues officielles, de l'Etat requis.

Supposons, pour donner un exemple, que l'Autorité centrale de la Tchécoslovaquie ait transmis une demande en langue anglaise à l'Autorité centrale japonaise, parce qu'il n'a pas été possible d'obtenir en Tchéco-

lation into Japanese in Czechoslovakia. If the Japanese Central Authority feels the need for more information and therefore communicates with the transmitting authority in Czechoslovakia in Japanese, then the latter authority would encounter a problem of obtaining a translation from Japanese into one of the official languages of Czechoslovakia. When the communication from the Japanese Central Authority, however, is drawn up in English or French or is accompanied by a translation into one of those languages, the transmitting authority in Czechoslovakia would, if necessary, have no difficulty in translating or retranslating the documents into one of the official languages of Czechoslovakia. Nothing is said in the Convention about certification of translations. It is thus left to the internal law and practice of each receiving State to decide when a translation is to be regarded as being reliable. It should, however, be noted that under article 10 all documents forwarded under Chapter I shall be exempt from legalization or any analogous formality.

Paragraph 4 of the article deals with the costs of translation arising from the application of the preceding paragraphs. The rule is that those costs should be borne by the requesting State. This solution is very fair, for it will divide the financial costs resulting from the legal aid between the two countries concerned; the requesting State will bear the costs as regards the translation and the requested State will bear the costs of the proceedings. However, where translations are made in the requested State, the costs of these translations shall be borne by the requested State and will not give rise to any claim for reimbursement on the part of that State. The need to translate documents in the requested State may arise if the documents according to paragraph 2 of the article have been transmitted to the requested State in English or French and not in the language of that State. In that case it may firstly be necessary to translate the documents into the language of the requested State. Secondly, it may be necessary to translate communications emanating from the requested State into English or French. In both cases the requested State shall arrange the translation, and bear the costs.

Article 8 – Action by the Central Authority

The question of which authority determines an application for legal aid in the requested State depends on the internal law of that State. This may be the task of the Central Authority or any other authority in the requested State. According to paragraph 1 of the article the duty of the receiving Central Authority is either to determine the application, if it is within its competence, or in other cases to take such steps as are necessary to obtain a determination of the application by a competent authority.

According to paragraph 2 of the article, the Central Authority shall transmit requests for further information to the transmitting authority and inform it of any difficulty relating to the examination of the application and of the decision taken.

Article 9 – Applicants not residing in a Contracting State

Whereas article 5 deals with applicants habitually resident in a Contracting State, this article deals with the question of the channels through which applicants who do not reside in a Contracting State, *i.e.* nationals of Contracting States who do not reside in a Contracting

slovaquie une traduction en langue japonaise. Si l'Autorité centrale japonaise a estimé nécessaire d'obtenir des renseignements complémentaires et a adressé en conséquence une communication en langue japonaise à l'autorité expéditrice en Tchécoslovaquie, il sera difficile à celle-ci de la traduire du japonais dans une des langues officielles en Tchécoslovaquie. Mais, si la communication émanant de l'Autorité centrale japonaise est rédigée en anglais ou en français, ou si elle est accompagnée d'une traduction rédigée dans l'une de ces deux langues, l'autorité expéditrice en Tchécoslovaquie n'aura aucune difficulté à traduire ou à retraduire les documents dans l'une des langues officielles de ce pays.

La Convention est muette sur la question de la certification des traductions. Il appartient donc à l'Etat récepteur, conformément à sa loi interne, et à la pratique, de décider si la traduction doit être considérée comme fidèle. Il faut cependant signaler qu'aux termes de l'article 10, tous les documents transmis en application du chapitre premier sont dispensés de toute légalisation et de toute formalité analogue.

L'alinéa 4 de l'article 7 traite des frais de traduction entraînés par l'application des alinéas précédents. La règle est que ces frais demeurent à la charge de l'Etat requérant. Cette solution est équitable, car elle répartit entre les deux Etats intéressés les dépenses résultant de la demande d'assistance judiciaire: l'Etat requérant supporte le coût des traductions et l'Etat requis les frais de la procédure. Toutefois les traductions opérées, le cas échéant, par l'Etat requis demeurent à sa charge et ne pourront pas faire l'objet d'une demande de remboursement de la part de cet Etat.

La nécessité de traduire les documents dans l'Etat requis peut se présenter si les documents lui ont été transmis en anglais ou en français, plutôt que dans la langue de cet Etat, en vertu de l'alinéa 2 de l'article 7. En pareil cas, il peut tout d'abord être nécessaire de traduire les documents dans la langue de l'Etat requis. Il peut d'autre part être nécessaire de traduire en anglais ou en français les communications émanant de l'Etat requis. Dans les deux cas, l'Etat requis fera établir les traductions dont les frais resteront à sa charge.

Article 8 – Fonctions de l'Autorité centrale réceptrice

La question de savoir quelle autorité, dans l'Etat requis, statue sur la demande d'assistance judiciaire dépend du droit interne de cet Etat. Cette décision pourrait être soit de la compétence de l'Autorité centrale, soit de celle d'une autre autorité de l'Etat requis. Conformément à l'alinéa premier de l'article 8, l'Autorité centrale réceptrice statue sur la demande d'assistance judiciaire, si celle-ci est de sa compétence ou, dans le cas contraire, elle prend les mesures nécessaires pour que l'autorité compétente statue sur cette demande.

L'alinéa 2 de l'article prévoit que l'Autorité centrale réceptrice transmet les demandes de renseignements complémentaires à l'autorité expéditrice et l'informe de toutes les difficultés relatives à l'examen de la demande, ainsi que de la décision qui aura été prise.

Article 9 – Ressortissants ne résidant pas dans un Etat contractant

Alors que l'article 5 concerne les demandeurs qui ont leur résidence habituelle dans un Etat contractant, l'article 9 détermine les voies par lesquelles les demandeurs qui ne résident pas dans un Etat contractant, c'est-à-dire les ressortissants d'Etats contractants qui ne rési-

State and persons referred to in paragraph 2 of article 1, may submit applications for legal aid. Such persons, may, according to paragraph 1 of the article, submit their applications to the receiving Central Authority in the requested State through consular channels.

This provision does, however, not impose any obligation on a consul to transmit an application for legal aid made by a person who is not a national of the State of the respective consular agent. It only imposes an obligation on the Central Authority of the requested State to receive and take action on applications for legal aid submitted through consular channels when the applicant does not reside in a Contracting State. Thus it goes without saying that a consul (of a Contracting State) in a non-Contracting State is not obliged to transmit an application for legal aid if its transmission is in contradiction with the rules of public international law concerning consular relations. It was even discussed whether it should be explicitly mentioned in the article that the applicant can only address the consul of his country (*i.e.* the State of which the applicant is a national). It was, however, realized that difficulties may arise in practice if reference is made only to the consul of the State of which the applicant is a national, *inter alia*, since British consular channels are often used by citizens of Commonwealth countries.

The words 'may submit his application through consular channels' means that the normal procedural requirements of consular channels are to be observed, *i.e.* the consul is not allowed to transmit the application directly to the authorities of a State where he is not posted.

To illustrate, let us assume that the Federal Republic of Germany and Greece are Contracting States, whereas Mexico is a non-Contracting State. Thus, for instance, a Greek living in Mexico seeking legal aid in Germany can address the Greek consul in Mexico City, who will help him to transmit the application to the appropriate Greek consul in Germany, who will then transmit it to the appropriate German Central Authority.

However, any means open to an applicant who does not reside in a Contracting State of submitting his application to the competent authority in the requested State, be it under the internal law of that State or be it under another convention agreement, can according to paragraph 1 of the article be used by him. This appears from the words 'without prejudice to any other means open to him of submitting his application to the competent authority in the requested State', at the end of the paragraph. Having regard to paragraph 3 of article 4, an applicant covered by this paragraph may also submit his application through diplomatic channels.

Any Contracting State may, under paragraph 2 of this article, declare that its receiving Central Authority will accept applications submitted by other channels or methods. Thus, for instance, a Contracting State may declare that the applicant himself may submit his application directly to the Central Authority of the requested State, which authority will take action thereon. The wording of this paragraph is identical to that of article 5, paragraph 3.²²

²² The Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands shall, according to article 29, paragraph 2a, at the time of the deposit of the instrument of ratification or accession of the State concerned or at a later date be informed of such a declaration.

dent pas dans un Etat contractant et les personnes visées à l'alinéa 2 de l'article premier, peuvent soumettre leur demande d'assistance judiciaire. Ces personnes, aux termes de l'alinéa premier de l'article 9, peuvent soumettre leurs demandes à l'autorité compétente de l'Etat requis par la voie consulaire.

Cette disposition n'impose cependant pas à un consul l'obligation de transmettre une demande d'assistance judiciaire soumise par une personne qui n'est pas un ressortissant de l'Etat que le consul représente. Elle impose seulement à l'Autorité centrale de l'Etat requis de recevoir et de donner suite aux demandes d'assistance judiciaire présentées par la voie consulaire lorsque le demandeur ne réside pas dans un Etat contractant. Il va sans dire, par conséquent, qu'un consul représentant un Etat contractant dans un Etat non contractant, n'est pas tenu de transmettre une demande d'assistance judiciaire si cette transmission est contraire aux règles du droit international public en matière de relations consulaires. Même le point de savoir si l'article aurait expressément dû prévoir que le demandeur ne pourrait s'adresser qu'au consul qui représente son propre pays (c'est-à-dire l'Etat dont le demandeur est un ressortissant) a été discuté. On se rendit cependant compte que, dans la pratique, des difficultés pourraient naître si seul le consul représentant l'Etat dont le demandeur est un ressortissant était mentionné, notamment en raison du fait que les voies consulaires britanniques sont souvent utilisées par les pays du Commonwealth.

Les mots «pourrait ... transmettre sa demande par la voie consulaire» signifient que les procédures habituelles pour la transmission par la voie consulaire doivent être suivies, c'est-à-dire que le consul n'est pas autorisé à transmettre directement la demande aux autorités d'un Etat dans lequel il ne serait pas en poste.

Pour prendre un exemple, supposons que la République fédérale d'Allemagne et la Grèce soient des Etats contractants, alors que le Mexique est un Etat non contractant. Si un Grec, vivant au Mexique, cherche à obtenir l'assistance judiciaire en Allemagne, il peut s'adresser au consul de Grèce à Mexico, qui l'aidera à transmettre sa demande en Allemagne au consul de Grèce qualifié, lequel la transmettra alors à l'Autorité centrale allemande compétente.

Cependant, un demandeur qui ne réside pas dans un Etat contractant peut, aux termes de l'alinéa premier de l'article 9, soumettre sa demande à l'autorité compétente dans l'Etat requis par tous les moyens dont il dispose, soit en vertu du droit interne de cet Etat, soit en vertu d'une autre convention ou d'un autre accord. C'est ce qui ressort des mots «sans préjudice de toute autre voie par laquelle il pourrait soumettre sa demande à l'autorité compétente de l'Etat requis». Compte tenu de l'alinéa 3 de l'article 4, un demandeur visé par cet alinéa peut donc soumettre sa demande par la voie diplomatique.

Aux termes de l'alinéa 2 de l'article 9, chaque Etat contractant a la faculté de faire connaître que son Autorité centrale réceptrice «peut être saisie par tous autres voie ou moyen». Un Etat contractant a ainsi la faculté de déclarer, par exemple, que le demandeur peut directement soumettre sa demande à l'Autorité centrale de l'Etat requis, et celle-ci donnera suite à cette demande. Le texte de cet alinéa est identique à celui de l'alinéa 3 de l'article 5²².

²² Aux termes de l'alinéa 2a de l'article 29, le Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas sera informé d'une telle déclaration, soit au moment du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion de l'Etat intéressé, soit ultérieurement.

Article 10 – Legalization

This article eliminates any necessity for legalization or any analogous formality as concerns documents forwarded under this Chapter of the Convention. The term ‘any analogous formality’ covers *inter alia* that provided in the 1961 Hague Convention abolishing the requirement of legalization for foreign public documents.²³

Article 11 – Charges

As in the case with article 5 of the European Agreement, services rendered under this Chapter, *i.e.* the transmission, reception and determination of an application for legal aid, shall not give rise to any charges. This article does not present any problems which require discussion in this Report.

Article 12 – Speed of handling

According to this article, applications for legal aid shall be handled expeditiously. This provision is directed to any authority dealing with the application, *e.g.* the receiving Central Authority and the court or authority which determines the application.

Article 13 – Extension of legal aid

This article deals with costs for legal assistance abroad in pursuance of proceedings, for which legal aid has been granted in accordance with article 1. Paragraph 1, which corresponds to article 24 of the 1954 Convention, provides firstly that service of documents in any other Contracting State in pursuance of the legally aided person’s proceedings shall not give rise to any charges, regardless of the manner in which service is effected. Secondly, it provides as a rule that the same applies to letters of request and social enquiry reports. The only two exceptions from this rule are fees paid to experts (as in the 1954 Convention) and interpreters. The exclusion of the fees of interpreters was regarded as being necessary in the light of the high fees paid for oral interpretation. ‘Interpreters’ as used in this article does not include translators of documents.

Where a decision has been given in proceedings where a person has received legal aid in accordance with article 1, paragraph 2 of article 13 extends the benefit of legal aid to proceedings for recognition and enforcement of that decision in any other Contracting State. A similar provision is very common in conventions on recognition and enforcement of foreign judgments. Thus provisions on such an extension of legal aid are included *inter alia* in the Hague Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments in Civil and Commercial Matters of 1971 (article 18) and in the Convention on the Jurisdiction and Enforcement

²³ A similar provision is included in many Hague Conventions, *inter alia* in article 23 of the aforementioned Convention on the Civil Aspects of International Child Abduction.

Article 10 – Légalisation

Cet article dispense de toute légalisation et de toute formalité analogue les documents transmis en application du chapitre premier de la Convention. L’expression «toute formalité analogue» vise, entre autres, les formalités indiquées dans la Convention de La Haye de 1961 supprimant l’exigence de la légalisation des actes publics étrangers²³.

Article 11 – Frais

Cet article prévoit, comme l’article 5 de l’Accord Européen, que l’intervention des autorités compétentes pour transmettre, recevoir ou statuer sur les demandes d’assistance judiciaire en application du chapitre premier de la Convention est gratuite. Ce texte ne soulève aucun problème qui mérite discussion dans ce Rapport.

Article 12 – Urgence de l’instruction

Cet article stipule que l’instruction des demandes d’assistance judiciaire est effectuée d’urgence. Cette disposition s’adresse à toute autorité saisie de la demande, à savoir l’Autorité centrale réceptrice et tout tribunal ou autorité qui statue sur la demande.

Article 13 – Extension de l’assistance judiciaire

Cet article traite des frais d’assistance judiciaire à l’étranger relatifs aux procès pour lesquels l’assistance judiciaire a été accordée en application du premier alinéa de l’article premier, qui correspond à l’article 24 de la Convention de 1954. Il prévoit tout d’abord que les notifications et significations, quelle qu’en soit la forme, relatives au procès du bénéficiaire et qui seraient à faire dans un Etat contractant, ne peuvent donner lieu à aucun remboursement. Il prévoit ensuite que la même règle s’applique aux commissions rogatoires et aux enquêtes sociales. Deux seules exceptions à cette règle sont énoncées, les mêmes que dans la Convention de 1954: il s’agit des indemnités payées aux experts et aux interprètes. On jugea nécessaire d’exclure les sommes versées aux interprètes en raison des honoraires élevés qui leur sont accordés. Les «interprètes» visés dans cet article ne comprennent pas les traducteurs de documents.

Lorsqu’une instance dans laquelle l’assistance judiciaire a été accordée à une personne en application de l’article premier a donné lieu à une décision, l’alinéa 2 de l’article 13 étend le bénéfice de l’assistance judiciaire dans tout autre Etat contractant où cette personne sollicite la reconnaissance ou l’exécution de cette décision. On trouve fréquemment une disposition de ce genre dans les conventions relatives à la reconnaissance et l’exécution des jugements étrangers. C’est ainsi qu’une disposition portant sur une extension de l’assistance judiciaire figure à l’article 18 de la Convention sur la reconnaissance et l’exécution des jugements étrangers

²³ Des dispositions semblables figurent dans plusieurs Conventions de La Haye, notamment dans l’article 23 de la Convention sur les aspects civils de l’enlèvement international d’enfants.

of Judgments in Civil and Commercial Matters, done in Brussels on 27 September 1968 (article 44).

Paragraph 2 of this article is 'optional'. Paragraph 2b of article 28 gives any Contracting State the right to exclude its application by making a reservation. Where a State has made this reservation, any other State may, according to paragraph 2f of article 28, refuse to apply paragraph 2 of article 13 to persons who are nationals of or habitually resident in the reserving State. As to the procedure for making and withdrawing reservations, see *infra* under E.

The need to make this reservation possible was due to the fact that the acceptance of this provision was felt by some delegates to have very far-reaching financial consequences. It was pointed out in Commission II that there was a great difference between providing in an enforcement convention for such an extension of legal aid granted in the proceedings where the judgment has been given, and providing for such an extension within the context of a legal aid convention. Where there exist no conventional rules on recognition and enforcement of the decisions, as is the case in the present Convention, the costs for securing recognition and enforcement in another Contracting State may be, according to some delegates, considerable, since in some countries it may well be necessary to reopen proceedings. It was further pointed out that it may sometimes very well in advance be quite clear that the person seeking to secure the recognition and enforcement in another Contracting State of a decision, given in the proceedings where he was granted legal aid in accordance with article 1, has no possibility to succeed, since the conditions for recognition and enforcement are not fulfilled. Furthermore paragraph 2 of the article may give those persons who have been granted legal aid in accordance with article 1 more rights than persons who are nationals of and habitually resident in the State where legal aid has been granted and the proceedings have taken place.

B CHAPTER II - SECURITY FOR COSTS AND ENFORCEABILITY OF ORDERS FOR COSTS (ARTICLES 14 TO 17)

This Chapter deals with security for costs (*cautio judicatum solvi*) and enforceability of orders for costs and revises Chapter III, articles 17 to 19, of the 1954 Convention; the rules of that Chapter reproduce those which had already appeared in the 1905 Convention.

It has already been remarked (*supra*, I, E) that the whole of Chapter II is optional for the Contracting States. The reasons therefore are set forth above (see I, E). The rule which provides for this optional character is paragraph 2c of article 28, according to which a Contracting State may reserve the right to exclude the application of Chapter II. Where a State has made this reservation, any other State may, according to paragraph 2g of article 28, refuse to apply Chapter II to persons who are nationals of or habitually resident in the reserving State. As to the procedure for making and withdrawing reservations, see *infra* under E.

en matière civile et commerciale du premier février 1971, ainsi qu'à l'article 44 de la Convention sur la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, conclue à Bruxelles le 27 septembre 1968.

L'alinéa 2 de cet article est « optionnel ». L'alinéa 2b de l'article 28 donne à tout Etat contractant le droit d'en exclure l'application en faisant une réserve. Lorsqu'un Etat a fait cette réserve, tout autre Etat pourra, aux termes de l'alinéa f de l'article 28, refuser d'appliquer l'alinéa 2 de l'article 13 aux ressortissants de l'Etat qui a fait la réserve, ainsi qu'aux personnes ayant leur résidence habituelle dans cet Etat. Pour la procédure à suivre pour faire et retirer une réserve, voir *infra*, sub. E.

La nécessité de pouvoir faire cette réserve est due au fait que certains délégués estimèrent que l'acceptation de cette disposition pourrait entraîner de sérieuses conséquences financières. On fit observer, au sein de la Commission II, qu'il y avait une profonde différence entre prévoir, dans une convention en matière d'exécution, l'extension de l'assistance judiciaire accordée dans une procédure ayant donné lieu à une décision et prévoir une telle extension dans le cadre d'une convention sur l'assistance judiciaire. Si, dans une convention, il n'existe aucune règle relative à la reconnaissance et l'exécution des décisions, comme c'est le cas de la présente Convention, les frais pour obtenir la reconnaissance ou l'exécution dans un autre Etat contractant pourraient, à en croire certains délégués, être considérables, puisque dans certains pays il serait peut-être nécessaire de rouvrir les débats. D'autre part, on fit observer qu'il sera parfois évident, longtemps à l'avance, que la personne qui sollicite la reconnaissance ou l'exécution, dans un autre Etat contractant d'une décision rendue dans une instance pour laquelle cette personne a obtenu le bénéfice de l'assistance judiciaire conformément à l'article premier, n'a pas la moindre chance d'obtenir satisfaction parce que les conditions nécessaires pour la reconnaissance et l'exécution ne sont pas réunies. Au surplus, l'alinéa 2 de l'article 13 pourrait conférer des droits plus étendus aux personnes auxquelles l'assistance judiciaire a été accordée conformément à l'article premier, qu'aux ressortissants qui résident habituellement dans l'Etat où l'assistance judiciaire a été accordée et dans lequel l'instance a pris place.

B CHAPITRE II - CAUTION *JUDICATUM SOLVI* ET EXÉCUTION DES CONDAMNATIONS AUX FRAIS ET DÉPENS (ARTICLES 14 A 17)

Le chapitre II concerne la garantie des frais judiciaires (*caution judicatum solvi*) et l'exécution des condamnations aux frais et dépens; il revise le chapitre III (articles 17 à 19) de la Convention de 1954, dont les règles reproduisaient celles énoncées dans la Convention de 1905.

Nous avons déjà signalé (*supra*, I, E) que le chapitre II tout entier est optionnel pour les Etats contractants. Nous en avons exposé les raisons plus haut (voir I, E). Ce caractère optionnel résulte de l'alinéa 2c de l'article 28, aux termes duquel tout Etat contractant pourra se réserver le droit d'exclure l'application des dispositions du chapitre II. Lorsqu'un Etat aura fait cette réserve, tout autre Etat pourra, conformément à l'alinéa 2g de l'article 28 refuser d'appliquer les dispositions du chapitre II aux ressortissants de l'Etat qui aura fait la réserve, ainsi qu'aux personnes ayant leur résidence habituelle dans cet Etat. On trouvera ci-dessous, sub. E, la procédure pour faire ou retirer une réserve.

Under the 1954 Convention it is not possible to exclude completely the provisions on security for costs. According to article 32 a Contracting State may reserve the right to limit the application of article 17, which deals with exemption from security for costs of the nationals of Contracting States having their habitual residence in its territory. Such a limited reservation is of course possible also under the present Convention.

The system of the 1954 Hague Convention is founded on a sensible balance between exemption from security and ease of enforcement of judgments relating to costs and expenses. This balance has been preserved in Chapter II of the present Convention. However, the new provisions bring a modernisation to two areas: *firstly*, the extension of the benefit of exemption from requirements for security, *secondly*, the transmission of applications for enforcement of court orders for the payment of costs and expenses.

Article 14 – Exemption from giving security for costs

In its modern sense, the *cautio judicatum solvi* is the obligation placed on the plaintiff in an action at law to deposit a certain sum for the purpose of guaranteeing to the defendant the settlement without complication of the costs and expenses which the non-suited plaintiff may be ordered to pay. Article 17 of the 1954 Convention confers the benefit of exemption from security upon nationals of the Contracting States who are domiciled in one of those States and who are plaintiffs or parties intervening before the courts of another of those States. In this article of the present Convention this benefit, granted to persons who are both nationals of and habitual resident in a Contracting State, has been preserved. This benefit has moreover been extended to nationals of a non-Contracting State habitually resident in a Contracting State.

Paragraph 1 of this article does not in substance differ from the corresponding article (article 13) of the Preliminary Draft presented by the Special Commission but the drafting has been considerably improved in order to make the provision quite clear. Among other things, reference has explicitly been made to legal persons, *e.g.* companies and associations, in order to clarify that the provision applies not only to 'natural' persons but also to legal ones.

There is, however, no provision as to the question where a legal person for the purpose of the present Convention is considered to have his habitual residence. Thus this question has to be resolved by the law of the State where proceedings are to be or have been commenced. In this context it may, however, be mentioned that the criterion 'habitual residence' has already previously been applied as to legal persons, *inter alia*, in the Hague Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Judgments in Civil and Commercial Matters of 1971. The Supplementary Protocol to that Convention contains a definition of the habitual residence of a legal person (see paragraph 5 of that Protocol). This definition is, however, not necessarily a precedent which also applies to the present provision.

Paragraph 2 of this article is copied directly from paragraph 2 of article 17 of the 1954 Convention. According to this provision, persons (including legal persons) referred to in paragraph 1 are exempt from requirements as to security, bond or deposit of any kind of court fees. Thus those persons are exempt from security, bond or deposit not only as to the defendant's

La Convention de 1954 ne permet pas d'exclure complètement les dispositions relatives à la caution *judicatum solvi*. Aux termes de son article 32, un Etat contractant peut se réserver le droit de limiter l'application de l'article 17, qui concerne la caution *judicatum solvi*, aux nationaux des Etats contractants ayant leur résidence habituelle sur son territoire. Une telle réserve limitée est, bien entendu, possible en application de la présente Convention.

Le système de la Convention de 1954 est fondé sur un équilibre judicieux entre la dispense de caution et la facilité d'exécution des décisions relatives aux frais et dépens. Mais les nouvelles dispositions apportent à ce système une modernisation sur deux points: *tout d'abord*, elles élargissent le champ d'application de la dispense de caution et *deuxièmement*, elles visent la transmission des demandes pour l'exécution des décisions relatives aux frais et dépens.

Article 14 – Droit à la dispense de caution

Dans son acception actuelle, la caution *judicatum solvi* est l'obligation imposée au demandeur, dans une action en justice, de déposer une somme d'argent destinée à garantir au défendeur que les frais et dépens auxquels le demandeur débouté peut être condamné ne resteront pas à sa charge. L'article 17 de la Convention de 1954 accorde la dispense de la caution aux nationaux des Etats contractants ayant leur domicile dans l'un de ces Etats, qui sont demandeurs ou intervenants devant les tribunaux d'un Etat contractant. L'article 14 de la présente Convention maintient le bénéfice de cette dispense aux personnes qui, à la fois, sont des nationaux d'un Etat contractant et résident habituellement dans un de ces Etats. Ce bénéfice est, de plus, étendu aux nationaux d'un Etat non contractant qui ont leur résidence habituelle dans un Etat contractant.

L'alinéa premier de cet article ne diffère pas, sur le fond, de l'article correspondant (article 13) du projet de texte présenté par la Commission spéciale, mais sa rédaction a été considérablement améliorée, afin de rendre cette disposition tout à fait claire. En particulier, le texte mentionne expressément les personnes morales, c'est-à-dire les sociétés et les associations, afin de montrer clairement que la disposition ne s'applique pas seulement aux personnes «physiques» mais aussi aux personnes morales.

Cependant, aucune disposition ne porte sur la question de savoir, aux fins de la présente Convention, où une personne morale est considérée avoir sa résidence habituelle. Par conséquent, la réponse à cette question doit être cherchée dans la loi de l'Etat où la procédure doit être ou a été engagée. Il convient néanmoins de signaler, à cet égard, que le critère de la «résidence habituelle» a déjà été utilisé au sujet des personnes morales, notamment dans la Convention sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers en matière civile et commerciale de 1971. L'alinéa 5 du Protocole additionnel de cette Convention donne une définition de la résidence habituelle d'une personne morale. Cette définition ne constitue cependant pas nécessairement un précédent applicable à la présente disposition.

L'alinéa 2 de l'article 14 reproduit textuellement l'alinéa 2 de l'article 17 de la Convention de 1954. Aux termes de cette disposition, les personnes (y compris les personnes morales) visées au premier alinéa sont dispensées du versement qui serait exigé d'elles pour garantir les frais judiciaires. C'est ainsi que ces personnes sont dispensées de cautions ou de dépôts, non seulement

costs and expenses which the non-suited plaintiff or a party intervening may be ordered to pay, but also as far as court fees are concerned.

It should, however, be observed that the exemption from giving security for costs under this article concerns only such situations where the internal law of the State where the proceedings are to be or have been commenced requires security for costs *by reason only* of the foreign nationality or of the absence of domicile or residence in that country on the part of persons who are plaintiffs and intervening parties. If thus, for instance, the internal law of the State where the proceedings are to be or have been commenced requires security for costs from all plaintiffs or parties intervening, whether aliens or nationals and whether domiciled resident or not in the State of the proceedings, such a regulation does not introduce any kind of discrimination into international relations and is not covered by the article.

In this context it may, however, be observed that according to article 21 nothing in this Convention shall be construed as limiting any rights in respect of matters governed by this Convention which may be conferred upon a person under the law of any Contracting State or under any other convention to which it is, or becomes, a party. Therefore, an explicit provision according to which all conventions under which Contracting States have agreed that the nationals will be exempt from providing security for costs (or for payment of court fees regardless of domicile (or residence) shall continue to apply, similar to paragraph 3, article 17 of the 1954 Convention, was not regarded as necessary in the article.

Article 15 – Enforceability of orders for costs and expenses

The foremost argument for certain legal systems to require security for costs by reason of a foreign element connected with the person of the plaintiff²⁴ is the fact that a plaintiff who is neither a national of nor habitually resident in the State where proceedings are to be or have been commenced does not usually in that State have any income or assets which can be distrained if the plaintiff is non-suited and therefore ordered to pay costs and expenses. Therefore the exemption from security for costs has to be compensated for by ease of enforcement of orders relating to costs and expenses in a State where such a plaintiff usually has his assets, *i.e.* in general, the State where the non-suited plaintiff has his habitual residence. Therefore the exemption from security for costs in article 14 is limited to persons habitually resident in a Contracting State. There is, however, no reason to limit the ease of enforcement of such an order to the State where the non-suited plaintiff has his habitual residence since it may well be that he has tangible property in another Contracting State. Therefore the article provides, together with articles 16 and 17 – as was previously done in articles 18 and 19 of the 1954 Convention – for ease of enforcement in any other Contracting State of an order for payments of costs and expenses of proceedings, made in one of the Con-

²⁴ What is said about a plaintiff also applies to an intervening party.

pour les frais et dépens auxquels les demandeurs ou les intervenants déboutés pourraient être condamnés, mais aussi pour les frais judiciaires.

Relevons cependant que la dispense de caution ou de dépôt pour garantir les frais judiciaires prévue par l'article 14 ne concerne que les cas où la loi interne de l'Etat où l'action doit être ou sera intentée impose cette garantie *à raison uniquement*, soit de la qualité d'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux personnes qui seront demandeurs ou intervenants. Si, par exemple, la loi interne de l'Etat où l'action doit être ou sera intentée impose une caution pour les frais et dépens à tous les demandeurs, qu'il s'agisse d'étrangers ou de nationaux et qu'ils soient ou non domiciliés dans l'Etat de la procédure, une telle réglementation n'apporte aucune discrimination dans l'ordre international, de sorte que l'article 14 n'entre pas en jeu.

Mais il convient de relever à ce sujet qu'aux termes de son article 21, aucune disposition de la présente Convention ne sera interprétée comme limitant les droits relatifs aux matières réglées par celle-ci qui pourraient être reconnus à une personne conformément aux lois d'un Etat contractant ou conformément à toute autre convention à laquelle cet Etat est, ou sera, partie. C'est pourquoi on jugea inutile de faire figurer, dans l'article 14, une disposition qui précisait que les conventions par lesquelles des Etats contractants auraient stipulé pour leurs ressortissants la dispense de la caution *judicatum solvi* ou de versement des frais judiciaires sans condition de domicile, continueraient à s'appliquer, comme le fait l'alinéa 3 de l'article 17 de la Convention de 1954.

Article 15 – Exécution des décisions relatives aux frais et dépens

Dans certains systèmes judiciaires, l'argument principal pour exiger une caution pour les frais judiciaires, en raison d'un élément étranger concernant la personne du demandeur²⁴ est le fait qu'un demandeur qui n'est pas un ressortissant de l'Etat où la procédure est, ou doit être, engagée, et qui n'a pas sa résidence habituelle dans cet Etat, ne dispose pas, le plus souvent, dans cet Etat, de revenus ou de biens, qui pourraient être saisis si le demandeur était débouté et, en conséquence, condamné aux frais et dépens. C'est pourquoi, pour compenser la dispense de caution pour les frais judiciaires, on facilite l'exécution des décisions concernant les frais dans un Etat où un tel demandeur possède généralement ses biens, c'est-à-dire, le plus souvent, l'Etat où le demandeur débouté a sa résidence habituelle. C'est la raison pour laquelle, dans l'article 14, la dispense de caution est limitée aux personnes ayant leur résidence habituelle dans l'un des Etats contractants. Il n'y a cependant aucune raison de limiter les facilités d'exécution d'une décision relative aux frais à l'Etat où le demandeur débouté a sa résidence habituelle, puisqu'il pourrait fort bien avoir des biens saisissables dans un autre Etat contractant. C'est la raison pour laquelle l'article 15, en conjugaison avec les articles 16 et 17 – qui correspondent aux articles 18 et

²⁴ Ce qui est dit d'un demandeur s'applique aussi à un intervenant.

tracting States against any person exempt from requirements as to security, bond, deposit or payment by virtue of article 14 or of the law of the State where proceedings have been commenced. Such an order shall thus, according to the present article, on the application of the person entitled to the benefit of the order, be rendered enforceable without charge in any other Contracting State. A corresponding provision is included in paragraph 1 of article 18 of the 1954 Convention.

The words 'or of the law of the State where the proceedings have been commenced' covers also the situation where the *cautio judicatum solvi* in general terms does not even exist in that State. Thus also those States, which are not acquainted with the *cautio judicatum solvi* have full benefit of this provision, since the orders for costs and expenses referred to in the article will, even when made in those States, be recognized and rendered enforceable in any other Contracting State.

It should be observed that the article does not cover orders against persons who are nationals of and domiciled, as well as resident, in the State where the proceedings have been commenced. It appears from article 15, read together with article 14, that also the first-mentioned article only relates to persons who are either not nationals of or not domiciled or resident in the State where the proceedings have been commenced.

The words 'the person entitled to the benefit of the order' cover both natural and legal persons. Thus the person concerned may also be a State or one of its authorities.

Moreover, it should be observed that the words 'be rendered enforceable without charge' only relate to the *exequatur* procedure, *i.e.* the procedure for obtaining an order for enforcement, but not to the enforcement itself.

The provision presupposes that a special procedure for rendering an order enforceable is necessary in the Contracting State concerned. Such a procedure is, however, unknown in some States. For instance, in Austria and Denmark no special procedure will be necessary to render an order for payment of costs and expenses referred to in the article enforceable, since such an order will be on the same footing as a domestic one from the beginning. The article does not impose any obligation upon those Contracting States where a special procedure for rendering a foreign court order enforceable is unknown and an order referred to in the article will be enforceable without any special procedure.

Article 16 – Machinery

This article provides the machinery for the transmission of applications for rendering enforceable orders to which article 15 applies. This machinery is exactly the same as that provided in articles 3 and 4 for the transmission of applications for legal aid. Thus each Contracting State shall, according to paragraph 1 of the article, designate one or more transmitting authorities for the purpose of forwarding to the appropriate Central Authority in the requested State (*i.e.* the State where the enforcement order is sought) applications for rendering enforceable orders to which article 15 applies and, according to paragraph 2, shall designate a Central Authority to receive such applications and to take the appropriate steps to ensure that a final decision on them is reached. Even those States where no special procedure for rendering a foreign court order enforceable

19 de la Convention de 1954 – prévoit de faciliter l'exécution, dans tout autre Etat contractant, des condamnations aux frais et dépens prononcées dans l'un des Etats contractants contre toute personne dispensée de la caution, du dépôt ou du versement, en vertu soit de l'article 14, soit de la loi de l'Etat où l'action est intentée. Conformément au présent article, une telle décision sera, à la demande du créancier, rendue gratuitement exécutoire dans tout Etat contractant. On trouve dans le premier alinéa de l'article 18 de la Convention de 1954 une disposition correspondante.

Les mots «soit de la loi de l'Etat où l'action est intentée» visent aussi le cas où la caution *judicatum solvi* n'existe pas, fut-ce en termes généraux, dans cet Etat. Par conséquent, même les Etats qui ne connaissent pas la caution *judicatum solvi* ont le bénéfice intégral de cette disposition, puisque les condamnations aux frais et dépens visées par l'article 15, même lorsqu'elles sont prononcées dans ces Etats, seront reconnues et rendues exécutoires dans tout autre Etat contractant.

Il faut signaler que l'article ne concerne pas les condamnations prononcées contre les personnes qui sont des nationaux et qui ont aussi leur résidence dans l'Etat où l'action a été intentée. En conjuguant l'article 15 avec l'article 14, il semblerait que le premier de ces articles ne concerne aussi que les personnes qui ne sont pas des nationaux de l'Etat où l'action a été intentée ou qui n'ont ni domicile ni résidence dans cet Etat.

Les mots «toute personne dispensée de la caution» visent tant les personnes «physiques» que les personnes «morales». Par conséquent, il peut s'agir d'un Etat ou de l'un de ses organes.

Il faut, au surplus, faire observer que les mots «seront ... rendues gratuitement exécutoires» ne visent que la procédure d'exequatur, c'est-à-dire la procédure permettant de rendre une décision exécutoire, mais ils ne concernent pas l'exécution elle-même.

La disposition presuppose qu'une procédure spéciale pour rendre une décision exécutoire est nécessaire dans l'Etat contractant intéressé. Cependant, une telle procédure est inconnue dans certains Etats. C'est ainsi, par exemple, qu'en Autriche et au Danemark, aucune procédure spéciale n'est nécessaire pour rendre exécutoire la condamnation aux frais et dépens mentionnée à l'article 15, puisqu'une telle décision sera, dès le début, sur un pied d'égalité avec une décision rendue dans le pays. L'article n'impose aucune obligation aux Etats contractants où une procédure spéciale pour rendre exécutoire une décision prononcée par un tribunal étranger est inconnue, et toute décision que l'article concerne sera donc exécutoire sans recours à une procédure spéciale.

Article 16 – Mécanismes

Cet article crée les mécanismes pour la transmission des demandes d'exequatur visées par l'article 15. Ces mécanismes sont exactement les mêmes que ceux établis par les articles 3 et 4 pour la transmission des demandes d'assistance judiciaire. C'est ainsi qu'aux termes du premier alinéa de l'article, chaque Etat contractant désigne une ou plusieurs autorités expéditrices chargées de transmettre les demandes d'exequatur visées par l'article 15 à l'Autorité centrale compétente dans l'Etat requis (c'est-à-dire l'Etat dans lequel la décision doit être prononcée). Cet Etat désigne aussi, en vertu de l'alinéa 2, une Autorité centrale chargée de recevoir les demandes et de prendre les mesures appropriées pour qu'une décision définitive soit prise à son égard. Même les Etats dans lesquels il n'existe aucune procédure spéciale pour rendre exécutoire une décision prononcée

exists have to designate these authorities. The task of the receiving Central Authority may in these States just be to confirm that the order is enforceable in the State concerned.

Paragraph 3 of the article is a literal reproduction of paragraph 2 of article 3.

Paragraph 4 provides that applications under this article shall be transmitted without the intervention of any other authority, without prejudice to an application being transmitted through diplomatic channels, and corresponds thus to paragraphs 2 and 3 of article 4.

A Contracting State may very well designate the same organs as transmitting authorities and receiving Central Authorities both under Chapter I and Chapter II of the Convention. This may be the most appropriate solution in many States. In other States, it may, however, be less appropriate or even impossible to designate the same organs as transmitting and receiving Central Authorities for the operation of both Chapter I and Chapter II. Therefore it was necessary to give Contracting States the possibility to designate organs to act as transmitting authorities and receiving Central Authorities for the operation of Chapter II different from those designated for the operation of Chapter I. The reproduction of articles 3 and 4 was therefore found necessary in this article.

In many cases it may, however, be more convenient for the person entitled to the benefit of the order not to use the machinery provided for in the article, but to make the application directly to the competent authority in the requested State. Therefore, paragraph 4 of the article provides that nothing in the article shall prevent applications from being made directly by the person entitled to the benefit of the order, unless the requested State has declared that it will not accept applications made in this manner. According to paragraph 2a of article 29, every Contracting State shall at the time of deposit of its instrument of ratification or accession, or at a later date, inform the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands of such a declaration.

Article 17 – Exequatur proceedings

This article revises article 19 of the 1954 Convention. The principle of the unilateral enforcement system, which allows for a simple and speedy procedure, has been preserved in this article. The recourse to the Central Authority of the requested State, which is accustomed to relations with foreign judicial authorities, has made it possible to avoid the rather heavy formalities for legalization and certification of documents envisaged in article 19, paragraph 2, of the 1954 Convention.

Paragraph 1 of the article specifies the documents by which an application for an enforcement order shall be accompanied. An application has firstly to be accompanied by a true copy of the relevant part of the decision, showing the names and capacities of the parties, and of the order for payment of costs and expenses. It is thus not necessary for the applicant to submit a complete text of the decision. Secondly, the applicant has to furnish any document necessary to prove that the decision is no longer subject to the ordinary forms of review in the State of origin and that it is enforceable there. The words 'no longer subject to the ordinary forms of review' mean that the decision has the force of *res judicata* (*force de chose jugée, Rechtskraft*). Thus any form of review which may be possible after the decision has the force of *res judicata*, e.g. *restitutio in integrum* (*Wiederaufnahme*) is not to be regarded as an

par un tribunal étranger doivent désigner une Autorité. Le rôle de celle-ci, dans ces Etats, se bornera à confirmer que la décision est exécutoire dans l'Etat intéressé.

L'alinéa 3 de l'article 16 reproduit textuellement l'alinéa 2 de l'article 3.

L'alinéa 4 prévoit que les demandes sont transmises sans intervention d'aucune autre autorité. Cependant chaque Etat contractant a la faculté d'utiliser, aux mêmes fins, la voie diplomatique, conformément aux alinéas 2 et 3 de l'article 4.

Un Etat contractant peut désigner les mêmes organismes comme autorités expéditrice et réceptrice, tant en vertu du chapitre I que du chapitre II de la Convention. Dans de nombreux Etats, cette solution semblerait être la meilleure. Mais dans certains Etats, il pourrait être peu approprié, ou même impossible, de désigner les mêmes organismes pour jouer le rôle d'autorité tant expéditrice que réceptrice, conformément aux dispositions du chapitre I et du chapitre II. C'est pourquoi il a été nécessaire de donner aux Etats contractants la faculté de désigner des organismes différents pour agir comme Autorités centrales chargées de la transmission et comme Autorités centrales chargées de la réception, conformément au chapitre II d'une part et au chapitre I de l'autre. Il fut donc jugé nécessaire de reproduire dans l'article 16 les dispositions des articles 3 et 4.

Cependant, dans de nombreux cas, il peut être préférable pour le bénéficiaire de la décision de ne pas avoir recours aux mécanismes prévus par l'article, mais de présenter directement sa demande à l'Autorité compétente de l'Etat requis. C'est pourquoi l'alinéa 5 de l'article 16 prévoit que les dispositions des alinéas précédents ne font pas obstacle à ce que la demande d'exequatur soit présentée directement par le créancier, à moins que l'Etat requis n'ait déclaré s'y opposer. Aux termes de l'alinéa 2a de l'article 29, tout Etat contractant notifiera une telle déclaration au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas, soit au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, soit ultérieurement.

Article 17 – Procédure de l'exequatur

Cet article modifie l'article 19 de la Convention de 1954. Le principe d'un système unilatéral d'exécution assurant une procédure simple et rapide a été maintenu. Le recours à l'Autorité centrale de l'Etat requis, habituée à entretenir des rapports avec les autorités judiciaires étrangères, permet d'éviter les assez lourdes formalités de légalisation et de certification des documents visées par l'alinéa 2 de l'article 19 de la Convention de 1954.

Le premier alinéa de l'article désigne les documents qui doivent accompagner une demande d'exequatur. Toute demande doit d'abord être accompagnée d'une expédition conforme de la partie de la décision faisant apparaître les noms et qualités des parties, ainsi que du dispositif se rapportant aux frais et dépens. Le demandeur n'est pas tenu de présenter le texte intégral de la décision. En second lieu, le demandeur doit produire tout document de nature à prouver que la décision ne peut plus faire l'objet d'un recours ordinaire dans l'Etat d'origine et qu'elle est exécutoire. Les mots «ne plus faire l'objet d'un recours ordinaire» signifient que la décision a l'autorité de la chose jugée. Par conséquent, tout recours qui reste possible après que la décision a acquis l'autorité de la chose jugée (par exemple l'action *restitutio in integrum*) ne doit pas être considéré comme un recours ordinaire. Enfin, le demandeur devra produire une traduc-

ordinary form of review. Thirdly, the party shall furnish a translation, certified as true, of the above-mentioned documents into the language of the requested State, if they are not in that language.

As mentioned above, the procedure for rendering enforceable an order to which article 15 applies is unilateral. Thus, paragraph 2 of the article provides that the application shall be determined without a hearing. The competent authority in the requested State shall further be limited to examining whether the Convention is applicable to the order and whether the required documents have been produced. If the application has been refused due to the fact that the required documents have not been produced, this does of course not prevent the applicant from making a new application, accompanied by all the required documents.

As is the case with paragraph 4 of article 19 of the 1954 Convention, the authority competent to determine the application for an enforcement order shall, if so requested by the applicant, determine the amount of the costs of attestation, translation and certification. Those costs shall be treated as costs and expenses of the proceedings.

As mentioned above, the rather heavy formalities for the legalization and certification of documents envisaged in article 19, paragraph 2, of the 1954 Convention have been avoided in the new Convention. Thus, paragraph 4 of the article further contains a provision according to which 'no legalization or analogous formality may be required'.

The article does not, as does paragraph 1 of article 19 of the 1954 Convention, provide for an appeal by the losing party. This solution was regarded as appropriate because of the mechanical functions of the authority competent to determine the application. As mentioned above, the competence of this authority is limited to examining whether the Convention applies and whether the required documents have been produced, and it has no further discretionary powers. If the application is properly made, this authority must take the steps to make an order to which article 15 applies enforceable. The question of whether a decision made by the authority competent to determine the application is subject to appeal by the losing party depends completely on the internal law of the requested State. Thus, paragraph 3 of the article provides that there shall be no right of appeal against the decision of the competent authority, except in accordance with the law of the requested State.

C CHAPTER III – COPIES OF ENTRIES AND DECISIONS RELATING TO CIVIL STATUS (ARTICLE 18)

Article 18

This article deals with the right for nationals of and persons habitually resident in any Contracting State to obtain copies of or extracts from entries in public registers and decisions relating to civil or commercial matters in another Contracting State. The article guarantees the right to obtain the documents covered by the article in another Contracting State, on the same terms and conditions as the nationals of that State. Thus, a national of a Contracting State or a person having his habitual residence in a Contracting State may in another Contracting State obtain a document referred to in the article without charge, on the same conditions as a national of that State. In those cases where a na-

tion certifiée conforme de ces documents, dans la langue de l'Etat requis, lorsqu'ils ne sont pas rédigés dans cette langue.

Comme nous l'avons signalé ci-dessus la procédure d'exequatur d'une décision à laquelle l'article 15 est applicable est unilatérale. C'est ainsi que l'alinéa 2 de l'article prévoit que l'autorité compétente de l'Etat requis statue sur les demandes d'exequatur sans entendre les parties. Elle se borne à examiner si les pièces requises ont été produites et si la Convention est applicable à la décision. Si la demande a été rejetée du fait que les documents requis n'ont pas été produits, le demandeur demeure libre de présenter une nouvelle demande accompagnée de tous les documents nécessaires.

L'autorité compétente pour statuer sur une demande d'exequatur évaluera – tout comme le prévoit l'alinéa 4 de l'article 19 de la Convention de 1954 – le montant des frais d'attestation, de traduction et de certification, qui sont assimilés aux frais et dépens du procès.

Nous venons de le souligner, les assez lourdes formalités de légalisation et de certification visées par l'alinéa 2 de l'article 19 de la Convention de 1954 ont été évitées dans la nouvelle Convention. L'alinéa 4 de l'article prévoit ainsi qu'«aucune légalisation ou formalité analogue ne peut être imposée».

Contrairement à l'alinéa premier de l'article 19 de la Convention de 1954, l'article 17 ne prévoit aucun recours pour la partie condamnée. Cette solution a été considérée appropriée du fait que l'autorité compétente pour statuer sur la demande se contente de vérifier la régularité apparente de la demande. En effet, nous l'avons vu, le rôle de l'autorité compétente se borne à examiner si la Convention s'applique et si les documents requis ont été produits: elle n'a aucun autre pouvoir discrétionnaire. Si la demande présentée semble régulière, cette autorité doit prendre les mesures nécessaires pour rendre exécutoire une décision à laquelle l'article 15 est applicable. Dans ces conditions, la question de savoir si une décision, rendue par l'autorité compétente pour statuer, est susceptible d'un recours dépend entièrement du droit interne de l'Etat requis. C'est pourquoi l'alinéa 3 de l'article prévoit que les parties n'ont d'autres recours contre la décision rendue par l'autorité compétente que ceux qui lui sont ouverts par la législation de l'Etat requis.

C CHAPITRE III – COPIES DES ACTES ET JUGEMENTS RELATIFS A L'ETAT CIVIL (ARTICLE 18)

Article 18

Ce chapitre traite du droit pour les ressortissants de tout Etat contractant et pour les personnes qui y résident habituellement de se faire délivrer des copies ou des extraits de registres publics ou de décisions de justice dans un autre Etat contractant. L'article garantit le droit d'obtenir les documents visés dans les mêmes conditions que les nationaux. C'est ainsi que les ressortissants d'un Etat contractant et les personnes ayant leur résidence dans un Etat contractant pourront obtenir gratuitement un document mentionné, aux mêmes conditions que les nationaux de cet Etat. Si un ressortissant de l'Etat contractant est tenu de payer un droit pour se faire délivrer ce document, il ne pourra être exigé d'une personne

tional of the Contracting State from which the document is requested has to pay a fee to obtain such a document, no higher fee may be imposed on a person mentioned in the article by reason of his foreign nationality.

Further, the article guarantees a national of a Contracting State or any person having his habitual residence in a Contracting State the right to have the documents referred to in the article legalized, where necessary.

D CHAPTER IV – PHYSICAL DETENTION AND SAFE-CONDUCT (ARTICLES 19 AND 20)

This Chapter replaces Chapter VI of the 1954 Convention. The provision in article 20 on safe-conduct is, however, a novelty which does not exist in previous Hague Conventions.

Article 19 – Physical detention

This article revises article 26 of the 1954 Convention. As an indirect means of collecting debts of money, imprisonment for debt has been entirely abrogated in most of the Member States of the Conference. In most of those countries where it still exists it seems to be imposed only very rarely and entirely without discrimination between aliens and nationals. The Dutch Civil Code²⁵ and the Civil Code of Suriname nevertheless continue to be acquainted today with a system which as regards imprisonment for debt is discriminatory against aliens having no fixed domicile in the State concerned. Since the institution of a discriminatory system as regards imprisonment for debt is still positive law in the Netherlands and Suriname, it was found necessary that the provision of article 26 of the 1954 Convention should be retained in the present Convention. The scope of the provision abolishing the discrimination as regards the imprisonment for debt has, however, *ratione personae*, in this article been extended to cover, besides any national of the Contracting State, also any person having his habitual residence in a Contracting State. The advantage of this extension is that foreign workers who participate in the economy of the Contracting State where they have their habitual residence will not be subjected, in the case of debts contracted in States still practising imprisonment for debts, to a harsh and discriminatory procedure.

Article 20 – Safe-conduct

This article provides on certain conditions for safe-conduct for a person who is a national of or habitually resident in a Contracting State and who is summoned in order to appear as a witness or expert in proceedings in another Contracting State. Even though Chapter II of the 1954 Convention and as well the Convention on the Taking of Evidence Abroad of 1970 provide for

²⁵ The Netherlands Government has recently decided to introduce a bill repealing the discriminatory provisions on arrest of aliens in the Dutch Civil Code.

mentionnée dans cet article un droit plus élevé en raison de sa nationalité étrangère.

L'article garantit, au surplus, à un ressortissant d'un Etat contractant ou à une personne ayant sa résidence habituelle dans un Etat contractant, le droit de faire légaliser les documents mentionnés dans l'article lorsqu'une telle légalisation est nécessaire.

D CHAPITRE IV – CONTRAINTE PAR CORPS (ARTICLES 19 ET 20)

Ce chapitre remplace le chapitre VI de la Convention de 1954. Cependant, la disposition de l'article 20 relative au sauf-conduit constitue une innovation: on ne la trouve pas dans les précédentes Conventions de La Haye.

Article 19 – Contrainte par corps

Cet article modifie l'article 26 de la Convention de 1954. La contrainte par corps, comme moyen indirect de recouvrement des créances monétaires, a été entièrement abrogée dans la plupart des pays de la Conférence. Dans les quelques pays où elle existe encore, elle ne semble être appliquée que très rarement et sans aucune discrimination entre nationaux et étrangers. Le Code de procédure civile néerlandais²⁵ et le Code de procédure civile du Suriname continuent néanmoins à connaître aujourd'hui un système discriminatoire en matière de contrainte par corps à l'égard des étrangers sans domicile fixe dans le pays concerné. L'institution d'un système discriminatoire à l'encontre des étrangers étant encore de droit positif aux Pays-Bas et au Suriname, on jugea nécessaire de maintenir les dispositions de l'article 26 de la Convention de 1954 dans la présente Convention. La portée de la disposition de cet article éliminant toute discrimination en matière de contrainte par corps a cependant été, *ratione personae*, étendue de manière à ce qu'elle vise, non seulement les nationaux d'un Etat contractant, mais aussi toute personne ayant sa résidence habituelle dans un Etat contractant. L'avantage d'une telle extension est d'éviter que des travailleurs qui participent à l'économie des Etats contractants, où ils ont leur résidence habituelle, ne soient soumis, à l'occasion de dettes contractées dans des pays qui connaissent encore la contrainte par corps, à une procédure rigoureuse et discriminatoire.

Article 20 – Sauf-conduit

Cet article fixe certaines conditions relatives à l'immunité accordée à un ressortissant d'un Etat contractant ou à une personne qui a sa résidence habituelle dans un Etat contractant, cité à comparaître comme témoin ou expert devant les tribunaux d'un autre Etat contractant. Bien que le chapitre II de la Convention de 1954 ainsi que la Convention de 1970 sur l'obtention

²⁵ Le Gouvernement néerlandais a récemment décidé de déposer un projet de loi abrogeant les dispositions discriminatoires du Code de procédure néerlandais relatives à la contrainte par corps pour les étrangers.

letters of request, it may sometimes be very appropriate that a witness or an expert appear in person before the foreign court where the proceedings are to take place. If a person who is summoned as a witness or expert before a court in a foreign country runs the risk of being prosecuted or detained or subjected to any other restriction on his personal liberty in that country, he will usually not appear. Therefore, paragraph 1 of the article provides that a person who is a national of or habitually resident in a Contracting State and who is summoned by a court or a tribunal in another Contracting State, or with the leave of the court or tribunal, in order to appear as a witness or expert in proceedings in that State, shall not be liable to prosecution or detention or subjected to any other restriction of his personal liberty in the territory of that State, in respect of any act or conviction occurring before his arrival in that State.

This principle has been adopted in some bilateral and multilateral treaties and conventions, *inter alia*, in the European Convention on Mutual Assistance in Criminal Matters (article 12).

It should, however, be observed that this principle only applies when the witness or expert has been summoned *by name* by a court or tribunal in another Contracting State, or by a party with the leave of the court or tribunal. This safeguard is due to the fact that a person could otherwise be summoned by a party, not because of the necessity of his appearing as a witness or expert in the proceedings but in order to provide for him a method of entering the country without risk of prosecution or enforcement of sentence. Further, it should be observed that the immunity provided for in the article only applies to acts or convictions occurring *before* the person's arrival in the territory of the State where the proceedings take place.

The time for the immunity provided for in paragraph 1 of the article is limited. It shall, according to paragraph 2 of the article, commence seven days before the day fixed for the hearing of the witness or expert and shall cease when the witness or expert, having had, for a period of seven days from the date he was informed by the judicial authority that his presence is no longer required, an opportunity of leaving, has nevertheless remained in the territory or having left it, has returned voluntarily.

Article 20 is optional for the Contracting States. The rule which provides for this optional character is article 28, paragraph 1*d*, according to which a Contracting State may reserve the right to exclude the application of article 20. As to the procedure for making and withdrawing reservations, see *infra*, under E.

E CHAPTER V – GENERAL PROVISIONS (ARTICLES 21 TO 30)

The most important general provisions have already been fully considered in the preceding discussions and will not be discussed again here.

Article 21 has been covered in the discussion of articles 5 and 14.

This is a most important article, which provides that nothing in this Convention shall be construed as limiting any rights in respect of matters governed by this Convention which may be conferred upon a person under the law of any Contracting State or under any other convention to which it is, or becomes, a party.

des preuves à l'étranger en matière civile et commerciale aient prévu les commissions rogatoires, il peut parfois être très utile qu'un témoin ou un expert compareaisse en personne devant un tribunal étranger où un procès est plaidé. Si une personne, citée à titre de témoin ou d'expert devant les tribunaux d'un pays étranger, court le risque d'être poursuivie ou détenue ou soumise à une restriction quelconque de sa liberté individuelle dans ce pays, elle refusera, le plus souvent, de comparaître. C'est pourquoi l'alinéa premier de l'article prévoit que lorsqu'un témoin ou un expert ressortissant d'un Etat contractant ou ayant sa résidence habituelle dans un Etat contractant est cité par un tribunal, ou par une partie avec l'autorisation d'un tribunal à comparaître dans un procès qui se déroule dans cet Etat, il ne peut être poursuivi, détenu ou soumis à une restriction quelconque de sa liberté individuelle sur le territoire de cet Etat pour des condamnations ou des faits antérieurs à son entrée sur le territoire de cet Etat.

Ce principe a été adopté dans quelques traités et conventions bilatéraux et multilatéraux, notamment dans l'article 12 de la Convention Européenne d'entraide judiciaire en matière pénale.

Il faut souligner, cependant, que ce principe ne s'applique que si le témoin ou l'expert a été cité *nommément* par un tribunal d'un autre Etat contractant ou par une partie avec l'autorisation d'un tribunal. Cette réserve est due au fait qu'une personne pourrait être citée par une partie, non pas parce que sa comparution comme témoin ou expert dans un procès est nécessaire, mais pour lui fournir le moyen d'entrer dans un pays sans risquer des poursuites ou l'exécution d'une condamnation. Il faut remarquer, au surplus, que l'immunité accordée par l'article ne s'applique qu'à des faits ou des condamnations *antérieurs* à l'entrée de la personne sur la territoire de l'Etat où le procès se déroule.

La durée de l'immunité accordée par l'alinéa premier de l'article est limitée. Aux termes de l'alinéa 2, elle commence sept jours avant la date fixée pour l'audition du témoin ou de l'expert et prend fin lorsque le témoin, ayant eu la possibilité de quitter le territoire pendant sept jours consécutifs après que les autorités judiciaires l'aient informé que sa présence n'était plus requise, sera néanmoins demeuré sur ce territoire ou y sera revenu volontairement après l'avoir quitté.

L'article 20 est optionnel pour les Etats contractants. La règle qui prévoit ce caractère optionnel est l'article 28, alinéa *d* selon lequel tout Etat contractant pourra se réserver le droit d'exclure l'application de l'article 20. En ce qui concerne la procédure à suivre pour faire, ou pour retirer une réserve, voir *infra*, *sub*. E.

E CHAPITRE V – DISPOSITIONS GÉNÉRALES (ARTICLES 21 A 30)

Nous avons déjà étudié d'une façon approfondie, dans l'exposé qui précède, les dispositions générales les plus importantes. Nous n'y reviendrons pas.

L'article 21 a été examiné dans les commentaires sur les articles 5 à 14.

Il s'agit d'un article d'une grande importance qui énonce qu'aucune disposition de la Convention ne sera interprétée comme limitant les droits relatifs aux matières réglées par celle-ci, qui pourraient être reconnus à une personne conformément aux lois d'un Etat contractant ou à une autre convention à laquelle cet Etat est ou sera partie.

Articles 22 and 23 have been discussed in the introduction (I,C).

Articles 24 and 25 have been discussed in connection with article 7.

Article 26 deals with a need which may arise in the case of a composite State, and it has appeared in a number of other Hague Conventions. Its purpose is to meet the needs of States which lack the power to bind their territorial units by treaty, as well as to facilitate ratification of the Convention by a State containing some territorial units which favour the Convention and others which oppose it.

The provision in *article 27* has not appeared in previous Hague Conventions. This provision was, however, included as well in the Convention on the Civil Aspects of International Child Abduction. The aim of this article is to stress that the signature or ratification, acceptance or approval of, or accession to this Convention or making of any declaration under article 26 shall carry no implication as to the internal distribution of powers within the State concerned, when it has a system of government under which executive, judicial and legislative powers are distributed between central and other authorities in that State. This seemed to most delegations to be self-evident without any explicit provision. The provision was, however, adopted in order to avoid any constitutional difficulties, which possibly in this respect otherwise may occur in some countries.

Article 28, which provides reservations, has been discussed in connection with articles 1, 7 and 13, Chapter II and article 20. The reservation may be made only at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession and not thereafter. A reservation may be withdrawn at any time.

Article 29 contains conventional clauses dealing with the administration of the Convention by the Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands. It does not seem to present any problems which require special additional comments.

Article 30 has been discussed in connection with articles 4 and 5.

F CHAPTER VI - FINAL CLAUSES
(ARTICLES 31 TO 36)

The final clauses in *articles 31 to 36* were prepared by a general Committee on final clauses, set up by the Fourth Commission of the Conference. These articles correspond on the whole with the final clauses in other recent Hague Conventions.

Helsinki, 10 June 1981

GUSTAF MÖLLER

Les articles 22 et 23 ont été étudiés dans l'introduction (I,C).

Les articles 24 et 25 ont été examinés à l'occasion du commentaire sur l'article 7.

L'article 26 traite d'une nécessité qui peut naître dans le cas d'un Etat composite; cette disposition figure dans plusieurs autres Conventions de La Haye. Son objet est de satisfaire les besoins d'Etats qui n'ont pas le pouvoir de lier par traité les unités territoriales qui les composent, ainsi que de faciliter la ratification de la Convention par un Etat composite qui comprend des unités territoriales en faveur de la Convention et d'autres qui y sont opposées.

Les dispositions de *l'article 27* ne figurent dans aucune précédente Convention de La Haye. On les trouve cependant dans la Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Cet article a pour objet de souligner que la signature, la ratification, l'acceptation ou l'approbation de la Convention, ou l'adhésion à celle-ci, ou une déclaration faite en vertu de l'article 26, n'emportera aucune conséquence quant au partage interne des pouvoirs dans un Etat, lorsque celui-ci a un système de gouvernement en vertu duquel les pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif sont partagés entre les Autorités centrales et d'autres autorités de cet Etat. La plupart des délégations estimèrent que cette conclusion allait de soi sans qu'une disposition explicite soit nécessaire. La disposition fut cependant adoptée, afin d'éviter toutes difficultés constitutionnelles, possibles en ce domaine.

L'article 28, qui prévoit le droit de faire des réserves, a été étudié en même temps que les articles premier, 7 et 13, le chapitre II et l'article 20. Les réserves ne peuvent être faites qu'au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, et pas plus tard. Une réserve peut être retirée à tout moment.

L'article 29 contient les dispositions traditionnelles au sujet de la mise en application de la Convention, confiée au Ministère des Affaires Etrangères du Royaume des Pays-Bas. Cet article ne semble soulever aucun problème nécessitant des commentaires additionnels.

Nous avons examiné *l'article 30* en étudiant les articles 4 et 5.

F CHAPITRE VI - CLAUSES FINALES
(ARTICLES 31 A 36)

Les clauses finales des *articles 31 à 36* furent élaborées par le Comité sur les clauses finales, créé par la Quatrième commission de la Conférence. Dans l'ensemble, ces clauses correspondent aux autres clauses finales qui figurent dans d'autres récentes Conventions de La Haye.

Helsinki, 10 juin 1981

GUSTAF MÖLLER

Contents of the Report

Table du Rapport

	page		page
I Introduction	260	I Introduction	260
A <i>Origin of the Convention</i>	260	A <i>Les origines de la Convention</i>	260
B <i>General purposes of the Convention</i>	262	B <i>Objectifs généraux de la Convention</i>	262
C <i>Relationship between the present Convention and Conventions of 1905 and 1954</i>	263	C <i>Rapports entre la présente Convention et les Conventions de 1905 et de 1954</i>	263
D <i>Parties to the Convention</i>	264	D <i>Parties à la Convention</i>	264
E <i>Structure of the Convention</i>	264	E <i>Structure de la Convention</i>	264
II Article by article commentary on the Convention	265	II Commentaires sur la Convention, article par article	265
A CHAPTER I – LEGAL AID (ARTICLES 1 TO 13)	265	A CHAPITRE I – ASSISTANCE JUDICIAIRE (ARTICLES 1 A 13)	265
<i>Article 1 – Persons entitled to legal aid</i>	265	<i>Article premier – Personnes pouvant bénéficier de l'assistance judiciaire</i>	265
<i>Article 2 – Legal advice</i>	267	<i>Article 2 – Consultation juridique</i>	267
<i>Article 3 – Central Authorities</i>	268	<i>Article 3 – Les Autorités centrales</i>	268
<i>Article 4 – Transmitting authorities</i>	269	<i>Article 4 – Autorités expéditrices</i>	269
<i>Article 5 – Submission of the application</i>	271	<i>Article 5 – Présentation de la demande</i>	271
<i>Article 6 – Assistance to the applicant</i>	273	<i>Article 6 – Fonction de l'autorité expéditrice</i>	273
<i>Article 7 – The language problem</i>	275	<i>Article 7 – Le problème de la langue</i>	275
<i>Article 8 – Action by the Central Authority</i>	277	<i>Article 8 – Fonctions de l'Autorité centrale réceptrice</i>	277
<i>Article 9 – Applicants not residing in a Contracting State</i>	277	<i>Article 9 – Ressortissants ne résidant pas dans un Etat contractant</i>	277
<i>Article 10 – Legalization</i>	279	<i>Article 10 – Légalisation</i>	279
<i>Article 11 – Charges</i>	279	<i>Article 11 – Frais</i>	279
<i>Article 12 – Speed of handling</i>	279	<i>Article 12 – Urgence de l'instruction</i>	279
<i>Article 13 – Extension of legal aid</i>	279	<i>Article 13 – Extension de l'assistance judiciaire</i>	279
B CHAPTER II – SECURITY FOR COSTS AND ENFORCEABILITY OF ORDERS FOR COSTS (ARTICLES 14 TO 17)	280	B CHAPITRE II – CAUTION <i>JUDICATUM</i> SOLVI ET EXÉCUTION DES CONDAMNATIONS AUX FRAIS ET DÉPENS (ARTICLES 14 A 17)	280
<i>Article 14 – Exemption from giving security for costs</i>	281	<i>Article 14 – Droit à la dispense de caution</i>	281
<i>Article 15 – Enforceability of orders for costs and expenses</i>	282	<i>Article 15 – Exécution des décisions relatives aux frais et dépens</i>	282
<i>Article 16 – Machinery</i>	283	<i>Article 16 – Mécanismes</i>	283
<i>Article 17 – Exequatur proceedings</i>	284	<i>Article 17 – Procédure de l'exequatur</i>	284
<i>Contents of the Report</i>		<i>TABLE DU RAPPORT</i>	289
			[55]

	page		page
C CHAPTER III – COPIES OF ENTRIES AND DECISIONS RELATING TO CIVIL STATUS (ARTICLE 18)	285	C CHAPITRE III – COPIES DES ACTES ET JUGEMENTS RELATIFS A L'ETAT CIVIL (ARTICLE 18)	285
<i>Article 18</i>	285	<i>Article 18</i>	285
D CHAPTER IV – PHYSICAL DETENTION AND SAFE-CONDUCT (ARTICLES 19 AND 20)	286	D CHAPITRE IV – CONTRAINTE PAR CORPS (ARTICLES 19 ET 20)	286
<i>Article 19 – Physical detention</i>	286	<i>Article 19 – Contrainte par corps</i>	286
<i>Article 20 – Safe-conduct</i>	286	<i>Article 20 – Sauf-conduit</i>	286
E CHAPTER V – GENERAL PROVISIONS (ARTICLES 21 TO 30)	287	E CHAPITRE V – DISPOSITIONS GÉNÉRALES (ARTICLES 21 A 30)	287
F CHAPTER VI – FINAL CLAUSES (ARTICLES 31 TO 36)	288	F CHAPITRE VI – CLAUSES FINALES (ARTICLES 31 A 36)	288